

Université de Montréal

**« Je ne veux pas être condamnée au viol à perpétuité, et toi? »
Luttes féministes québécoises contre les violences sexuelles (1970-1983)**

par Amélie Lamontagne

École de criminologie
Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures et postdoctorales
en vue de l'obtention du grade de maître ès sciences
en criminologie
Option mémoire

Novembre 2017

© Amélie Lamontagne, 2017

Résumé

Les années 1970 et le début des années 80 voient une effervescence de l'activité et, surtout, de la visibilité des groupes féministes dans la province du Québec, dont plusieurs travaillent sur la question des violences sexuelles. Les militantes féministes jouent un rôle central dans la problématisation de cette forme de violences – pourtant, la littérature au sujet de leurs activités reste pratiquement inexistante. Ce travail a pour objectif de retracer l'histoire des luttes militantes féministes contre les violences sexuelles du début des années 70 à 1983, moment de l'entrée en vigueur du projet de loi C-127, soit la *Loi canadienne sur les agressions sexuelles*, en faisant le portrait de leurs revendications et de leurs discours. Ce travail est basé sur les archives privées de trois *Centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel* (CALACS), sur quatre entretiens avec des militantes féministes actives durant la période concernée et sur le contenu des journaux féministes *Québécoises deboutte!* (1972-1974), *Têtes de pioche* (1976-1979) et *La Vie en rose* (1980-1987).

Dans cette recherche, il est montré que certains groupes féministes québécois, en s'organisant autour de l'enjeu commun de la libération des femmes, ont créé des discours distinctement féministes sur la question des violences sexuelles en créant des catégories définitionnelles larges et en attribuant la cause de ces violences à une socialisation problématique des genres, elle-même entretenue par un système patriarcal. Par la même occasion, elles ont transformé leur propre compréhension de la « femme » et de ses attributs. Ces groupes se sont engagés dans une tentative d'éradication des violences sexuelles par l'entremise de diverses activités, principalement au-travers de trois grands axes : la mise en place de services aux victimes, la sensibilisation du public et les luttes politiques. Au final, ces militantes ont construit un réseau d'organismes d'aide et de lutte contre les violences sexuelles, ont contribué au débat sur les législations de ces violences au Canada et ont permis de faire des violences sexuelles un problème public au Québec en en rendant visible les enjeux.

Mots-clés : genre, violences sexuelles, histoire du féminisme (1970-1983), mouvement social, Québec, Canada

Abstract

The 1970s and early 1980s saw an explosion of activity and, above all, visibility of feminist groups in the province of Quebec, many of whom worked on the issue of sexual violence. Feminist activists played a central role in the problematization of this form of violence - yet the literature about their activities remains virtually non-existent. The purpose of this work is to trace the history of feminist activist struggles against sexual violence from the early 1970s to 1983, when the Bill C-127 (Canadian sexual assault act) came into effect, by portraying their claims and their discourses. This work is based on the private archives of three *Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel* (CALACS), on four interviews with feminist activists active during the period concerned and on the content of feminist periodic *Québécois Deboutte!* (1972-1974), *Têtes de Pioche* (1976-1979) and *La Vie en rose* (1980-1987).

In this research, it is shown that some Québec feminist groups, by organizing themselves around the common issue of the liberation of women, have created distinctively feminist discourses on the issue of sexual violence by creating broad definitions and by attributing the cause of this violence to a harmful socialization of genders, itself maintained by a patriarchal system. At the same time, they have transformed their own understanding of the category "woman" and its attributes. These groups have engaged in an attempt to eradicate sexual violence through various activities, mainly within three axis: the creation of services for victims, public awareness campaigns and political actions. In the end, they built a network of Centres to help and fight against sexual violence, contributed to the debate about the laws framing this type of violence in Canada and made sexual violence a public problem in Québec by rendering it visible.

Keywords : gender, sexual violence, history of feminism (1970-1983), social movement, Quebec, Canada

Table des matières

Résumé.....	i
Abstract	ii
Table des matières.....	iii
Liste des figures	vi
Liste des sigles	viii
Remerciements.....	x
Introduction.....	1
Perspectives théoriques	9
Introduction du chapitre	10
1.1. Jeux de mots, jeux de pouvoir : désigner les « violences sexuelles ».....	10
1.3.1. Délimiter ce qu'on entend par « violences sexuelles ».....	12
1.3.3. Les 4 axes de définition de Muehlenhard et al. (1992).....	15
1.2. Le genre et l'histoire	16
1.2.1. Faire l'histoire des femmes.....	17
1.2.2. Le genre comme catégorie historique	19
1.3. Le féminisme corporel	20
1.3.1. Retour vers la corporéité dans l'histoire du genre	20
1.3.2. La performance du genre	22
1.3.3. Performer le genre et violences sexuelles	24
1.4. Faire des violences sexuelles un problème social.....	25
1.4.1. Faire d'un enjeu un problème social	26
1.4.2. Mobilisations et compétition des discours	27
1.5. Les objectifs et les questions de recherche	30
Méthodologie	31
2.1. Pourquoi faire l'histoire?	32
2.2. Sources documentaires.....	34
2.2.1. Collecte de données	34

2.2.2.	Prise de contact avec les Centres	34
2.2.3.	Sélection et conservation des documents.....	35
2.2.4.	Rôle des alliées	36
2.2.5.	L'emploi de journaux militants.....	37
2.2.6.	Quelques documents supplémentaires	37
2.2.7.	Échantillon	38
2.2.8.	Limites des sources documentaires.....	39
2.3.	Entretiens avec des militantes.....	41
2.3.1.	Collecte de données	41
2.3.2.	Échantillon	45
2.3.3.	Limites des entretiens	47
2.4.	Traitement des données.....	48
2.4.1.	Positionnement comme chercheure	51
	Se regrouper pour militer	53
3.1.	Les groupes de réflexion.....	54
3.2.	Les collectifs féministes.....	56
3.2.1.	Les Centres d'aide contre le viol	57
3.2.2.	Les groupes d'auto-défense « Wen Do ».....	58
3.2.3.	Les journaux féministes	59
3.2.4.	Autres organismes périphériques à la lutte contre les violences sexuelles	62
3.2.5.	Productions culturelles féministes	63
3.3.	Caractéristiques des collectifs féministes	64
	Définir les violences sexuelles.....	74
4.1.	Un discours ancré dans l'expérience féminine	75
4.2.	La misère sexuelle au Québec : les violences sexuelles selon <i>Québécoises Deboutte!</i>	77
4.3.	Au nom de l'oppression de « toutes » les femmes par « tous » les hommes.....	83
4.3.1.	L'ennemi principal : le patriarcat.....	83
4.3.2.	Les violences sexuelles comme un problème de socialisation des genres.....	85
4.3.3.	Portrait des victimes de violences sexuelles	88
4.4.	Les multiples facettes des violences sexuelles.....	90

4.4.1. Une définition large du viol et des agressions sexuelles.....	90
4.4.2. Les branches de lutte contre les violences sexuelles	94
4.5. Partir à la guerre contre la violence	99
Propager un discours féministe.....	102
5.1. Échanges à l’interne : utilisation du réseau féministe.....	103
5.1.1. Féminisme à l’international	103
5.1.2. Réseau féministe québécois	105
5.2. Sensibiliser les intervenants sociaux.....	108
5.2.1. Les personnes contrevenantes.....	109
5.2.2. Les milieux hospitaliers	110
5.2.3. Les policiers	110
5.2.4. Les intervenants du système de justice	112
5.2.5. L’importance des intervenants sociaux.....	113
5.3. Changer l’opinion public : principales pratiques militantes	114
5.3.1. Utilisation des plateformes de diffusion traditionnelles	115
5.3.2. Productions artistiques.....	118
5.3.3. Cours d’auto-défense : le Wen Do.....	122
5.3.4. Utilisation des espaces publics : La rue, la nuit, femmes sans peur	126
Politisation des luttes	130
6.1. Les Centres d’aide : Militer au quotidien	131
6.1.1. Donner des services d’aide aux victimes	131
6.1.2. Tenir les Centres à flot : survivre sur le long terme.....	133
6.2. Porter ses revendications au politique.....	136
6.2.1. Regroupement provincial et financement	136
6.2.2. Faire changer les lois : intercéder auprès du gouvernement fédéral	140
Conclusion	151
Bibliographie.....	i
Annexe 1 : ligne du temps	vii
Annexe 2 : Types de sources documentaires	ix

Liste des figures

Figure 1.	Québécoises Deboutte!, novembre 1972, p.1	59
Figure 2.	Têtes de pioche, avril 1976, p.1	60
Figure 3.	La Vie en rose, mars 1980 (première édition), page couverture.....	61
Figure 4.	Comment créer un centre d'aide aux victimes de viol, 1976, p.94.....	69
Figure 5.	Comment créer un centre d'aide aux victimes de viol, 1976, p.95.....	70
Figure 6.	Artiste inconnue. TDP, mai 1976, p.6.	75
Figure 7.	Dans « Souvenir de vacances I », nom de l'artiste indistinct. LVR, juin 1980, p.17.....	89
Figure 8.	Pour briser le silence : briser l'isolement, riposter. Dans le bulletin des Centres contre le viol, 1981, p.54	92
Figure 9.	Contre la violence. Dans le bulletin des Centres d'aide contre le viol, 1981, p.52.....	99
Figure 10.	No bosses here: A manual on working collectively, p.20. Produit à Boston par l'organisme Social Change et trouvé au MCVI de Montréal.	105
Figure 11.	Lettre du comité organisateur de la manifestation (adressée aux « organismes féminins de la région Mauricie »). Trois-Rivières, 1982.....	107
Figure 12.	Bulletin des Centres d'aide contre le viol, 1981, p.68-69.....	113
Figure 13.	Hymne du mouvement de libération des femmes, Le sabbat des sorcières, 1980.....	118
Figure 14.	Extrait de la bande-dessinée Chiromaniaque, p.1.....	120
Figure 15.	TDP, déc. 1977, p.8.	121
Figure 16.	LVR, mars 1981, p.23.....	121
Figure 17.	LVR, mars 1982, p.86.....	121
Figure 18.	Symbole de l'école de Wen Do	122
Figure 19.	Wen Do. Bulletin des Centres contre le viol, 1981, p.81.....	124
Figure 20.	La rue, la nuit, femmes sans peur. Photo du MCVI, 1982.....	129
Figure 21.	La rue, la nuit, femmes sans peur. Photo du Centre d'aide de Trois-Rivières, 1981.....	129

Figure 22.	Coupure de journaux provenant du Nouvelliste, du Journal de Montréal et du Devoir, 1979.....	138
Figure 23.	Bulletin de l'Association nationale des Centres contre le viol, 1981, p.74	150

Liste des sigles

AFEAS : Association féminine d'éducation et d'action sociale

CALACS : Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel

CAVV : Centre d'aide aux victimes de viol (ancien nom des CALACS)

CSF : Conseil du statut de la femme

FFQ : Fédération des femmes du Québec

FLF : Front de libération des femmes

LVR : La Vie en rose

MCVI : Mouvement contre le viol et l'inceste

MFD : Maison pour femmes en difficulté (ancien nom des maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale)

QD : Québécoises Deboutte!

RAIF : Réseau d'action et d'information pour les femmes

RQCALACS : Regroupement québécois des Centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel

TDP : Têtes de pioche

À toutes celles qui se lèvent contre les violences faites aux femmes

Remerciements

Je voudrais commencer par remercier les femmes qui m'ont donné l'opportunité de faire ce travail de recherche en me donnant du temps, en me parlant de leurs vies, en me partageant leurs réflexions et en me donnant accès à leurs archives : sans vous, ce mémoire n'aurait jamais pu être écrit. Aux intervenantes du CALACS de Sherbrooke et de Trois-Rivières, aux intervenantes du MCVI, à Pol, à Madeleine, à Denise et à Lucie : Merci pour votre ouverture... et merci pour le travail que vous avez accompli, et que vous accomplissez toujours, en travaillant contre les violences sexuelles.

Toute ma gratitude va également à mon directeur de recherche. Merci, Jean, de m'avoir donné la pique de l'histoire et de m'avoir aidé à rester critique tout au long de mes travaux. Merci de ton support et de ton écoute, de ta disponibilité et de ton enthousiasme. Je n'aurais jamais pu écrire ce mémoire sans ton implication. Nos rencontres m'ont permis de rester motivée dans mon travail et tes conseils m'ont permis d'avancer continuellement dans mes réflexions.

Merci à ma famille de m'avoir épaulée dans mes études, non seulement pour la production de ce mémoire, mais également dans les années précédentes, en croyant en moi et en me donnant tous le support dont j'aurais pu rêver pour relever les défis des dernières années. Vous m'avez écouté quand j'en avais besoin, vous avez calmé mes angoisses, et vous m'avez donné le goût de continuer.

Finalement, merci aux copains. À Catou, m'avoir prêté une oreille quand j'avais besoin de ventiler et pour tous nos beaux moments. À Snappy et Raphy, pour votre bonne humeur (et pour les bonbons!) À Simon, pour ton écoute attentive. À Ari, ma joyeuse partenaire d'étude, pour ton temps. À AdréAnn et à Antoine, tout particulièrement, pour toutes nos discussions, nos fous rires, nos longues soirées de travail et nos projets. On a passé deux merveilleuses années à l'appart ensemble et sans vous, je ne pense pas que j'aurais eu le courage de terminer ce mémoire. Merci.

Introduction

Le traitement des violences sexuelles au Québec

Les histoires de violences sexuelles font régulièrement parler les journaux. Dans les dernières années, nombres de cas ont fait les manchettes : agression sexuelle et meurtre d'une jeune femme près d'une piste de bicyclette à Montréal; agressions sexuelles alléguées de multiples femmes autochtones par des policiers locaux dans la région de Val-D'Or; accusations de harcèlement sexuel contre des personnalités publiques... Les violences sexuelles choquent, indignent et causent débat.

Aujourd'hui, les violences sexuelles sont officiellement considérées comme un enjeu public. Des fonds sont octroyés pour les services d'aide contre ces violences. Des campagnes de sensibilisation sont mises en place afin de contribuer à la prévention du phénomène. Tout récemment, le gouvernement du Québec a rendu public sa nouvelle stratégie intitulée : *Les violences sexuelles, c'est non : stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles (2016-2021)*. Dès la première page, le mot du premier ministre, Philippe Couillard, va ainsi : « La violence sexuelle a des conséquences dévastatrices sur les victimes et leur entourage. [...] C'est pour nous un devoir collectif de prévenir les violences sexuelles et de lutter contre elles, quelle qu'en soit la nature ou quel que soit le contexte dans lequel elles surviennent. [...] Notre gouvernement doit prendre la part qui lui revient dans cette lutte. [...] Ensemble, disons haut et fort que sans oui, c'est non... point final. » (p.1). Une évidence, cette implication gouvernementale, cette officialisation de l'importance de la lutte contre les violences sexuelles? Pas tout à fait.

Il ne nous est pas surprenant d'entendre parler d'« agression sexuelle » ou de « harcèlement sexuel ». L'existence de services d'aide pour les victimes de ce genre de violence semble une prolongation naturelle de l'ensemble de nos services sociaux et les campagnes de sensibilisations du « Sans oui, c'est non », dont on peut voir des affiches dans les corridors des universités et des macarons sur les sac-à-dos des étudiant-e-s, ne nous apparaissent pas révolutionnaires. Ils tombent sous le sens.

Pourtant, toute cette terminologie est récente. Ce n'est que dans les dernières décennies que les violences sexuelles sont devenues un enjeu d'ordre public. Il y a 35 ans, les journaux ne parlaient pas d'agression sexuelle, mais bien de viol. Légalement, ce n'est qu'en 1983, avec la mise en

place de la *Loi canadienne sur les agressions sexuelles*, que cette offense a été remplacée. L'offense du viol portait spécifiquement sur des relations sexuelles non-consentantes, où un homme pénétrait le vagin d'une femme avec son pénis. Il était impossible pour une femme d'aller en cour contre son mari à cet effet et les règles de preuve permettant de mener à un verdict de culpabilité étaient strictes, demandant à la femme de dénoncer l'agression à la première occasion possible et de pouvoir corroborer les faits par le témoignage d'un tiers parti ou par la présence de blessures causées par le viol. La bonne foi de la victime pouvait être remise en cause par un interrogatoire sur son passé sexuel. Il y a 40 ans, le terme « harcèlement sexuel » n'existait pas. Il y a 45 ans, il n'y avait aucun service d'aide directe pour les victimes de violences sexuelles dans la province du Québec. Des crimes comme l'attentat à la pudeur, la grossière indécence ou la sodomie, qui nous semblent lointains, voir archaïques, étaient encore en usage en cour. Au cours de ces décennies, le langage que nous utilisons pour parler de ce type de violence, ainsi que la manière dont nous y réagissons, individuellement et comme société, se sont modifiés de manière extensive. Tous ces mots qui nous sont maintenant familiers, désignant des actes ou des formes d'action de l'état et des communautés, sont historiquement situés.

Au Québec, comme ailleurs en Amérique du Nord, cette attention récente pour les violences sexuelles a été portée par le mouvement féministe des années 70 et 80. Comment ce mouvement s'est-il construit? Pourquoi cet intérêt pour les violences sexuelles? Comment ces militantes en ont-elles parlé? Et, surtout, de quelle manière ce mouvement a-t-il pu influencer nos structures légales et sociales actuelles?

Bref retour sur l'histoire du mouvement féministe québécois

Le mouvement féministe québécois, très actif au début du siècle avec des mobilisations autour de la question des droits de la femme, puis plus silencieux dans les deux décennies suivant la Seconde Guerre mondiale (Dumont et Toupin, 2003), a connu une résurgence avec l'arrivée de la Révolution tranquille, une période de profondes transformations sociales et économiques au Québec (Godin, 1991; Bergeron, 2013) accompagnée de modifications importantes de la situation des femmes dans la province. Avec la création d'un nouveau Ministère de l'éducation, résultant en la formation des Cégeps mixtes (*Collège d'enseignement*

général et professionnel), les femmes ont été de plus en plus nombreuses à s'éduquer et à aller travailler à l'extérieur de la maison. Au niveau de leurs droits individuels, elles ont vu leur situation changer : en 1964, Claire Kirkland-Casgrain, la première femme élue à l'Assemblée législative du Québec, a présenté une nouvelle loi abolissant l'incapacité juridique de la femme mariée. Quatre ans plus tard, une loi facilite considérablement l'accès au divorce. Durant cette même période, le régime légal de mariage a été modifié, passant du régime de la communauté des biens à celui de la société d'acquêts et les taux de natalité ont chuté (les taux de natalité au Québec passent d'environ 30/1000 habitants, dans les années 50, à 15/1000 habitants au début des années 70) (Institut de la statistique du Québec, 2017). Des débats sur le droit à la contraception ont été soulevés et, en 1969, les articles du Code criminel canadien prohibant la publicité et vente de produits contraceptifs et la diffusion d'information sur la contraception ont été abrogés.

C'est dans ce contexte que plusieurs projets féministes ont vu le jour. En 1965, suite à une initiative de Thérèse Casgrain, des femmes se sont rencontrées pour le 25^e anniversaire du droit de vote des Québécoises dans un colloque intitulé « La femme du Québec. Hier et aujourd'hui ». Le colloque avait pour objectif de développer une réflexion sur la présence et le statut de la femme dans la société québécoise. La création de la Fédération des femmes du Québec (FFQ) a été votée à la fin du colloque, regroupant une multitude d'organismes féminins afin de se coordonner pour promouvoir les droits et intérêts de les femmes. Ce fut pour plusieurs l'occasion d'acquérir de l'expérience comme militantes et de travailler sur des projets relatifs à l'égalité au travail, au divorce, aux garderies et à la reconnaissance de l'autorité parentale de la mère (Collectif Clio, 1992).

Deux ans plus tard, en 1967, le gouvernement du Canada a commandé une commission d'enquête royale sur la situation de la femme au Canada (surnommée la Commission Bird d'après le nom de sa présidente, Florence Bird). Dans les années suivantes, la Commission Bird a fait un travail colossal, recevant 468 mémoires et plus d'un millier de lettres, puis fixant des audiences pour communiquer directement avec les Canadiennes, recueillant ainsi 890 témoignages. Des groupes de femmes au travers du pays, dont la FFQ, ont participé au processus en partageant leurs propres analyses, recommandations et constats. Le rapport a été publié en 1970 et a été largement distribué. En 1973, il a conduit, joint aux recommandations de la FFQ,

à la création du *Conseil du statut de la femme* (CSF), un organisme gouvernemental veillant à la promotion et la défense des droits des Québécoises.

La publication du rapport de la Commission Bird a marqué le début d'une grande activité féministe au Québec. Les groupes de femmes se sont multipliés dans la province, culminant en nombre durant la seconde moitié des années 70. Comme l'écrit Descarries (2005) :

« Depuis la fin des années 1960, le Québec a été le théâtre d'un déploiement sans précédent de discours, de revendications et de pratiques féministes. Dans cette mouvance, le mouvement des femmes s'est progressivement imposé comme un acteur significatif de la scène québécoise, en raison même du poids de sa présence sur le terrain, de la pertinence et de la diversité de ses luttes, de la portée de ses pratiques et de la pluralité de ses lieux de mobilisation. » (p.143)

Les caractéristiques du mouvement féministe québécois ont été étudiées par de multiples auteur-e-s. Pour certain-e-s, le féminisme des années 70 est considéré comme en rupture avec les revendications du début du siècle (souvent nommées la « première vague du féminisme », une période de revendications de droits civils pour les femmes), avec l'apparition d'un féminisme plus radical (Lavigne, 1990). Toupin (1998) argumente plutôt que le féminisme des années 70 est traversé de plusieurs courants et crée une typologie des grandes tendances féministes de cette période : le féminisme libéral égalitaire (qui fait la promotion des droits individuels des femmes et de leur droit de participer sur un pied d'égalité à la société avec les hommes), le féminisme de tradition marxiste (qui indique que les hommes *et* les femmes sont opprimés par le système en plaçant l'explication de cette oppression dans des dynamiques de classes : l'ennemi principal est le capitalisme) et finalement le féminisme radical (qui conçoit le système social des sexes, soit le patriarcat, comme responsable de l'oppression des femmes. Les femmes doivent donc remonter à la source et penser d'une nouvelle façon les rapports entre les hommes et les femmes).

Le mouvement féministe est solidement ancré dans les transformations sociales qui caractérisent la province à l'époque (Warren, 2007). Le projet d'indépendance du Québec a des répercussions sur les luttes des femmes, et plusieurs textes ont été écrits afin d'essayer de comprendre cette relation. Des auteur-e-s, comme Mills et Bérubé (2004), se penchent sur la

place du nationalisme dans les pratiques militantes féministes des années 70 : dans un article sur le Front de libération des femmes (FLF), l'un des groupes québécois les plus importants dans la lutte pour le droit à l'avortement libre et gratuit, ils soulignent le rejet de ce groupe féministe des femmes anglophones de son collectif et sa conceptualisation de l'oppression des femmes comme résultant d'un croisement entre colonialisme, capitalisme et patriarcat. Lamoureux (2001), dans un ouvrage de synthèse sur les liens entre le féminisme et le nationalisme québécois, interroge la relation entre ces deux mouvements et interprète le mouvement nationaliste comme un « mouvement de virilisation des hommes », laissant une place limitée pour les enjeux féministes. Godin (2004), en écrivant *Les Yvettes comme l'expression d'un féminisme fédéraliste au Québec*, souligne l'inconciliabilité historique entre le féminisme québécois francophone et anglophone. L'effritement du pouvoir de l'Église sur différentes sphères des vies des Québécois-e-s, avec une baisse systématique de la pratique religieuse dans la province, est également discuté en relation avec le mouvement féministe, souvent comme l'un des catalyseurs du mouvement féministe des années 70 (Collectif Clio, 1992). Comme le souligne Bergeron (2013) dans son étude des principaux journaux féministes québécois, soit *Québécoises deboutte!*, *Têtes de pioche* et *La Vie en rose*, pour certains de ces groupes, « l'Église est montrée comme une entité qui a permis, au travers le temps, de consolider les bases structurelles du pouvoir patriarcal » (p.219).

Le mouvement féministe québécois et les violences sexuelles

La question spécifique des violences sexuelles, toutefois, est peu mentionnée dans la littérature portant sur le mouvement féministe québécois. Descarries (2005) indique que la violence contre les femmes est dénoncée par le mouvement féministe québécois au nom de la liberté de choix. En 1986, Lamoureux, dans son ouvrage *Fragments et collages : essai sur le féminisme québécois des années 70*, explique que le mouvement féministe a perçu le corps comme un territoire opprimé par le patriarcat : elle place les luttes pour le droit à l'avortement, contre les abus dans le domaine du médical, contre l'industrie de la beauté et contre le viol dans cette perspective. En 1992, Lamoureux décrit la violence faite aux femmes comme le « quatrième axe d'intervention féministe », avec le statut juridique de la femme mariée, l'autonomie des femmes en matière de reproduction et l'accès au marché du travail. Elle indique que les violences faites aux femmes forment le thème « le plus névralgique et le plus

douloureux, en même temps qu'un des aspects les plus innovateurs du féminisme contemporain. » (p.11). Elle souligne la problématisation féministe du viol comme un problème aux origines socialement situées dans les rapports entre les sexes, contre les explications psychologiques traditionnelles de ce genre d'agression. Elle fait le lien entre la mise en place de *Centres d'aide contre le viol*, ainsi que la création de refuges pour femmes violentées, comme liées à la révision étatique du traitement de ces questions et à la plus grande visibilité des violences contre les femmes auprès du public.

Le travail le plus important sur les luttes contre les violences sexuelles au Québec est certainement la thèse de doctorat de Jennifer Fraser, *Claims-making in context : forty years of Canadian feminist activism on violence against women* (2014). Fraser base son travail sur des écrits militants d'époque, ainsi que sur une vingtaine d'entrevues avec des femmes militantes (pour la plupart ontariennes, mais également des femmes canadiennes françaises, autochtones et québécoises), présentant « how feminists – as claims-makers and social movement activists – have mobilized around the issue of violence against women in the Canadian provinces of Ontario and Quebec between 1970 and 2010. » (p.1). Suivant une approche théorique constructiviste des mouvements sociaux, elle fait une histoire des revendications militantes contre les violences sexuelles et les violences conjugales dans ces deux provinces entre 1970 et 2010.

La thèse de Fraser se penche sur la production de services pour les femmes ontariennes et québécoises victimes de violence, sur les efforts fait pour faire changer les structures institutionnelles et pour sécuriser un financement étatique pour les organismes participant à la lutte contre les violences contre les femmes, ainsi qu'à la production de recherche féministe sur ce type de violence.

Mon propre travail s'inscrit en continuation avec la thèse de Fraser. Je propose de détailler en profondeur la contribution de différents groupes féministes québécois sur la question des violences sexuelles en élargissant mon terrain de recherche non seulement au travail de *Centres d'aide contre le viol*, mais également à d'autres espaces de lutte contre ce type de violence, soit les journaux féministes, les milieux culturels et la pratique de l'auto-défense (pour plus de détails à ce sujet, voir la section méthodologie). De plus, je propose un nouvel angle d'analyse en situant les luttes québécoises contre les violences sexuelles dans le cadre de l'histoire de

genre de la province en soulignant la tentative de redéfinition des féministes québécoises de leur rapport à leur corps. Finalement, je propose de réfléchir au concept des violences sexuelles comme une catégorie flexible, manipulée par les groupes féministes québécois pour inclure des débats définitionnels débordant des cadres juridiques du viol et de l'agression sexuelle. Ce travail est séparé en quatre sections principales : en premier lieu, je fais une présentation du type de structures que les militantes féministes ont formées pour se regrouper et amorcer leurs revendications. Ensuite, j'aborde les discours de ces groupes quant aux violences sexuelles. Les deux dernières sections portent sur la façon dont les groupes féministes ont fait circuler leurs discours entre eux et auprès du public, puis sur la façon dont ils sont éventuellement entrés en négociation avec les gouvernements provincial et fédéral afin de produire un militantisme soutenable (et amenant des changements) à long terme.

La manière dont on conceptualise et traite les violences sexuelles aujourd'hui a une histoire. La raconter nous permet de prendre du recul par rapport aux enjeux qui y sont associés afin d'y réfléchir de façon critique et constructive. Les implications liées à cette construction des violences sexuelles sont nombreuses, comme la manière dont ces dernières sont définies socialement et, surtout, par les structures de pouvoir en place, influent sur le traitement institutionnel et social des personnes impliquées dans ces violences. Les groupes féministes ont largement contribué au développement de notre compréhension et au traitement actuels des violences sexuelles (Baril, Bettez et Viau, 1988; Backhouse et Flaherty, 1992; Roberts et Pires, 1992; Los, 1994; Fraser, 2014). Un retour sur leurs luttes est important pour être en mesure d'orienter nos propres actions face aux violences sexuelles.

Perspectives théoriques

Introduction du chapitre

Viol. Attentat à la pudeur. Agression sexuelle. Harcèlement sexuel. Relations non consenties. Il existe une variété de façons de désigner les violences sexuelles, et chacun de ces termes peut être défini et redéfini par les groupes qui les emploient. Ils sont historiquement situés, construits au-travers des revendications de divers acteurs et actrices. Les groupes féministes québécois ont eux-mêmes créé leurs propres définitions relatives à ce type de violence, produisant des discours spécifiques qu'ils ont défendu auprès des institutions et du public. Dans ce chapitre, je propose en premier lieu d'explorer les enjeux liés à la lutte pour la création de définitions légitimées à propos des violences sexuelles. La section suivante portera sur la manière dont les luttes féministes s'inscrivent dans un courant plus large d'histoire du genre. Finalement, je discuterai de certains outils théoriques issus de la tradition des mouvements sociaux qui me seront utiles pour articuler les formes de militantisme produites par les groupes féministes québécois dans leurs luttes contre les violences sexuelles.

Dans le cadre de ce mémoire, j'utilise l'expression « violences sexuelles » pour parler, de manière aussi large que possible, d'acte à connotation sexuelle non consentis; volontairement, je ne définirai pas ce que j'entends par « violence », comme je cherche à voir ce que divers groupes ont défini eux-mêmes comme tel. J'emploie le mot « victime » pour parler des personnes qui subissent ces violences, à défaut d'avoir un terme neutre à employer et « perpéteur » pour parler des gens qui commettent ces violences.

1.1. Jeux de mots, jeux de pouvoir : désigner les « violences sexuelles »

Quelle importance devrait-on accorder à la façon dont on désigne les « violences sexuelles » et les autres concepts qui y sont associés? Les mots sont un instrument crucial dans la compréhension, la conceptualisation et la communication du monde physique et social dans lequel nous évoluons. Pour certains spécialistes de la construction de l'identité sociale, comme Ochs (1993), les constructions linguistiques sont centrales pour situer un-e individu-e dans son rapport à autrui et à lui ou elle-même : ces constructions informent sur son statut, son rôle dans la société, ses relations interpersonnelles, les institutions qui entourent cette personne, etc. «

[...] Particular forms of language can affect not only our ability to send and retrieve messages accurately, but also our feelings about ourselves and others. » (Ebsworth, 2010, p.28). En *dénotant* (délimitant) un objet et en le *connotant* (en lui donnant un sens), le lexique associé à un objet nous en donne une certaine compréhension (Parker et Mahlstedt, 2010). Et ce, au point que lorsqu'un objet n'est pas nommé, lorsqu'il n'y a pas de vocabulaire qui lui est associé, il est ignoré par la collectivité : « If there's no name for it, it's as if the phenomenon does not exist. » (Parker et Mahlstedt, 2010, p.142). Ainsi, connoter certains actes sexuels en leur attribuant le titre de « violents » les rends visibles et participe à la construction de notre relation avec ces actes et ceux et celles qui les commettent/subissent.

La production du langage n'est pas une entreprise neutre ou naturelle. Comme l'indiquent Parker et Mahlstedt (2010), « nommer » est un acte avec des conséquences au niveau social, culturel et politique. Chaque discours implique des dynamiques de pouvoir où le poids des opinions des groupes ou personnes diffère, ce qui implique des inégalités dans la capacité de production du langage (Parker et Mahlstedt, 2010). Cette différence peut être produite en fonction de l'accès de chaque groupe à des ressources économiques, sociales, politiques et linguistiques leur permettant d'imposer leurs propres définitions sur des objets. Comme expliquent Muehlenhard et Kimes (1999) : « Definitions reflect the interests of the people who create and promote them. Words mean whatever people with power agree that they mean. » Il existe des hiérarchies qui déterminent quel discours sera considéré comme normal et acceptable, et quel discours sera plutôt discrédité et vu comme irrationnel ou inférieur (Henley et Kramarae, 1991).

Dans le cas des violences sexuelles, la question de « qui » impose sa définition de 1) qu'est-ce que les violences sexuelles? et 2) qu'est-ce qui cause les violences sexuelles? n'est pas sans conséquences. Effectivement, ces définitions influencent la détermination de politiques publiques ou de leur absence, le fonctionnement de la justice quant aux violences sexuelles et même les structures de soin qui y sont associées :

« [The study of sexual assault is a] field that uses popular terms likely to be influenced by the unacknowledged biases and political concerns of the dominant group. [...] *Rape, sexual assault*, and related terms have the **power to label some acts negatively, while ignoring and, by implication, condoning other acts**. How these terms are defined affects how people label, experience, evaluate, and assimilate their own sexually

coercive incidents. In addition, the definitions of these terms convey numerous assumptions about power and coercion, sexuality, and gender. »

Muehlenhard et al., 1992, p.24 (je mets en gras)

La manière dont les violences sexuelles sont définies a donc des impacts sur les individu-e-s directement, dans la manière dont ils vivent et perçoivent ces actes, ainsi qu’au niveau institutionnel, dans la façon dont les gouvernements, la justice et les autres institutions en position de pouvoir agissent (ou n’agissent pas) face à ces actes. La prochaine sous-section se penche sur différentes manières de définir les violences sexuelles et sur la façon dont ces points de vue sont construits au travers de conflits politiques actuels, eux-mêmes situés dans une histoire militante et institutionnelle. La sous-section suivante présente un outil que j’utiliserai dans mes analyses afin de pouvoir décortiquer les définitions de violences sexuelles construites par les militantes féministes québécoises des années 70.

1.3.1. Délimiter ce qu’on entend par « violences sexuelles »

En déterminant *en quoi* consistent des violences sexuelles, on décide quels comportements sont « problématiques » ou même criminels, ainsi que leur degré de gravité. Peut-on parler de violences sexuelles lorsqu’un homme attrape la fesse d’une serveuse? Ou bien est-ce une simple grossièreté? Ou même un compliment? La manière dont un acte est connoté a des impacts importants sur la manière dont il perçu et sur la façon dont on y réagit : « Definitions of these terms influence what behaviors are considered unacceptable – worthy of public condemnation, research, and legislative action – and what behaviors are considered acceptable and normal. » (Muehlenhard et Kimes, 1999). Au niveau académique, la délimitation de ce qui est entendu par des violences sexuelles a fait couler beaucoup d’encre, et continue de le faire aujourd’hui. Ces définitions peuvent être classées comme étant restreintes (n’incluant qu’un petit nombre de types d’actes sexuels et n’impliquant que certains individus) ou larges.

Les **définitions restreintes** portent généralement sur l’abus physique ou sur les violences sexuelles avec pénétration forcée – ce sont les définitions les plus communes, souvent regroupées sous la terminologie de « viol » (DeKeseredy, 2011). Elles demandent à ce que les victimes, la police, les procureur-e-s et les juges et juré-e-s s’entendent tous et toutes sur le fait qu’un incident de viol s’est produit (Muehlenhard et al., 1992). Elles excluent souvent les

violences psychologiques, ainsi que certains comportements (homicides, *stalking*, agressions sexuelles sans contact physique, etc.) (DeKeseredy, 2011). D'après DeKeseredy (2011), ces définitions causent problème pour plusieurs raisons. Au niveau institutionnel, elles donnent des statistiques sur la prévalence des violences sexuelles avec de petits chiffres, produisant l'illusion que ce type de violence n'est pas statistiquement significatif et ne mérite pas l'allocation de ressources importantes. La relative restriction des définitions de violences sexuelles impacte la mise en place de politiques publiques (Wilkinson, 2008). Au niveau individuel, ces définitions auraient pour effet de banaliser les sentiments et les expériences des victimes de ces violences (DeKeseredy, 2011; Wilkinson, 2008; Young et Maguire, 2003, Pitts et Schwartz, 1993). En conséquence, elles exacerberaient le problème des faibles taux de dénonciation observés et la difficulté des victimes à décider d'aller chercher de l'aide suite à l'agression (DeKeseredy, 2011; Doherty et Anderson, 1998). En effet, Pitts et Schwartz (1993) indiquent que les femmes qui ne reconnaissent pas leur expérience de coercition sexuelle comme un viol n'ont pas tendance à aller chercher de l'aide auprès de groupes de support.

Les **définitions larges** des violences sexuelles, en contrepartie, sont plus difficiles à opérationnaliser (DeKeseredy, 2011). Avec une définition très large des violences sexuelles, comme avec le continuum des violences sexuelles de Kelly (1988), la distinction entre une femme victime et les autres femmes devient pratiquement inexistante. Presque toutes les femmes se retrouvent à avoir expérimenté une forme ou une autre de violences sexuelles au cours de leur vie (Muehlenhard et Kimes, 1999). La question des violences sexuelles devient alors un enjeu de relations entre les genres, un enjeu culturel et structurel, qui peut difficilement être pris en charge par le système judiciaire. Pour certains auteurs, comme Gilbert (1991), l'utilisation de définitions larges pour parler de violences sexuelles cause un gonflement artificiel du problème des violences sexuelles. Il argumente que les relations sexuelles où la victime présumée ne définit pas elle-même les événements comme un viol ne devraient pas être comptés comme des violences sexuelles. Ce ne seraient pas de « vraies » victimes (Gilbert, 1991; Gutmann, 1991). Plusieurs auteurs ont critiqué ces conclusions, dont Fisher et al. (2003) dans une étude nationale aux États-Unis portant sur le vécu de violences sexuelles auprès de plus de 4000 étudiantes, en trouvant que la reconnaissance d'un événement comme d'un viol n'est pas le produit d'une méthodologique inadéquate. Harned (2004) indique que les personnes

qui vivent des relations sexuelles non consentantes expérimentent des conséquences négatives suite à ces événements, et ce peu importe s'il y a une auto-qualification comme victime ou non. Kahn et al. (2003) soulève par contre un questionnement sur la pertinence de qualifier toutes les expériences de viol comme tel : effectivement, si les définitions larges permettent de souligner l'importance du problème, au niveau individuel, en contrepartie, l'étiquetage d'une expérience comme un acte de violence ne semble pas toujours avoir des effets positifs pour la victime.

Ainsi, l'encadrement des concepts de violences sexuelles soulève plusieurs conflits. Il demande de déterminer quels actes sont compris dans ces violences, lesquels ne le sont pas, puis également qui a le droit d'être qualifié de victime et pourquoi, et quelles voix devraient être entendues dans la construction des définitions de violences sexuelles. Qui sont les victimes? Seulement les femmes? Seulement *certaines* femmes? Devraient-elles elles-mêmes déterminer si elles sont victimes de violences sexuelles? Ou les chercheur-e-s devraient-ils avoir précedence à ce sujet? Quels actes sont violents? Quelle est la meilleure terminologie pour parler de tout cela? Les réponses à ces questions porte des enjeux d'ordre politique, comme elles informent sur le besoin plus ou moins pressant et important de se positionner contre et de lutter activement contre les violences sexuelles, et donc d'investir des ressources (ou non, ou à un moindre degré) dans le problème.

En Amérique du Nord, ces questions ont été portées initialement par le mouvement féministe, qui a soulevé la dimension politique de la détermination des définitions des violences sexuelles et en a critiqué les concepts présentés au-travers de discours gouvernementaux, juridiques, académiques et professionnels. Le riche champ de littérature scientifique existant actuellement sur le sujet découle de ces efforts, et loin de permettre de délimiter avec certitude les concepts associés aux violences sexuelles, reste toujours une source de tensions et d'interrogations. En raison de ces difficultés évidentes à arriver à un consensus, certains chercheurs ont développé des outils afin de pouvoir décortiquer les différentes dimensions des définitions de violences sexuelles, permettant ainsi d'en faire une analyse cohérente. La prochaine sous-section présente l'un de ces outils.

1.3.3. Les 4 axes de définition de Muehlenhard et al. (1992)

De quelle manière peut-on examiner la production de définitions de termes relatifs aux violences sexuelles? Muehlenhard et al. (1992) ont créé quatre axes afin de pouvoir décortiquer les définitions sexuelles utilisées dans la littérature scientifique : a) les actes sexuels spécifiés, b) les critères employés pour établir le non-consentement, c) les individus spécifiés et d) la perspective spécifiée. Je me propose de reprendre ces axes comme outils d'analyse des discours des militantes féministes des années 70. Dans cette section, j'en ferai la présentation.

a) Les actes sexuels spécifiés

Les définitions des termes employés pour parler de violences sexuelles (viol, agression sexuelle, etc.) peuvent inclure plus ou moins d'actes. Si le viol désigne habituellement une relation non-consensuelle pénétrative, par exemple, l'agressions sexuelle regroupe généralement d'autres activités sexuelles, comme les contacts sexuels, et parfois même des actes ne nécessitant pas de contact direct avec la victime, comme le voyeurisme ou l'exhibitionnisme. Souligner les actes inclus dans une définition de violences sexuelles permet de voir quels comportements sont rendus visibles et jugés comme négatifs (ou non) par un groupe.

b) Les critères employés pour établir le non consentement

Muehlenhard et al. (1992) indiquent que toutes les définitions de violences sexuelles sont liées au non consentement de la victime, à l'utilisation de la coercition par le perpétreur, ou aux deux. Le non consentement de la victime peut être déterminé en fonction de plusieurs facteurs : 1) *l'état d'esprit* de la victime (si la victime affirme qu'elle ne voulait pas avoir de relations sexuelles), 2) le *comportement* de la victime, qui manifeste physiquement son non consentement, 3) le degré *d'intoxication* de la victime et 4) l'utilisation de moyens de *coercition* par le perpétreur. J'en rajouterais deux derniers, soit 5) le *manque de maturité* (on pourrait penser à l'âge de la personne) ou 6) la présence de problèmes de *santé mentale* chez la victime.

c) Les individus spécifiés

Les définitions relatives aux violences sexuelles n'incluent pas toujours les mêmes participant-e-s. Muehlenhard et al. (1992) décrivent trois facteurs discriminants : 1) Le *genre* de la victime peut être un critère de désignation. Plusieurs définitions n'incluent qu'exclusivement les

femmes dans le rôle de victimes et les hommes dans le rôle de perpétreur, alors que d'autres sont neutres. 2) *L'âge* des victimes est un autre critère de sélection de ces dernières. Par exemple, au niveau législatif, les actes sexuels ne sont pas nécessairement traités de la même façon ou sous le même nom en fonction de l'âge de la victime. 3) Finalement, *la relation entre la victime et le perpétreur* est un autre facteur discriminant. C'est le cas, par exemple, dans les définitions traditionnelles du viol, où le viol à l'intérieur du mariage n'est pas reconnu.

d) La perspective spécifiée

Plusieurs groupes peuvent déterminer ce que l'on entend par des violences sexuelles (et par les termes qui y sont associés). Ce peut être les participant-e-s de l'activité sexuelle (victime ou perpétreur), des militant-e-s, la police, le corps médical, les médias, les autorités judiciaires, les intervenants sociaux, les chercheur-e-s, le gouvernement, etc.

1.2. Le genre et l'histoire

Faire l'histoire de certaines luttes du mouvement féministe québécois implique de faire un travail qui se situe dans l'histoire des femmes. En me penchant sur les activités et discours de ces groupes de militantes, je soulève des aperçus de leur travail, de leurs échecs et leurs victoires, de leurs frustrations et leurs espoirs. Je fais un récit – partiel, mais tout de même un récit – de leurs vécus. Toutefois, écrire sur ces groupes de femmes, c'est également parler de la façon dont elles ont négocié le concept de « femme » en dénonçant dans leurs luttes les limites de la féminité conventionnelle et en revendiquant un droit de disposer de leurs corps comme elles l'entendent. Les militantes québécoises ont travaillé sur des enjeux reliés au travail des femmes, à leurs capacités reproductives et à leur sexualité : elles ont voulu reprendre le contrôle de leurs corps, que ce soit dans sa force de travail ou dans le vécu de leur sexualité, et ont condamné les violences imposées sur ces corps. Dans ce sens, ce travail s'inscrit également dans la tradition de l'histoire du genre en explorant les différentes manières dont les groupes féministes québécois ont transformé leur rapport avec leur corps et celui d'autrui et ont renégocié les limites de leur féminité.

Faire l'histoire des femmes – et faire l'histoire du genre – sont des initiatives qui s'inscrivent dans des disciplines relativement récentes. Afin de bien situer ce travail, j'utiliserai les

prochaines sections afin de faire un retour sur la place de l'histoire des femmes dans la littérature et sur l'émergence de l'histoire du genre.

1.2.1. Faire l'histoire des femmes

Si les femmes ont toujours été présentes et actives dans les sociétés humaines, cette participation a historiquement été cachée, ou du moins minimisée, dans les livres d'histoire et les ouvrages de sciences humaines (Zinsser, 2013). Les historiens d'Europe de l'Ouest et d'Amérique du Nord du XXe siècle ont généralement écrit des ouvrages décrivant l'histoire de Grands Hommes, des individus circulant dans les sphères de pouvoir traditionnelles à qui étaient attribués les grands événements de leurs époques. Ces hommes, ces Louis, ces Napoléons et ces Roosevelts, politicien, chefs d'état et chefs militaires, ont longtemps représenté la vraie histoire, l'histoire sérieuse, l'histoire écrite de manière professionnelle :

« The « significant » in history became the story of the heterosexual male elite and its exercise of power. « Valid » sources, methods, and analytical tools were only those that illuminated the elite in general and its use of public authority in particular. Any criticism of these choices then had been dismissed as unimportant, incomplete, subjective, politically biased slurs of the work of neutral, objective scholarship. »

Zinsser, 2013, p.244

Au cours du XIXe siècle, la professionnalisation de l'écriture historique s'est faite de manière masculine (Smith, 2013). Les femmes étaient pratiquement absentes de ces travaux, sauf en rôle de support, et lorsqu'elles étaient mentionnées, elles l'étaient habituellement de manière négative (Zinsser, 2013). L'objectivité de ces ouvrages a été remise en question au cours des quarante dernières années, avec le développement important d'une écriture féminine de l'histoire en Occident. Suivant la revitalisation du mouvement féministe dans les années 60 en Amérique du Nord, des historiennes sont allées à l'encontre de la notion que le sujet légitime de l'histoire n'est que les hommes, leurs luttes de pouvoir et leurs accomplissements en insistant sur le fait qu'il y a une histoire de *deux* sexes (Zinsser, 2013).

Ceci n'est pas pour dire que les femmes n'ont pas produit des écrits sur leurs histoires auparavant ou critiqué la place qui leur a été historiquement attribuée. En effet, durant des siècles, des

femmes ont contesté la misogynie caractérisant les stéréotypes sur leur nature (Kent, 2012). On peut par exemple penser aux écrits de Christine de Pizan (1335-1430), généralement conçue comme la première femme historienne d'Europe, qui a rejeté le statut inférieur des femmes et affirmé leur humanité ou aux écrits d'Olympe de Gouges (1748-1793), auteure de *la Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne* et militante pour les droits civiques des femmes en France. Certaines périodes d'agitation politique ont permis la production d'une riche littérature féminine, comme le mouvement de défense des droits des femmes de la fin du XIXe siècle et du début du XXe siècle. Toutefois, l'écriture de l'histoire des femmes ne s'est légitimée au niveau académique que dans les dernières décennies, alors que ce domaine de recherche a connu une croissance rapide et explosive (Downs, 2010).

Simone de Beauvoir (1908-1986), en écrivant « On ne naît pas femme : on le devient » dans son fameux ouvrage *Le Deuxième Sexe* (1949), a galvanisé la recherche féministe en remettant en question l'idée que l'on se fait de la « femme » et de sa féminité. Dans les années suivantes, des historiennes, professionnelles des sciences humaines et activistes se sont évertuées à repenser la catégorie « femme » et à casser les stéréotypes qui y sont associés, tentant de démontrer que les femmes méritent le respect, sont capables d'activités rationnelles, et que ce qu'elles accomplissent a de l'importance (Zinsser, 2013). Différentes manières de faire pour étudier le sujet féminin ont été développées et les historiennes se sont demandées si elles devaient simplement ajouter l'histoire des femmes aux narrations antérieures, ou plutôt transformer les structures analytiques de l'histoire (Downs, 2010). Certaines historiennes ont produit des monographies détaillant la vie de femmes ayant évolué dans les sphères politiques. D'autres ont préféré relater la vie quotidienne de femmes (Downs, 2010). Penser l'histoire des femmes a amené des historiennes à se poser de nouvelles questions : Qu'est-ce que les femmes ont fait au-travers de l'histoire? Pourquoi leurs activités et accomplissements ont-ils été oubliés? D'où proviennent les systèmes d'iniquité entre les sexes? D'où les images idéales de la femme proviennent-elles? Comment affectent-elles les vies des femmes? Et, surtout : à quoi ressemblerait l'histoire au-travers des yeux de femmes? (Lerner, 1981).

1.2.2. Le genre comme catégorie historique

Le travail accompli dans le dernier siècle afin de faire l'histoire des femmes a éventuellement donné naissance à l'histoire du genre (Kent, 2012). Smith (2013) désigne la publication des théories de Simone de Beauvoir comme un point tournant dans ce domaine, avec sa conceptualisation de la « femme » comme une catégorie construite et non naturelle, puis les écrits de Joan Scott, quarante ans plus tard, comme ayant cimenté l'utilisation du concept en sciences humaines avec la publication de son texte *Genre : Une catégorie utile d'analyse historique* (1988). Conventionnellement compris comme les attributs culturels et sociaux associés à un corps sexué (Kent, 2012), le genre est introduit comme une catégorie fondamentale pour comprendre nos réalités sociale, historique et culturelle (Bock, 1989). Si l'histoire des femmes permet d'observer les vécus de ces dernières, faisant de la femme *l'objet* du travail, l'histoire du genre permet plutôt de se pencher sur l'évolution des concepts de féminité et de masculinité, ainsi que sur les relations de pouvoir qui les sous-tendent. Ce sont alors les *relations* entre les hommes et les femmes, dans divers contextes sociaux, qui sont étudiées (Kent, 2012).

Pour les historien-ne-s du genre, les idées que l'on se fait des rôles respectifs et de la nature des hommes et des femmes, qui nous parviennent des discours des philosophes, des autorités religieuses, des scientifiques, des sociologues, des historien-ne-s, des politicien-ne-s, etc., ont une *histoire* : elles changent dans le temps et varient en fonction de leur contexte géographique et culturel (Bock, 1989; Kent, 2012). Dans la mesure où ces idées sont construites, elles ne sont pas neutres : « [...] gender is almost always embedded in some kind of power relationship. [...] Ideas about sexual difference don't just sit around innocently; they are used to create, justify, uphold, challenge, or resist some kind of power differential in any given society or era. » (Kent, 2012, p.3). Le genre est un outil conceptuel permettant d'approcher l'histoire d'une manière qui défie l'aveuglement aux catégories sexuées traditionnellement retrouvées dans cette discipline (Bock, 1989).

Dès la fin des années 80, le concept du genre prend une tournure linguistique et symbolique (Haraway, 1991; Canning, 2015). Le travail de Joan Scott, où elle argumente que le genre est une catégorie essentielle de l'analyse historique parce que c'est l'une des principales façons de signifier les relations de pouvoir, déclenche un débat important sur les approches méthodologiques en histoire (Canning, 2015). Scott (1988) propose que le regard des historien-

ne-s se déplace des « processus objectifs » comme l'industrialisation ou l'urbanisation pour plutôt se concentrer sur les représentations discursives, linguistiques et symboliques de la différence sexuelle. Ceci s'accompagne de controverses sur l'*objet* d'étude de l'histoire : les femmes du passé contre les discours, langages et symboles historiques (Canning, 2015). À la fin de la décennie, la tournure linguistique du genre en était venue à inclure les théories sociales foucaaldiennes, des théories littéraires, ainsi que le poststructuralisme (Canning, 2015).

1.3. Le féminisme corporel

Le mouvement de lutte contre les violences sexuelles s'inscrit dans une dynamique corporelle certaine. Autant les violences elles-mêmes sont souvent vécues physiquement, autant les activités de revendication des militantes se vivent au-travers d'initiatives où les corps suent, s'agitent, bougent, marchent, frappent : les protestations et les transformations corporelles des femmes du mouvement féministe font partie intégrale de leur histoire. Les militantes sont sorties dans les rues pour revendiquer leur droit à l'espace, ont pris des cours d'auto-défense, ont créé et joué des pièces de théâtre pour dénoncer divers enjeux... Elles ont revendiqué pour la libération de leurs corps au-travers d'expériences physiques. Je propose dans cette section de voir comment le corps s'inscrit dans l'histoire du genre, puis de discuter de la production corporelle du genre et de son lien avec les violences sexuelles.

1.3.1. Retour vers la corporéité dans l'histoire du genre

En se tournant vers l'étude des discours et de la langue, les historien-ne-s du genre se sont éloignées du vécu physique de la différence sexuelle. À son plus radical, le poststructuralisme se détache complètement de l'étude des activités humaines pour faire une histoire absorbée entièrement par la construction des discours (Downs, 2010). « The « discursivation » of the body, which took place in the course of the « linguistic turn, » detached it from unchanging notions of physical difference, but it also appeared to sweep away any sense of bodily physicality or materiality. » (Canning, 2015, p.771). Au cours des années 90, le statut du corps dans les enjeux du genre – entre discours et expérience – a produit de nombreux débats méthodologiques (Haraway, 1991; Butler, 1993; Canning, 1999). Certains historien-ne-s ont proposé de comprendre le genre comme étant construit de manière discursive *et* comme une

expérience corporelle (Roper, 1994). De ces questionnements a éventuellement émergé le champ d'étude de l'« histoire des corps ».

« [...] « body history » came to designate a pluralistic field of scholarly inquiry of bodies as significant dimensions of specific social, cultural, and political processes, such as the laboring body, the regulated/disciplined body; the medicalized or scientized body; the idealized body of nation, state, or king; the embodiment of theology and the place of the body in cultural or religious rituals; or body and memory in situated life histories. »

Canning, 2015, p.771

Canning (2015) décrit deux concepts comme étant les principaux aboutissements du champ de l'« histoire du corps » : la corporéité (*corporeality*) et l'incarnation (*embodiment*). Alors que la corporéité incarne la chaire, le corps immédiat (Witz, 2000), l'incarnation réfère plutôt à la façon dont les sujets et les collectivités donnent un sens aux corps et agissent sur eux. L'incarnation est « an embedded sociological sense of the body as the condition and constituent of action » (Witz, 2000, p.11).

Canning (2015) indique que la notion d'incarnation est utile dans le sens qu'elle permet de penser aux enjeux de corps et de genre en se détachant de la dichotomie expérience/agence, qui marque les discours sur le genre. En effet, en s'éloignant de l'expérience (et donc du corps) et en se situant dans la socialité des femmes, les chercheuses du genre ont tenté de démontrer que la femme est plus que son enveloppe corporelle (on ne naît pas femme, *on le devient*). Pour Canning (2015), l'incarnation désigne la capacité des humains à donner un sens à leurs corps et à agir sur eux et par eux.

Witz (2000) propose de penser à l'incarnation du genre de façon à penser *à propos* du corps *au travers* du genre. Elle met en garde sur ce retour vers l'expérience, expliquant que les féministes ont durement travaillé pour désessentialiser la position de la femme, et que le retour vers le corps doit se faire sans revenir vers des principes déterministes.

1.3.2. La performance du genre

Gentile et Nicholas (2013) décrivent le corps comme un espace contesté. Elles indiquent que, malgré l'invisibilisation régulière des corps qui se produit en histoire, ces derniers sont un produit et des acteurs dans le processus de l'histoire :

« [...] body history is defined by an explicit examination of the sets of discursive practices and performances interlaced with cultural texts and modes of representation. It is also about the interpretation of the material substance of bodies – the flesh, cells, blood, and bones – that are not simply neutral, pre-given, biological facts; that is, the materiality of the body is never entirely distant from the culturally and historically contingent factors that render contested interpretations. »

Gentile et Nicholas, 2013, p.6

Étudier le corps en histoire revient à regarder les histoires complexes de la manière dont des enjeux sociaux, moraux et culturels se sont retrouvés incarnés en tant que vérités à propos de la biologie et de la sexualité (Gentile et Nicholas, 2013). Des enjeux divers traversent la manière dont les corps sont compris, interprétés et utilisés.

Comme McCaughey (1997) l'explique : « [...] That is not to say that cultural assumptions supply half the population with balls, but it is to say that cultural assumptions **make having balls mean what it does** » (p.26, je mets en gras). Chaque morceau du corps, chaque comportement qu'il produit est filtré par les exigences d'une culture et de structures données pour un contexte particulier. En faire l'histoire demande de tenter de comprendre les discours qui traversent les corps. « Gender does not spring innocently from our biology or become added on top of it; gender is the system that organizes the meaning of our biological bodies. Gender is a discursive construction that produces our knowledge of ourselves as sexed individuals. » (McCaughy, 1997, p.20). Comme Butler (1990) en parle dans *Gender Trouble*, le féminin et le masculin seraient des performances produites et reproduites de manière à se manifester comme des normes sociales, lesquelles encadrent les actions de tous et chacun en fonction de la catégorie de genre qui leur est attribuée. Le genre se manifesterait dans des pratiques du corps. Comment les normes de genre se manifestent-elles, concrètement? Les sociétés occidentales ont traditionnellement conceptualisé la femme comme faible, gentille, généreuse, ouverte,

émotionnelle, douce, attentionnée. L'homme, lui, est courageux, fort, agressif, décisif, rationnel, tout en opposition aux caractéristiques attribuées aux femmes (Los, 1994). Les qualités propres aux genres se traduisent dans l'espace social, où l'homme a le droit d'utiliser sa force physique, d'être autoritaire, où sa parole est considérée comme pertinente et basée sur un argumentaire rationnel, et où la femme suit et supporte, mais ne doit pas utiliser sa force physique (pas qu'elle ait particulièrement conscience des capacités physiques de son corps) (McCaughey, 1997). La question du corps genré traverse toutes les interactions sociales, car elle enseigne sur la manière de se comporter dans un contexte donné.

Les normes qui régissent le genre traversent les espaces sociaux de manière relativement rigide, ce qui fait que les réfractaires sont sujets au rejet social. Il faut performer son genre correctement, ce qui vient avec des renforcements positifs psychologiques et matériels (McCaughey, 1997). Les femmes se retrouvent à devoir faire un « **travail du corps** » (*body work*), c'est-à-dire styliser leurs corps pour être attractives et pour performer adéquatement la féminité.

« This body work, whether women take it for granted, enjoy it, feel rewarded for it, resent it, reject it, or feel obligated to do it, serves as a reminder to women that gender is a physical appearance that does not simply flow from the hormones and ooze out the pores. »

McCaughey, 1997, p.34

La femme, pour être validée, doit plaire et ce, en suivant les normes culturelles régissant sa féminité. Lorsque la féminité n'est pas intelligente; lorsqu'elle est associée à la soumission; lorsqu'elle est associée à des qualités qui ne sont pas socialement valorisées, alors la femme, en performant la féminité, y perd (McCaughey, 1997). Ainsi, la suprématie masculine n'est pas seulement de l'ordre du psychologique ou de l'idéologie, mais est une réalité matérielle, vécue dans les corps. « Gender is no less bodily or material because it is discursive or textual. **Social institutions seep into our bones.** The standards of gender operate through meaning systems which themselves operate through the lived body. » (McCaughey, 1997, p.38, je mets en gras).

1.3.3. Performer le genre et violences sexuelles

Certains auteurs se sont penchés sur la place du corps genré dans la question des violences faites contre les femmes. McCaughey (1997) indique que l'agressivité est un marqueur de différence primaire de différence entre les sexes, ce qui favorise les violences commises par des hommes sur les femmes.

« By this I do not mean that one major way in which men and women naturally differ is in their capacity and propensity for aggression. I mean that aggression is one way that we culturally tell men and woman apart. [...] Our culture is wedded to distinguishing bodies as male and female. Sex is materialized through regulatory norms surrounding the use of aggression. Cultural ideals of manhood and womanhood include a cultural, political, aesthetic, and legal acceptance of men's aggression and a deep skepticism, fear, and prohibition of women's. This set of assumptions fuels the frequency and ease with which men assault women, and the cultural understanding that men's violence is an inevitable, if unfortunate, biological fact. »

McCaughey, 1997, p.2-3

McCaughey (1997) affirme que les chercheur-e-s féministes ont historiquement proscrit l'agressivité dans le cadre des luttes féministes. Elle s'oppose à cette conceptualisation, indiquant que l'association de la femme avec la non-violence est une préservation de l'association fondamentale faite entre la masculinité et la violence. « We have not adequately challenged the rape myth that men rape because of size and strength. » (McCaughey, 1997, p.18). L'idée de l'agressivité exclusivement masculine, particulièrement dans le contexte de la sexualité, fait partie pour McCaughey d'un contingent de « **normes hétérosexuelles** » qui entourent la sexualité des hommes et des femmes qui perpétue les inégalités de genre et favorise les violences genrées. McCaughey parle également de « culture du viol » pour signifier l'espace culturel où se produisent ces normes. Ces dernières permettent l'attribution de certaines qualités à la masculinité et d'autres à la féminité, scindant les deux en sphères séparées, mais complémentaires.

« Nobody actually lives up to the purest ideals of womanhood and manhood; but those are the ideals against which we judge ourselves and others. [...] these are idealized norms

against which individuals are judged. These norms make the female body seem complementary to the male body, and make heterosexuality compulsory ».

McCaughey, 1997, p.25

Lorsque la masculinité est intrinsèquement liée à l'agressivité, pour performer correctement son genre, un homme doit afficher des comportements agressifs. Dans le cadre d'une masculinité centrée sur les organes génitaux (comme c'est le cas en Occident) pour produire leur masculinité, les hommes doivent avoir des relations sexuelles. Ainsi, les hommes ne tentent pas nécessairement de porter des violences contre les femmes avec qui ils ont des relations sexuelles : ils tentent de remplir les conditions imposées par les normes hétérosexuelles (McCaughey, 1997). Ceci peut expliquer pourquoi il y a fréquemment dissonance entre l'expérience de violences sexuelles, où une femme peut vivre une relation sexuelle comme une agression et un homme comprendre le même événement comme un simple acte sexuel. « Men who rape do not necessarily intend to rape; they intend to have sex. » (McCaughey, 1997, p.31).

McCaughey indique que le positionnement culturel des corps féminins et masculins fait également partie de la culture du viol. La femme n'enveloppe pas, l'homme pénètre. « Women's bodies are positioned culturally as spaces to be invaded while men's are positioned culturally as impenetrable invaders. » (McCaughey, 1997, p.29). Lorsqu'un homme est réfractaire à cet norme (s'il se fait pénétrer, par exemple), particulièrement dans le cadre de relations hétérosexuelles, il est sujet à la réprobation. Ainsi, la femme est le sujet passif de la relation sexuelle, alors que l'homme doit prendre l'initiative, faire des conquêtes. Vaincre les résistances de la femme est une victoire, une affirmation et une validation de la masculinité.

1.4. Faire des violences sexuelles un problème social

Comment les militantes féministes québécoises ont-elles procédé pour défendre et propager leurs idées concernant les violences sexuelles? Quelles actions ont-elles posées, et pourquoi? Comment se sont-elles engagées dans ce militantisme et qu'est-ce qui les a gardées impliquées dans leurs luttes? Comment les définitions d'un groupe se retrouvent-elles à être légitimées, souvent au détriment d'autres groupes? Quelles définitions transitent vers les institutions et vers la loi pénale? L'identification d'en enjeu comme un problème, puis la

mobilisation autour de cet enjeu, peuvent être observés à l'aide de divers concepts développés dans les théories des mouvements sociaux. Dans cette section, je tâcherai de discuter des principaux courants de ces théories, en portant plus particulièrement attention à la conceptualisation de Donileen Loseke, dont le travail sur la création des catégories sociales de « femme battue » et de « violence conjugale » sera utile pour penser aux luttes féministes québécoises sur les violences sexuelles.

1.4.1. Faire d'un enjeu un problème social

Dans l'introduction de son ouvrage *The battered woman and shelters: the social construction of wife abuse* (1992), Loseke écrit : « As recorded by many observers, the historical records clearly show that the behaviors of husbands assaulting their wives have been present throughout history, yet only from time to time do these behaviors receive public attention. » (p.2). Durant les années 70 et dans les décennies qui ont suivi, les violences conjugales ont été portées par le mouvement féministe nord-américain comme un enjeu demandant une réponse institutionnelle d'urgence, pour faire cesser les odieux comportements portés contre les femmes à l'intérieur même de leurs foyers. Pourtant, comme Loseke le soutient, ce type de comportement n'était pas une nouveauté de l'époque : c'est plutôt le type d'attention accordé à la violence dans le couple qui a changé.

Qu'est-ce qui fait que, comme pour les violences conjugales, certains actes sexuels, dans certaines conditions, en sont venus à être perçus comme des violences par les groupes féministes québécois dans les années 70? Pourquoi certains comportements, ou certaines conditions, deviennent-ils un « problème social » à un point donné?

Turner et Killian (1987) proposent qu'un mouvement social se forme en raison d'un sentiment d'injustice partagé par rapport à une condition objective. Des acteurs – des groupes militants – tenteraient de venir à terme avec une tension psychologique causée par des tensions socio-culturelles à l'aide d'actions collectives (McAdam, 1982). Ces intolérables tensions seraient le déclencheur du mouvement social, amenant des individus à se dresser contre ce qui leur apparaît comme moralement insupportable (Cohen, 2004). Le problème avec ce type d'analyse des mouvements sociaux, toutefois, est qu'elle ne permet pas d'expliquer pourquoi une condition

peut devenir un enjeu social, et ce *même lorsqu'il n'y a pas de changements dans l'incidence de cette condition*.

D'autres auteurs, suivant une perspective constructiviste, ont préféré étudier le processus dynamique de construction des problèmes sociaux au lieu d'approcher les mouvements sociaux comme résultant de l'apparition ou de les changements d'une condition objective, (Dorvil et Mayer, 2001; Best, 2002). Pour les tenants de cette perspective, l'étude d'une condition objective est moins importante que l'étude des personnes qui définissent une condition comme importante. Ainsi, ce sont les relations entre les individus, les événements, le langage, les perceptions et le contexte institutionnel et culturel dans le cadre d'un mouvement social qui sont pertinentes à observer (Dorvil et Mayer, 2001). La construction et la définition d'un problème social dépendraient des interactions entre les différents acteurs impliqués dans les activités de revendication (Spector et Kitsuse, 1977). L'indignation morale resterait au centre de ces activités : ce serait les valeurs d'un groupe qui lui permettraient d'identifier un problème, puis de subsister dans ses luttes et de rester unifié.

1.4.2. Mobilisations et compétition des discours

Lorsqu'un groupe a identifié une condition comme un enjeu méritant d'être revendiqué, comment ce groupe s'organise-t-il autour de cet enjeu? Comment certains discours en viennent-ils à être adoptés par les institutions, alors que d'autres restent marginaux, privés de légitimité? Selon Loseke (1992), un mouvement social s'organise autour de la construction d'une condition ou de certains comportements jugés comme immoraux. La construction de ce problème se ferait au travers ce que Loseke nomme le « social problem work » : des activités humaines impliquant la reconnaissance, l'identification, l'interprétation et la définition des conditions conçues comme un problème. Les activités de revendications d'un groupe militant sont nécessaires pour définir certaines conditions comme un problème public et convaincre le public que cette catégorie est 1) moralement inacceptable et que 2) les individus qui en subissent les conséquences méritent la sympathie du public :

« To label a condition as a social problem is to take a moral stand : The condition is intolerable and it is the public's responsibility to do something about it. Likewise, to claim a woman deserves public sympathy is to take a moral stand toward her. To be

viable, social problems claims of any type must convince the public that such moral stances and public interventions are justified. »

Loseke, 1992, p.42

Loseke fait la démonstration d'une telle prise de position dans son ouvrage sur les femmes battues et la violence conjugale. Elle commence par examiner le contenu des représentations publiques (et construites) de ces deux objets. En mettant en commun diverses productions portant sur le sujet (documents internes d'une maison d'hébergement, entretiens avec des intervenantes, documents officiels, etc.), elle repère plusieurs tendances dans les discours sur les femmes battues et la violence conjugale. Pour les victimes, elle indique que ces femmes n'appartiennent pas à un groupe spécifique (elles peuvent provenir de n'importe quelle origine ou milieu social et avoir n'importe quel âge); elles sont *purement* des victimes (elles n'ont aucune responsabilité dans leur victimisation) et, finalement, ce sont les hommes qui sont les perpétrateurs et ils agressent *volontairement*, dans un but de domination et de contrôle. Les violences conjugales, elles aussi, ont des caractéristiques particulières : elles sont généralement montrées comme étant physiques, causant des blessures; l'abus ne se produit pas de manière singulière, mais plutôt dans un cycle; les violences augmentent en intensité et fréquence dans le temps; l'abus est inarrêtable (lorsque les violences conjugales s'installent dans un couple, elles sont destinées à rester) et, finalement, ces violences sont absolument terrifiantes pour les victimes. La manière dont ces catégories sont construites informe sur l'orientation des services des maisons d'hébergement et sur la catégorie de femmes qui sont des « bonnes victimes » :

« [...] by definition, women victims are terrified of their abuse, which is extreme and repeated and consequential and only grows worse over time. Since the prognosis that a man will change is poor, it is justified for claims-makers to label a woman's hope for such change as a "false and futile dream". The collective representation of wife abuse leads to the common sense conclusion that a woman *should* leave such a relationship [...] »

Loseke, 1992, p.20

Ainsi, une femme dont la situation ne correspond pas à ces caractéristiques, ou qui ne veut pas quitter son abuseur, se retrouve invalidée : comme Loseke l'explique, « the « battered woman »

continues to exist only as long as individual women are incorporated into that category. » (p.41). Loseke continue son analyse en examinant les dimensions morales sous-tendant le problème social de la femme battue : catégoriser une femme battue comme tel, c'est l'étiqueter comme méritant la sympathie du public et comme étant victime d'actes moralement insupportable. En regardant les pratiques d'une maison d'hébergement spécifique, elle a pu souligner la manière dont cette maison était organisée en fonction de cette catégorisation, sélectionnant une clientèle correspondant à l'image de la « femme battue » et ayant pour objectif d'aider les femmes à quitter leurs conjoints violents. Les femmes qui ne présentaient pas les traits nécessaires afin d'entrer dans la catégorie de « femmes battues », par leur non-adhérence aux objectifs de l'organisme, causaient des tensions à l'interne.

Qu'en est-il de la façon dont les revendications militantes sont structurées? Selon certains auteurs, la construction d'un problème social se fait au-travers du travail de plusieurs groupes d'acteurs dans une série d'étapes distinguables (Fuller et Myers, 1941; Spector et Kitsuse, 1977). Pour Spector et Kitsuse (1977), l'histoire naturelle d'un problème social se divise en quatre étapes : 1) un groupe souligne l'existence d'une condition qui s'oppose à ses valeurs. Ce groupe tente alors de transformer la condition privée en un problème d'ordre public. Ce ne sont toutefois pas toutes les revendications qui finissent par prendre la forme d'un problème social; le pouvoir du groupe de revendication (sa capacité à réaliser des activités de revendication), la nature des revendications (une source claire et des revendications précises) et les stratégies de revendication employées (appeler au bon auditoire, solliciter les médias de manière utile...) influent sur la progression des discours revendicateurs. 2) Le groupe est reconnu comme légitime par une organisation officielle. Ceci peut mener à une investigation des faits, à une proposition de réforme ou à l'établissement d'une agence tierce pour répondre aux revendications. 3) De nouvelles revendications émergent en réponse à l'étape précédente pour exprimer une insatisfaction avec les nouvelles procédures, ce qui conduit à un processus de négociation. 4) Il y a une nouvelle réponse de l'institution (adaptation ou rejet des revendications).

En faisant l'histoire des luttes féministes québécoises contre les violences sexuelles, je tenterai de voir de quelle façon les groupes militants ont construit la figure de la victime de ce type de

violence, ainsi que la notion de violences sexuelles, en puisant dans les modèles présentés par les théories des mouvements sociaux présentés dans cette section.

1.5. Les objectifs et les questions de recherche

Avec ce projet de recherche, je propose de produire une histoire des luttes féministes québécoises sur la question des violences sexuelles, du début des années 70 à 1983, moment où les articles de loi concernant ce type de violence ont été modifiées de façon importante. De façon plus spécifique, je veux 1) faire un portrait des activités de revendication des groupes militants féministes et 2) examiner la construction des discours entourant la question des « violences sexuelles » et de ses acteurs (victimes et perpétrateurs) en mettant en relief la manière dont les propos des groupes féministes, en compétition ou en support les uns avec les autres, ont fait émerger de nouvelles conceptualisations de ce type de violences.

Mes hypothèses de recherche sont que 1) le problème des violences sexuelles a été construit au travers des luttes de pouvoir des acteurs concernés et 2) la redéfinition des violences sexuelles est liée à la redéfinition des rapports entre les genres et de l'accès aux corps des femmes.

Mes questions de recherche vont ainsi :

- 1) Comment le problème des violences sexuelles a-t-il émergé au Québec?
- 2) Quelles activités de revendication les groupes féministes ont-elles privilégiées?
- 3) Quels comportements ont-ils été qualifiés de violents?
- 4) Sur qui les discours sur les violences sexuelles se sont-ils concentrés, et pourquoi?

Le mouvement féministe québécois des années 70-80 était un mouvement complexe, composé d'une multitude de femmes individuelles et de groupes de tailles et degré de structurations variés. Il n'y a pas *une* histoire à raconter sur ce qui s'est produit à cette époque, même en restreignant le champ de recherche à la question des violences sexuelles, mais plutôt une multitude de récits entremêlés. Mon travail est exploratoire. Situé dans l'histoire du genre, il devrait tout de même pouvoir donner une idée des différentes manières dont la négociation du concept de violence et des limites de l'accès au corps des femmes s'est effectuée au sein du mouvement féministe.

Méthodologie

2.1. Pourquoi faire l'histoire?

« **It begins with curiosity** », indique Gasman (2014) alors qu'elle discute de ce qui l'a poussé à débiter un projet historique. « When starting a historical project, you must begin with a curiosity—a question that you think might be unanswered, not answered fully, or answered incorrectly » (Gasman, 2014, p.402). Mon propre intérêt pour la question des violences sexuelles provient d'un stage passé en maison d'hébergement pour femmes victimes de violences conjugales, où la violence genrée est devenue pour moi une réalité concrète (et non un fait abstrait parmi tant d'autres, déconnecté de mon vécu personnel), puis d'une invitation de mon directeur de maîtrise à participer à son projet : faire une histoire du traitement des violences sexuelles au Québec. En 1983, au Canada, les articles de loi regardant les violences sexuelles ont été extensivement modifiées. Pourquoi? La littérature sur le sujet m'a renseigné sur les débats législatifs et (un peu) sur le militantisme de l'époque, principalement dans le Canada anglais, mais c'est en commençant à lire des documents produits par des militantes québécoises que j'ai réalisé l'ampleur de la question et l'importance du contexte précédent les modifications du code criminel canadien.

Faire de l'histoire en criminologie n'est pas une pratique particulièrement usuelle. Ceci demande de faire l'exercice de produire une narration d'événement plus ou moins éloignés dans le temps, en faisant ressortir de grands thèmes. Les documents recueillis sont généralement disjoints et limités, avec des trous béants là où rien n'a été consigné ou lorsque les documents ont été perdus, informant sur une réalité sans pouvoir en faire un tour complet. Pourtant, faire de l'histoire produit des renseignements précieux sur nos existences et sur notre réalité contemporaine, issue de ce proche passé. Aujourd'hui, nous parlons d'*agressions sexuelles*, de *harcèlement sexuel*, de *consentement*, d'*inceste*. En criminologie, ces termes sont souvent utilisés en suivant leur sens légal (DeKeseredy, 2011). Il est pourtant possible d'observer ces termes d'une multitude de manières, que ce soit du point de vue des perpétrateurs ou des victimes de ces actes, ou encore en passant par des catégorisations construites par des chercheur-e-s. Le vocabulaire employé pour désigner les violences sexuelles est varié et variable, changeant en fonction de la personne ou du groupe qui le définit, ainsi qu'en fonction du contexte dans lequel il est utilisé. La

compréhension que l'on a aujourd'hui des violences sexuelles s'est transformée considérablement depuis le début des luttes militantes féministes des années 70.

Il s'agit du processus de la construction de narrations particulières autour de la question des violences sexuelles que je me propose d'observer ici, à partir de l'expérience consignée de certains acteurs et actrices des luttes qui ont produit les définitions relatives aux violences sexuelles qui existent aujourd'hui. En choisissant de regarder spécifiquement les luttes féministes québécoises, je cadre cette recherche dans le travail de groupes militants féminins. Il aurait définitivement été possible d'utiliser d'autres angles, tels une analyse documentaire spécifiquement axée sur les journaux ou sur les archives judiciaires de l'époque, ou bien une série d'entretiens avec des acteurs et actrices judiciaires actifs dans les années concernées. Toutefois, mon intérêt pour les violences faites contre les femmes et pour la recherche féministe m'a poussée à me pencher en priorité sur l'histoire spécifique des femmes et de leurs luttes, afin de leur redonner une voix dans une Histoire principalement consignée en observant des sphères de la société typiquement masculines. La recherche avec les femmes comme sujet principal, explorant leurs perceptions et leurs vécus, est trop souvent absente en sciences sociales (Reinharz et Chase, 2011; Ollivier et Tremblay, 2000). Pour ce faire, j'utilise une approche de méthodes multiples, ou une triangulation, afin d'essayer de produire un portrait global de l'époque observée et pour enrayer (ou du moins réduire) certaines lacunes de chaque type de source par la contre-vérification des données.

La multiplicité des approches est centrale à la construction d'une recherche féministe, car elle permet un foisonnement des voix et des regards sur l'objet d'étude, et une histoire à une seule voix reste réductrice : « [...] c'est là la meilleure méthode pour étudier les femmes et leurs expériences, puisque ces dernières s'enracinent dans une histoire et des rapports sociaux qui ne se satisfont guère d'explications univoques. » (Ollivier et Tremblay, 2000, p.25-26). Textes, images et entretiens seront mobilisés afin de raconter l'histoire des militantes féministes québécoises qui se sont battues, durant quelques années, pour faire entendre leurs voix sur la question des violences sexuelles.

2.2. Sources documentaires

2.2.1. Collecte de données

Le processus de construction d'un travail d'histoire commence par la formation d'une carte des sources potentielles pour le projet (Gasman, 2014). Il s'agit s'essayer de recenser tous les endroits potentiels où des informations sur le sujet de la recherche pourraient se retrouver. Dans le cadre de ce travail, pour ce faire, une liste de tous les organismes féministes québécois actifs dans les années concernées ayant potentiellement pu travailler sur la question des violences sexuelles a dû être produite. Cette carte a été construite à partir de notes prises dans une lecture préliminaire du journal militant féministe *Têtes de pioche*, à l'aide de mes connaissances personnelles des organismes québécois œuvrant en la matière (connaissances acquises dans mon parcours en criminologie), ainsi qu'en consultant les listes de ressources affichées sur les sites internet de certains organismes de lutte contre les violences sexuelles.

Cette recherche initiale a permis de découvrir la présence d'une quarantaine d'organismes dédiés à la lutte et l'aide aux victimes de violences sexuelles au Québec, ainsi que d'une quinzaine d'organismes féministes périphériques ayant potentiellement pu s'impliquer à la cause. Quelques banques de données et journaux féministes pré-datant 1983 ont également été ciblés. Après une recherche plus approfondie sur les dates d'activité des organismes, il a été noté que seuls six (6) des *Centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel* (CALACS) étaient actifs avant les transformations légales de 1983, soit les centres de Montréal, Québec, Hull, Trois-Rivières, Sherbrooke et Châteauguay.

2.2.2. Prise de contact avec les Centres

Avant d'aller plus loin, j'ai décidé de vérifier si certains des Centres d'aide possédaient toujours des archives de leurs activités pré-datant la *Loi canadienne sur les agressions sexuelles*, comme le mandat de ces organismes se centre directement sur la question des violences sexuelles. Un courriel de présentation a été envoyé à chacun des Centres pour présenter le projet, vérifier l'existence d'archives survivantes, réquisitionner la participation au projet, ainsi que voir si les employées des Centres connaissaient des personnes ressources avec qui il serait possible de faire des entretiens sur le sujet.

Les Centres de Montréal (nommé MCVI, ou *Mouvement contre le viol et l'inceste*), de Québec, de Trois-Rivières et de Hull ont répondu à l'appel. Le Centre de Châteauguay n'a jamais donné de nouvelles et le Centre de Québec n'avait pas d'adresse courriel fonctionnelle. Les trois premiers centres m'ont divulgué leurs adresses, lesquelles sont confidentielles, afin que je puisse me rendre sur place pour consulter leurs archives.

2.2.3. Sélection et conservation des documents

Suite à la visite dans les trois Centres, il a été décidé d'en faire la pièce centrale du corpus du travail. La quantité importante de documents trouvés, ainsi que, suite à une lecture préliminaire, leur pertinence, a permis de faire ce choix. L'un des critères de sélection principaux des sources était la présence de documents provenant d'organismes régionaux, afin d'éviter de limiter la recherche aux démarches des groupes situés dans la métropole. Avec deux Centres sur trois situés à l'extérieur de Montréal et de sa banlieue, ce critère a été rempli. Les démarches auprès des Centres restant, ainsi qu'auprès d'autres organismes féministes périphériques, ont été abandonnées.

Au CALACS de Sherbrooke, ainsi qu'au CALACS de Trois-Rivières, les archives consistaient en une série de boîtes datées par année regroupant des traces des activités des intervenantes des centres. Les documents n'avaient pas été utilisés auparavant dans le cadre d'une recherche académique, dans la meilleure connaissance des intervenantes sur place, mais il était impossible de déterminer si le contenu des boîtes a été modifié depuis leur année de production.

Au MCVI, les documents étaient déjà préalablement numérisés. Il a été possible de faire un simple transfert de données afin des récupérer. La numérisation des documents pour conservation à long terme implique une manipulation et sélection récente des documents par les intervenantes du centre. Dans tous les cas, il a été indiqué que des documents ont été perdus en raison d'enjeux d'espace dans les Centres.

Les documents ont été gardés en fonction de leur date de production ou publication, lorsqu'elle était indiquée. Tous les documents suivant l'entrée en vigueur de la *Loi canadienne sur les agressions sexuelles* ont été éliminés. Certains documents ne présentaient pas de date. De ces derniers, ceux dont le contexte ou l'apparence indiquait une bonne chance de se situer dans la bonne période de temps ont été initialement conservés : ce pouvait être le cas pour des

documents mentionnant des événements spécifiques ou des auteurs actifs dans la bonne période de temps. Également, tous les documents imprimés pré-datant l'été 1983 utilisaient une police de caractère très caractéristique (produite à la dactylo, laquelle a graduellement disparu dans la décennie suivante). Ces documents ont été gardés et revus ultérieurement pour trouver des solutions alternatives à leur identification temporelle. Certains documents ont été situés dans le temps en raison du contenu (par exemple, un document sans date présentait un rapport de l'équipe initiale du MCVI décrivant leurs démarches pour identifier les ressources d'aide aux victimes de violences sexuelles existantes, tels des services hospitaliers ou psychologiques – ces démarches ont dû être effectuées lors de la mise sur pied du centre d'aide). D'autres documents, comme une bande-dessinée nommée « Chiromaniaque » trouvée au centre d'aide de Sherbrooke, ont été situés dans le temps au cours d'un entretien. Pour certains textes, des éléments contextuels permettaient de les situer dans le temps, comme un document présentant des recours judiciaires précédant les changements apportés au code criminel canadien en 1983. Les documents sélectionnés ont été photographiés dans leur intégralité et conservés électroniquement sous forme de PDF.

2.2.4. Rôle des alliées

La prise de contact avec les Centres s'est faite avec plus ou moins de succès dépendant de l'organisme. L'utilisation de la forme du courriel, bien qu'intéressante pour introduire l'idée du travail, s'est avérée à être longue à utiliser (délais importants entre les échanges pour diverses raisons – plus particulièrement, le projet n'était vraisemblablement pas une priorité pour les intervenantes des Centres) et à être inefficace auprès de certains Centres.

La réussite du contact initial avec les Centres a été médiée par la présence d'une personne clé, une intervenante prenant en charge les communications et la recherche d'archives au nom de son organisme. À Montréal et à Trois-Rivières, ces personnes clé se sont retrouvées à être des intervenantes de longue date, particulièrement intéressées dans l'histoire des luttes féministes au Québec. Lors de mes visites dans les Centres, il m'est apparu que les intervenantes plus jeunes avaient plus de difficulté à concevoir initialement l'intérêt et la portée du projet. L'implication directe des femmes plus âgées dans les événements (ou dans des événements rapprochés de ceux m'intéressant) observés dans le cadre de ce travail a soulevé un

investissement plus grand de la part de ces personnes. Ceci semble avoir été la clé de leur implication bénévole dans le projet de recherche en établissant une ligne de communication avec moi et en prenant le temps de fouiller leurs archives.

2.2.5. L'emploi de journaux militants

Trois journaux féministes, *Québécoises Deboutte!*, *Têtes de pioche* et *La vie en rose*, tous conservés en intégralité par la BANQ et par les éditions Remue-Ménage, ont été retenus dans le cadre de ce travail. Véhicules d'information importants dans le mouvement féministe des années 70-80, ils permettent de situer le travail féministe contre les violences sexuelles dans le contexte du féminisme québécois en général en couvrant des sujets divers sur pratiquement toute la période de temps concernée pour ce mémoire. Ces sont les publications de la plus grande envergure des groupes féministes de l'époque. Également, contrairement à plusieurs périodiques féministes des mêmes années, tous leurs numéros ont été conservés.

Les trois journaux, dont les publications s'étalent de 1972 à 1987¹, ont été dépouillés pour la période concernée pour ce mémoire. Tous les articles, éditoriaux, photos, dessins et publicités reliés à la question des violences sexuelles ont été retenus.

2.2.6. Quelques documents supplémentaires

Certains documents ont été trouvés à l'extérieur des centres d'aide. Effectivement, les documents des centres faisaient régulièrement référence à d'autres documents. Références de bas de page, coupures de journal, annonce de la production d'un nouveau document dans les notes d'une réunion d'équipe, etc. permettaient d'appréhender la réalité d'un corpus de données plus large que celui prélevé dans les centres. Il aurait été impossible pour des questions des temps de tenter de retracer toute cette documentation, et sans doute la plupart n'existent probablement plus aujourd'hui, mais quelques sources supplémentaires ont tout de même été ajoutés. C'est le cas pour quelques études et rapports gouvernementaux concernant la condition

¹ En ordre : *Québécoises Deboutte!* (1972-1974), *Têtes de pioche* (1976-1979) et *La vie en rose* (1980-1987). Des fiches plus détaillées des journaux (ainsi que des organismes qui ont lutté contre les violences sexuelles dans la période de temps concernée pour ce mémoire) sont présentées dans la section « Collectifs »

de la femme, les violences sexuelles et les lois encadrant ces violences. Ils ont été repérés les sites d'archives gouvernementales et par le moteur de recherche du CDÉACF (Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine).

2.2.7. Échantillon

Les sources documentaires de ce travail² proviennent principalement des archives papier de trois *Centres d'aide et de lutte contre les violences à caractère sexuel* (CALACS), soit le CALACS de Sherbrooke, le CALACS de Trois-Rivières et le MCVI³ de Montréal. Une minorité de documents a été prélevée sous forme de PDF par internet, soit en passant par la banque de données de la BANQ (Bibliothèque et archives nationales du Québec), soit par la banque de donnée du CDEACF (Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine), ou encore dans les archives du Ministère de la condition féminine du gouvernement du Canada. Finalement, quelques documents proviennent des archives personnelles de deux militantes interviewées.

Tous les documents précèdent l'instauration de la *Loi canadienne sur les agressions sexuelles*, soit le 4 janvier 1983. Les documents dont la date de production ou de publication n'était pas clairement indiquée (par un chiffre ou par le contexte) n'ont pas été retenus.

Les sources documentaires sont principalement des productions du mouvement féministe québécois et nord-américain (Canada anglais et États-Unis). Il s'y retrouve une variété de types

² Les sources documentaires comportent tous les documents prélevés ayant originellement été produits sous format papier, autant des sources écrites que des documents graphiques.

³ Le MCVI (*Mouvement contre le viol et l'inceste*), bien qu'il offre le même type de services que les deux autres centres d'aide, a décidé de modifier son nom dans les années 80 pour des raisons idéologiques. Les intervenantes du MCVI m'ont expliqué que l'utilisation de l'expression « centre d'aide » donne une impression d'expertise qui va à l'encontre du souhait de l'organisme de se positionner sur un pied d'égalité avec ses usagères. Le mot « mouvement » souligne le dynamisme de la démarche des intervenantes dans leurs luttes contre les violences sexuelles. Finalement, le MCVI a conservé le mot « viol » dans son nom, malgré l'abrogation de ce terme par les autorités canadiennes en 1983, afin de souligner la gravité des actes contre lesquels l'organisme lutte. Elles considèrent le mot « viol » comme plus fort – et également plus compréhensible – que l'expression « agression sexuelle » pour parler de violences sexuelles commises contre les femmes.

de documents, dont des bilans d'activité (45), des bulletins d'information (41), des correspondances (32), des documents de formation (12), documents administratifs (11), des textes d'opinion/théories (10), des brouillons de travail (8), des recommandations adressées au gouvernement (7), des dépliants/affiches (6), des articles de journaux féministes (110), des dessins (97), des photos (53), des bandes-dessinées (22) et des poèmes (10). Les documents ont été produits par des membres de divers collectifs féministes, à quelques exceptions près (certains articles de journal ont été écrits par des collaborateurs externes ou par les lecteurs et lectrices, par exemple).

Une partie des documents proviennent de publications externes aux réseaux féministes, soit des articles scientifiques⁴ (25) et des articles de journaux (279) provenant de journaux tels que *Le Devoir*, *La Presse* et *Le journal de Montréal*, ou des journaux locaux, en particulier *La Tribune* (Sherbrooke) et *Le Nouvelliste* (Trois-Rivières).

En tout et pour tout, les archives prélevées représentent au-delà de 2000 pages de texte, avec des documents variant entre un quart de page et plusieurs centaines. Il s'y trouve une grande variété de productions, en passant de rapports de l'Association nationale des centres contre le viol à des photos de manifestations à des correspondances avec les éditeurs de journaux tels que *Le Devoir*.⁵

2.2.8. Limites des sources documentaires

Les sources documentaires sont un outil précieux pour effectuer un travail d'histoire. Ils permettent d'avoir un aperçu d'une époque révolue et ce, sans que la production de ces documents ne soit influencée par la présence du chercheur dans la recherche, contrairement aux entretiens ou à l'observation sur le terrain. Toutefois, les archives écrites et graphiques portent un certain nombre de limitations et de défis dans leur utilisation.

En premier lieu, les sources documentaires ne donnent qu'un aperçu d'une époque. Seuls certains événements et réflexions sont mis sur papiers et, de ceux-ci, une partie inconnue est

⁴ Ces articles ont été recueillis principalement par le MCVI de Montréal durant la période concernée pour ce travail. Je m'y suis intéressée davantage pour le choix de ces articles par les militantes que pour leur contenu.

⁵ Des précisions sur le classement des sources documentaires sont disponibles en Annexe 2.

perdue au travers des années, que ce soit parce que leurs propriétaires les ont perdus, parce qu'ils ont été endommagés ou encore parce qu'ils ont été jetés pour faire de l'espace dans un local. Ceci pose évidemment des questions sur le processus de sélection des documents à garder : les boîtes toujours existantes ont-elles été gardées aléatoirement, ou bien y avait-il une méthode à cette sélection? Si oui, laquelle? Dans le cas des centres d'aide où j'ai emprunté des documents, les intervenantes ayant fait du ménage dans les archives n'étaient plus employées ou ne se souvenaient plus clairement de ce processus. Également, *originellement*, certains documents ont dû être gardés, alors que d'autres, non. Pourquoi certains rapports de réunions d'équipe du premier groupe de femmes d'un collectif ont-ils été conservés, alors que d'autres, non? Toutes ces questions restent généralement sans réponse.

Des documents toujours existants, il est impossible de déterminer s'ils ont *tous* été retrouvés. La recherche est limitée par l'accès du/de la chercheur-e aux archives, surtout dans le cas d'archives privées, par sa connaissance des lieux où peuvent se trouver les documents pertinents, ainsi que par son réseau de contact et par la participation d'allié-e-s au projet. Par exemple, dans mon cas, certaines intervenantes de centres d'aide ont pris le temps de me donner des noms de personnes à qui parler et de m'inviter à venir consulter leurs archives privées. Sans elles, j'aurais dû faire un projet de mémoire entièrement différent.

Des documents prélevés, certains posent des défis importants en matière de datation. Bien qu'il fût possible, dans le cadre de ce mémoire, de conserver certains documents sans date en fonction d'indices contextuels ou en fonction d'autres documents leur faisant référence, d'autres ont dû être éliminés de la recherche en raison d'une trop grande incertitude de leur moment de production ou de publication.

Également, les sources documentaires ont le défaut de ne pas expliquer le contexte de leur production et de leur utilisation. Dans la plupart des cas, leurs auteur-e-s ne sont plus là (les documents ont changé de main; leurs auteur-e-s sont décédés, ou sont introuvables) afin d'élaborer sur leurs textes ou images. Particulièrement dans le cas d'un travail se situant dans un passé proche (pour ce mémoire, le sujet de recherche remonte à environ quarante ans), il est difficile de distinguer le sens du vocabulaire et des concepts employés dans les textes parce que même si les mots peuvent être similaires ou même identiques à ceux utilisés aujourd'hui, le *contexte de leur utilisation était différent*. Et, même si les auteur-e-s des textes sont disponibles,

comme il m'est arrivé à quelques reprises dans le cadre de ce travail, poser la question « qu'est-ce que vous vouliez dire, quand vous avez écrit ce texte? » n'apporte qu'un éclaircissement limité. Effectivement, des décennies séparent la question de la production du document, ce qui porte des difficultés liées à la mémoire (ceci sera discuté dans les limites liées aux entretiens).

Un autre point important à considérer dans l'utilisation de sources documentaires est le fait que chaque texte, chaque image a été constitué en suivant une fonction particulière. À qui s'adressent les notes de réunions d'équipe, les articles de journal, les communiqués ou les rapports trouvés dans les boîtes d'archives? Comment la nature du destinataire affecte-t-elle l'interprétation que l'on peut faire de ces documents? Dans quel contexte ces documents ont-ils été utilisés?

Il est également difficile, dans un projet d'histoire, de savoir quand arrêter d'étendre ses recherches et de délimiter un corpus de documents. Des raisons pratiques de temps et de ressources font qu'il est impossible de tout regarder. Pour ce travail, il aurait été possible d'étendre le travail à l'infini : approcher d'autres organismes ayant travaillé dans le domaine des violences sexuelles à l'époque concernée, étendre le projet à l'ensemble du Québec, étudier les rapports gouvernementaux et les documents judiciaires produits sur le sujet à l'époque, etc. Il a bien fallu arrêter à quelque part, mais ces limitations pratiques font en sorte que la recherche donne un portrait plus localisé et moins complexe de la situation observée qu'il aurait autrement été possible de produire.

Tous ces enjeux doivent être pris en considération dans l'emploi de sources documentaires. Il est donc important de rester constamment critique de ses sources. En même temps, il faut rester conscient que cet exercice de reconstitution de luttes passées ne donne qu'un aperçu de l'époque et de ce qui s'y est passé.

2.3. Entretiens avec des militantes

2.3.1. Collecte de données

Les personnes avec qui j'ai fait des entretiens dans le cadre de ce mémoire m'ont été référées par les intervenantes de différents centres d'aide avec qui j'ai pris contact. Une des interviewées m'a été référée par une autre femme avec qui j'ai fait un entretien.

2.3.1.1. Prise de contact avec les personnes interviewées

Denise Côté et Madeleine Lacombe ont toutes les deux été référées par les centres d'aide où elles ont respectivement travaillé, soit le MCVI de Montréal et le CALACS de Sherbrooke. Un courriel leur a été envoyé afin d'expliquer le projet et demander leur participation. Une autre personne avait été référée par un centre, mais après un contact initial, a cessé de répondre aux courriels concernant le projet et un entretien n'a pas pu être produit.

Pol Pelletier a été contactée à l'aide d'une adresse courriel indiquée sur son site internet personnel. J'ai été invitée à aller participer à l'un de ces ateliers théâtraux pour une première rencontre, après lequel il a été possible de déterminer une date pour un entretien.

C'est à la suite de l'entretien avec Pol que cette dernière, en discutant du sujet de l'auto-défense, m'a donné les coordonnées de la dernière personne interviewée, Lucie Dextras. Lucie a été contactée par téléphone et le projet lui a été expliqué directement.

2.3.1.2. Lieux et circonstances des entretiens

Le choix du moment de l'entretien et du lieu de l'entretien a été laissé au choix de chacune des participantes. L'objectif était de donner le plus d'agentivité possible aux personnes interviewées en leur laissant déterminer un lieu et un moment où elles seraient à l'aise de me parler de leurs expériences personnelles (Tisdell, 2012). Mes seules demandes étaient de sélectionner un lieu tranquille où la personne serait à l'aise de discuter de sujets à teneur personnelle. Dans tous les cas sauf un, les entretiens ont été faits au domicile des personnes interviewées. Dans le dernier cas, l'entretien s'est fait sur l'ancien lieu de travail de la personne interviewée, soit dans un centre d'aide.

Le dernier entretien est un cas particulier. Suite à un malentendu dans ma communication avec la personne ressource du centre d'aide où la rencontre a eu lieu, l'entretien a été organisé non comme une rencontre seul à seul, mais comme une occasion d'instruire les intervenantes de l'organisme sur l'histoire du centre où elles travaillent. J'ai réfléchi considérablement sur les implications de cette rencontre de groupe. Alors que les entretiens que j'ai fait seule à seule, dans l'intimité de leur demeure, avec les autres participantes ont produit des entretiens émotionnellement chargés où j'en ai beaucoup appris sur leurs vies et leurs réflexions personnelles, l'entretien que j'ai fait en groupe était bien plus formel. La personne interviewée

ne m'a livré que très peu d'informations privées. Elle s'est plutôt concentrée à me livrer des faits sur le centre d'aide. J'ai eu l'impression de me retrouver devant une instructrice. Cette distance a produit quelque chose d'assez différent, mais de très intéressant; les informations que j'ai ainsi obtenues m'ont permis de corroborer des informations que j'ai trouvé dans mes sources documentaires et d'en obtenir des nouvelles, mais ne m'a que peu renseigné sur les motivations et le portrait des militantes féministes de l'époque.

La méthode d'entretien

Les entretiens ont été produits sous une forme semi-directive, avec une série de thèmes à aborder dans l'entretien sous quatre catégories : 1) origines de la personne interviewée, 2) militantisme, 3) violences sexuelles et 4) progression des luttes contre les violences sexuelles. À chaque entretien, j'ai présenté la grille aux personnes interviewées afin de voir avec elles si elles avaient un élément à rajouter et pour leur présenter la structure générale de l'entretien. Aucune des participantes n'avait quelque chose à rajouter à la grille. Les entretiens semi-directifs ont été choisis parce qu'ils permettaient de retrouver des thèmes communs dans tous les entretiens tout en leur laissant une grande flexibilité pour laisser la place à aborder d'autres sujets au fur et à mesure qu'ils se présentaient.

Les entretiens ont débuté avec une question ouverte sur les origines de la personne interviewée et sur son parcours de vie : « Est-ce que tu peux me parler un peu de ton parcours? ». Mes interventions par la suite sont restées limitées. Je suis intervenue principalement pour ramener la conversation sur le sujet lorsqu'elle s'en éloignait de manière importante, pour relancer la conversation ou pour vérifier à la fin de l'entretien que les thèmes de la grille avaient tous été abordés. J'avais l'intention, avec ce type d'entretien, d'essayer d'amener les participantes à me parler non seulement de la période spécifique de mon mémoire, mais plutôt d'avoir une idée de leur parcours de vie général afin de mieux comprendre le contexte dans lequel les luttes militantes de l'époque se sont produites, le type de travail qui a été fait, ainsi que d'avoir une idée des motivations des militantes à travailler dans ce domaine. Il m'aurait été de toute manière très difficile d'avoir des informations précisément situées dans le temps dans ces entretiens. Effectivement, les barèmes de mon travail – particulièrement la limite temporelle de 1983 – ne

sont pas des moments nécessairement marquants dans la vie des participantes. L'*avant* et l'*après* de ces réformes ne sont pas dessinées clairement dans l'esprit des personnes avec qui j'ai travaillé. Il me semblait plus utile de faire des entretiens sous une forme biographique et d'ensuite les croiser avec les données recueillies dans mes sources documentaires. Je ne peux pas prétendre que quatre entretiens peuvent faire le tour de la question des motivations à entrer dans le militantisme, mais ces entretiens ont tout de même pu diriger ma réflexion sur le sujet.

Les entretiens ont duré entre une heure et demi et deux heures chacun. Une période de discussion a eu également lieu avant et après l'entretien afin de se familiariser avec les personnes interviewées et me présenter. Chaque femme a signé un formulaire de consentement à mon utilisation de nos entretiens à des fins de recherche. J'ai convenu, afin d'encourager la participation active des interviewées au processus, que je leur enverrai le verbatim de leur entretien après l'avoir produit et qu'elles pourraient m'indiquer si elles avaient oublié certains éléments dont elles voulaient me faire part ou si elles voulaient que des morceaux ne soient pas utilisés dans la recherche. Pour tous les entretiens, j'ai pris des notes sur les circonstances avant et après afin d'en conserver des traces supplémentaires à des fins d'analyse.

Travailler avec des militantes féministes

Certaines implications sont présentes avec le fait de travailler avec des femmes militantes. Les personnes avec qui j'ai produit des entretiens étaient presque toutes très ouvertes à discuter de sujets personnels, parfois très durs, comme leurs propres expériences de victimisation sexuelle. Le consentement à la discussion et même à la publication d'un travail académique où peuvent figurer certains de ces épisodes, sans le couvert de l'anonymat, est quelque chose qui peut être expliqué par la démarche militante personnelle de ces femmes. À plusieurs reprises, la notion de « briser le silence » sur la réalité des violences sexuelles commises contre les femmes en en parlant sur une plateforme publique a été mentionnée. Se raconter, pour les personnes avec qui j'ai travaillé, n'était pas seulement un échange d'information entre interviewée et chercheure, mais plutôt un acte avec des implications politiques et idéologiques. L'engagement des participantes était donc aligné avec leur propre militantisme.

Le fait de travailler avec des militantes d'expérience (elles ont toutes commencé à militer comme féministes il y a plusieurs décennies de cela) a eu un autre effet important sur la production des entretiens. Comme Czarniawska (2004) indique, un entretien se basant sur le parcours de vie (ou d'une sphère de vie comme le travail ou, dans ce cas-ci, le parcours militant) a tendance à se former en récit narratif : « *in many cases, answers given in an interview are spontaneously formed into narratives. This is usually the case of interviews aiming at life-histories or, in an organizational context, at career descriptions, where a narrative is explicitly asked for and delivered.* » (p.51). Les femmes avec qui j'ai travaillé avaient l'habitude de se raconter et d'expliquer leur histoire. Certaines personnes interviewées, comme Madeleine Lacombe, ont elles-mêmes mentionné avoir régulièrement dû réfléchir au cours de son parcours au sens de ses actions et avoir eu à se questionner sur son rapport avec les choses et de théoriser la nature de ses implications. Le contenu de mes discussions préliminaires avec les participantes, ainsi que la forme de ma première question (*Est-ce que tu peux me parler un peu de ton parcours?*) ont également contribué à la formation de ce type de discours.

Ceci n'est pas pour dire que parce qu'un récit est *maîtrisé*, comme Pruvost (2007) nomme ce type de narration, il en est moins authentique ou pertinent. Après avoir fait une enquête auprès de policiers français et avoir remarqué la tendance à ces derniers de construire des récits narratifs dans des entretiens, dû à la nature de leur travail (les policiers doivent pouvoir s'auto-justifier pour tous les actes professionnels qu'ils exercent), Pruvost indique que « *l'entretien biographique ne constitue qu'une tribune de plus où se déroule de façon très ordonnée un argumentaire bien rôdé et un certain nombre d'anecdotes, déjà maintes fois racontées* » (Pruvost, 2007, p.137-138). C'est de cette façon que je considère les récits des militantes que j'ai rencontrées.

2.3.2. Échantillon

Quatre (4) entretiens ont été effectués avec des femmes ayant milité activement dans le mouvement féministe québécois dans les années 1970-1980 et ayant, à l'époque, travaillé la question des violences sexuelles dans leur militantisme.

2.3.2.1. Divulgence de l'identité des personnes interviewées

Les femmes interviewées, à l'exception d'une, possèdent toutes un profil public important dans leur milieu. En raison de leur position, autant dans les années concernées pour ce mémoire qu'aujourd'hui, garder leur anonymat était pratiquement impossible. Lorsque questionnées à ce sujet, toutes les femmes interviewées ont agréé (ou directement demandé) à ce que leur nom soit divulgué dans le contexte de cette recherche, généralement en relation avec leur propre démarche militante. Les noms utilisés dans cette recherche ne sont donc pas fictifs.

2.3.2.2. Parcours bibliographique des militantes (avant 1983)

Pol Pelletier

Femme de théâtre, Pol Pelletier a commencé sa carrière en Ontario, avant de co-fonder le Théâtre expérimental de Montréal (1975-1978). Elle décide à cette époque de travailler exclusivement avec des femmes et fonde le Théâtre expérimental des femmes de Montréal (1979-1985). Le collectif fait des créations collectives conduisant à des productions entièrement féminines aux thèmes variés, dont les violences sexuelles avec *La Peur Surtout*. Pol est toujours active sur la scène théâtrale québécoise.

Madeleine Lacombe

Le parcours militant de Madeleine Lacombe commence lorsqu'elle emménage à Sherbrooke avec son conjoint de l'époque. Elle fait un retour à l'école et, au Cégep local, s'implique dans le comité de condition féminine. Elle commence également à travailler au Centre des femmes de la région. Au début des années 70, elle développe sa pensée féministe à l'aide de professeures féministes de son Cégep et au contact du RAIF (*Réseau d'action et d'information pour les femmes*). Elle participe également durant cette période sur certains dossiers de la FFQ (*Fédération des femmes du Québec*). Vers le milieu des années 70, Madeleine fait sa formation comme instructrice de Wen-Do à Montréal. En revenant à Sherbrooke, son travail d'instructrice révèle une demande pour un centre d'aide et de lutte contre les violences sexuelles. Elle co-fonde le CALACS de Sherbrooke en 1979.

Denise Côté

Au début des années 80, une amie de Denise Côté se fait agresser sexuellement. L'événement l'amène à chercher des ressources pour victimes de violences sexuelles. Elle entre alors en contact avec le MCVI, qui est fermé à l'époque suite à l'épuisement professionnel de son collectif. Elle aide à la remise sur pied de l'organisme et y travaille comme intervenante par la suite.

Lucie Dextras

Dans la première moitié des années 70, Lucie Dextras travaille au Centre de référence et d'information des femmes de Montréal. Après avoir été contactée par l'école de Wen-Do de Toronto par l'entremise de son organisme, Lucie se rend à un cours donné sur le terrain de l'université McGill. La discipline l'intéresse, alors elle se rend à Toronto afin d'aller chercher ses qualifications d'instructrice. Elle devient la première instructrice de Wen-Do québécoise. De retour à Montréal, Lucie forme de nouvelles instructrices et offre des cours de Wen-Do.

2.3.3. Limites des entretiens

Certaines des limites liées avec la production de ces entretiens sont d'ordre logistique. Il a initialement été difficile de trouver des participantes et à établir un contact avec elles. Certains courriels à d'anciennes militantes n'ont jamais été répondus. La plupart des femmes mentionnées dans les documents prélevés dans les CALACS ou dans les journaux féministes n'ont pas laissé de traces visibles sur internet. Plusieurs sont décédées. Il m'aurait probablement été possible de pousser plus loin et, à partir des contacts des personnes interviewées et par effet de boule de neige, de trouver d'autres personnes avec qui faire des entretiens, mais ceci aurait créé d'autres problèmes. Effectivement, comme les entretiens ont été faits en support aux archives écrites et graphiques prélevées, qui forment le corps du travail, je ne pouvais pas me permettre d'en faire en grande quantité et avoir tout de même le temps de décortiquer et analyser mes sources documentaires.

Les entretiens portent des lacunes par le fait qu'ils se basent sur nos souvenirs, lesquels sont un reflet imparfait d'événements passés. Par exemple, les personnes interviewées ont eu à se prononcer sur de multiples faits dont elles se souviennent (diverses anecdotes, certaines dates

ou les tâches du CALACS à différents moments de son existence, par exemple). Il est bien connu que la mémoire n'est pas fiable sur ce genre de détails (Czarniawska, 2004). Tous les entretiens ont été produits plusieurs décennies après la période de temps observée dans le cadre de ce mémoire. Des distorsions par rapport aux souvenirs (dates exactes, chronologie des événements, interprétation des événements) doivent être attendues. Il faut donc approcher les entretiens d'histoire de vie avec un scepticisme prudent (Smith, 2001).

À posteriori, j'aurai été intéressée à avoir des enregistrements vidéo et non seulement audio des entretiens. Effectivement, une partie de l'information de chacune des rencontres a été perdue dans la forme de l'enregistrement. Les mots ne rendent pas justice aux grimaces, imitations et gesticulations des personnes que j'ai interviewées, toutes permettant une communication vive et complexe de leurs expériences et pensées. La différence entre les souvenirs que je conserve de mon entretien avec Pol Pelletier, par exemple, et le verbatim qu'il m'en reste, est flagrante : cette femme de théâtre *performait* ses anecdotes d'une manière qui est presque entièrement effacée de l'enregistrement de la rencontre. Il y aurait certainement eu une meilleure façon de procéder pour mieux capturer ces moments et leurs implications.

2.4. Traitement des données

La recherche en histoire demande de ressortir les grands thèmes qui traversent le sujet observé et d'ensuite organiser cette information sous la forme d'un récit, habituellement chronologique. C'est ce que j'ai tenté de faire.

La première étape du travail d'analyse de ce travail était de situer les textes et les entretiens et d'en vérifier la consistance interne. Dans le cadre de mes sources documentaires, je me suis fiée aux recommandations de Cellard (1997) qui conseille de garder en tête, en lisant un document, cinq aspects : 1) le contexte dans lequel le document a été produit, 2) qui sont les auteurs du documents (ici j'ai pu me poser la question : mon document a-t-il été écrit par une militante? Ou bien par quelqu'un en dehors du mouvement?), 3) l'authenticité et la fiabilité du document, 4) la nature du document (était-ce un article de journal? Les notes d'une réunion d'équipe? Ces questions permettent d'essayer de comprendre pour *qui* un document spécifique a été créé et les implications qui y sont liées) et 5) les concepts clé et la logique interne. Ceci fait, il était alors possible d'avoir un portrait de chacun des documents retenus pour l'étude, ainsi que de rester

critique par rapport au contenu de ces documents. Suivre ces recommandations m'a été souvent très utile. En voici un exemple : j'ai trouvé dans deux CALACS (*Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel*) une reproduction d'un même document, très long (plusieurs centaines de pages) intitulé « Comment créer un centre d'aide aux victimes de viol ». *Jackpot!* Le document, très complet, semblait être une mine d'or d'information sur la formation initiale des CALACS du Québec. En regardant attentivement l'année de publication du document et ses auteurs, toutefois, je me suis aperçue que le document était 1) une traduction provenant du Canada anglais et 2) que cette traduction avait été distribué *après* la mise en place des premiers CALACS de la province. En lisant des rapports du regroupement national des centres luttant contre les violences sexuelles, j'ai réalisé que la distribution de l'information dans le réseau féministe était assez lente, en raison de difficultés à trouver des fonds pour payer des traductrices. Donc oui, *a priori*, l'ouvrage « Comment créer un centre d'aide aux victimes de viol » semblait central à la formation des CALACS québécois mais, dans les faits, il me renseignait plutôt sur les objectifs de centres anglophones.

Pour les entretiens, dans le cas d'histoires de vie, Smith (2001) recommandait de suivre trois principes de base pour la recherche historique : 1) vérifier la consistance interne de chaque entretien, 2) contre-vérifier les informations trouvées dans les entretiens avec autant de documents d'archives possible et 3) lire les entretiens avec une compréhension historique et théorique aussi large que possible des sujets trouvés dans les entretiens (Smith emprunte ces principes à Thompson, 1988). C'est ce que j'ai fait, dans la mesure du possible, en lisant en long et en large sur la période et sur le mouvement féministe québécois.

La contre-vérification des récits des entretiens avec les documents d'archives m'amène à parler du principe de triangulation, qui forme la base de mon travail. Comme j'ai expliqué au début de ce chapitre, l'usage d'une double méthodologie pour ce mémoire permet d'approcher de manière plus riche les événements d'une période donnée, ainsi que de contre-carrer certaines des limites de chacun des corpus de travail. La triangulation demande d'utiliser des données de nature différente et de les combiner avec des cadres théoriques communs (Flick, 2007). Cette manière de fonctionner permet de maximiser la validité de résultats (Denzin, 1970).

Concrètement, le fait d'avoir deux types de données distinctes m'a permis de les comparer l'une à l'autre. Par exemple, l'une des faiblesses des entretiens est le fait que la mémoire a tendance

à faire défaut par rapport à la chronologie exacte d'événements et les dates qui y sont associées; j'ai pu situer solidement dans le temps certains événements en retrouvant des mentions dans des documents de l'époque. Également, le *sens* qu'une personne donne à son vécu se transforme au fil du temps; il m'est arrivé de pouvoir comparer l'interprétation d'un événement d'une personne interviewée avec ses propres écrits sur le sujet, quarante ans plus tôt. Dans le sens inverse, les entretiens m'ont permis de faire du sens à certains documents écrits. En voici un exemple : les archives du MCVI de Montréal comportaient une grande quantité d'articles scientifiques portant sur l'épuisement professionnel. Évidemment, les intervenantes du début des années 80 ne m'y avaient pas laissé de note, bien qu'un *Avis au chercheur qui lira ceci, nous avons compilé ces documents parce que...* n'aurait pas été de refus. Dans ce cas-ci, une militante m'a expliqué que le centre avait fermé ses portes au début des années 80 après que les premières femmes du collectif, après avoir essayé de maintenir un service 24h/24, 7j/7, de manière bénévole, s'étaient complètement brûlées. Grâce à cet entretien, je me suis retrouvée avec un *contexte* me permettant de mieux comprendre mes données.

Les entretiens étaient également un précieux outil pour avoir une idée du poids relatif de chacun des documents observés. En voici un exemple : dans mes sources documentaires, une marche militante produite annuellement, intitulée « La rue, la nuit, femmes sans peur », était mentionnée très régulièrement. J'ai des articles de journaux féministes sur le sujet, des articles de journaux traditionnels (le Devoir, le Soleil, etc.), des notes de réunions d'équipe sur l'organisation des tâches, des bilans d'activité, des photographies, des chansons composées pour l'événement, etc. Vu la place que ces marches occupent dans mes données, proportionnellement à mes autres documents, j'aurais cru que ces marches prenaient une place considérable dans le travail des femmes des centres d'aide. La place de « La rue, la nuit, femmes sans peur » dans les entretiens était toute autre. Pour les militantes interviewées, ces marches étaient considérées comme un événement d'exception, assez éloignées des activités quotidiennes des centres. « La rue, la nuit, femmes sans peur » avait la caractéristique de produire beaucoup de documentation, mais cette marche n'était considérée que comme un aspect du militantisme de ces femmes parmi tant d'autres.

J'ai donc utilisé le croisement de mes données afin de les situer dans le temps et de les contextualiser. J'ai ensuite ressorti les grands thèmes qui semblaient ressortir des données

(idéologies, types de luttes, structures organisationnelles, etc.) et j'en ai suivi la progression chronologique.

2.4.1. Positionnement comme chercheure

La recherche ne peut pas exister en dehors de son contexte. C'est sur cette prémisse que je propose de bâtir mon positionnement (ainsi que la pertinence de discuter de ce positionnement) dans le cadre de cette recherche. Les sciences humaines proposent traditionnellement un modèle d'acquisition de connaissances basé sur le principe de l'objectivité : ceci situe le chercheur comme un observateur externe à son objet de recherche qui, par l'emploi de différentes méthodes, résiste à l'implication de sa subjectivité dans son processus de développement de connaissances. Pourtant, cet angle d'approche ignore le fait que toute recherche est une *production sociale*, contextualisée, qui se base sur des outils et des entités de sens produits par un groupe donné.

Plusieurs approches, dont la recherche féministe, proposent plutôt que l'objectivité pure est un mythe : la distanciation entre la recherche et le chercheur ne peut pas se produire par une séparation complète de l'objet et du sujet (Ollivier et Tremblay, 2000).

Comme l'indiquent Ollivier et Tremblay (2000), l'expérience personnelle du/de la chercheur-e est centrale au développement d'un projet de recherche. C'est le foyer des questionnements initiaux de la recherche. C'est également un vecteur important dans la manière dont la recherche sera par la suite construite, analysée et interprétée. Ceci n'est pas pour dire que la recherche n'est pas valide parce qu'elle est guidée par la subjectivité du/de la chercheure : effectivement, la nécessité d'une rigueur, d'une systématisation et d'une distanciation avec l'objet de recherche restent des éléments importants. En revanche, l'impact de la subjectivité dans le projet doit être prise en compte dans le processus de recherche. « La recherche féministe se distingue des démarches « conventionnelles » de recherche en ce qu'elle reconnaît, accepte et intègre le rôle des expériences personnelles dans le processus de la recherche » (Ollivier et Tremblay, 2000, p.46).

Dans le cadre d'entretiens, l'intervieweur fait inévitablement partie de leur processus de production (Lillrank, 2014). Czarniawska (2004) illustre bien le point en indiquant qu'il n'existe pas de méthode pour un chercheur de faire un entretien sans en influencer le résultat : « there

are no entirely unobtrusive methods; indeed, there is no reason to expect that researchers can get a 'free ride' in the social world. Every interaction has its price. » (p.49). Comment ceci se traduit-il dans ce travail de recherche? Tisdell (2012) indique qu'il est plus aisé de développer des relations et de partager des informations personnelles avec des gens qui proviennent d'un même groupe culturel. Dans le cadre de ce mémoire, j'ai fait des entretiens avec des femmes ayant plusieurs similitudes avec moi : femmes blanches, nées au Québec (ou du moins au Canada), éduquées et de classe moyenne. Comme moi, ces femmes s'identifiaient comme féministes. J'ai été interpellée par les récits et réflexions de ces militantes, car je me suis identifiée à elles. Encore plus parce qu'elles m'ont parlé de leur jeunesse et des enjeux qu'elles ont traversé durant ces années. L'importante différence d'âge entre les femmes interviewées et moi-même nous a inscrit dans des rôles de mentors et de membre de la relève. Si j'ai eu un accès privilégié aux réflexions des personnes avec qui j'ai discuté, c'est également un lien qui a été modulé par l'attente d'une continuation du travail de ces femmes au-travers de mon propre travail.

Reinharz et Chase (2011) indiquent que faire des entretiens avec des femmes peut avoir un impact sur les intervieweuses. Les entretiens faits dans le cadre de ce mémoire ont été parfois lourds et émotionnellement prenants. L'exposition aux histoires de plusieurs personnes concernant leurs luttes contre les violences sexuelles, ainsi que, dans plusieurs cas, leurs vécus de violences sexuelles, a contribué à la transformation de mon lien avec mon sujet de travail. J'ai commencé à travailler sur les violences sexuelles, plus particulièrement dans le contexte des violences faites aux femmes, avec un certain détachement par rapport au sujet. Je ne me sentais pas directement affectée par ces enjeux. Après deux ans à penser presque tous les jours à ce type de violences, en lisant articles et livres, en consultant mes sources documentaires et en entendant des témoignages, les violences sexuelles sont devenues une préoccupation importante dans mon quotidien. Mon sentiment de sécurité lorsque je sors de chez moi s'est retrouvé diminué. J'ai commencé à prendre des cours d'auto-défense. J'ai modifié certains de mes comportements. En bref, la recherche m'a influencée très personnellement. Je pense que ce sentiment d'être concernée directement par mon sujet de recherche m'aura amenée à m'investir davantage dans ce projet; j'espère que cette modification de mon rapport au sujet soit profitable à ce mémoire.

Se regrouper pour militer

3.1. Les groupes de réflexion

Les années 70 sont une période d'activité intense pour le mouvement féministe québécois. Des groupes de femmes travaillent sur une grande diversité d'enjeux, allant du droit à la contraception à l'équité sur le marché du travail. Ils se penchent également sur la question des violences sexuelles. Comment ces groupes se sont-ils formés? D'où viennent-ils? Afin de bâtir une réflexion féministe sur la condition des femmes, des militantes ont formé des groupes de réflexion. C'est ce dont je discute dans cette section.

En novembre 1969, un groupe de femmes s'enchaînent entre elles dans l'espace public afin de protester contre un règlement anti-manifestation. Cette première action collective leur permet de prendre conscience du pouvoir qu'elles peuvent avoir en travaillant ensemble. Au cours des mois suivants, elles commencent à se rencontrer régulièrement pour discuter de libération du Québec... et de libération des femmes. Elles hésitent, craintives d'être des éléments dérangeants pour les efforts de libération de la province. Les mois passent. La crise d'octobre arrive. Le groupe, ébranlé, se dissout pour un moment. En novembre, seules 8 femmes assistent toujours aux réunions. Un afflux de membres permet éventuellement de créer des initiatives davantage structurées : un premier numéro de journal militant est publié. Puis les conflits à l'interne deviennent trop importants, et le groupe se dissout définitivement.

L'histoire du FLF (*Front de Libération des Femmes*) est assez représentative des groupes de femmes qui ont vu le jour dans les années 70. Petites cellules de réflexion sur la condition de la femme, ces groupes permettent à des femmes de se rencontrer et de parler de leurs expériences personnelles. Ce sont des laboratoires expérimentaux où les membres tentent, avec plus ou moins de succès, de trouver la formule gagnante pour former une structure durable. Premiers lieux d'ébullition d'idées, ces « groupes de réflexion » ouvrent la discussion sur l'identité des femmes, leurs conditions et rôles sociaux et les oppressions qu'elles ressentent. Les groupes de réflexion sont informels, composés d'un petit nombre de personnes. Ils naissent et meurent rapidement, au gré des rencontres de leurs membres et des conflits qui émergent d'opinions divergentes. Ils permettent de remplir l'un des principes centraux du mouvement féministe de seconde vague : briser le silence sur les conditions de vie des femmes. Parfois, comme dans le cas du FLF, ces groupes ont des objectifs multiples – dans ce cas-ci, celui d'apporter une

contribution féminine au mouvement séparatiste québécois. Ce sera également le cas des groupes d'auto-défense québécois, lesquels naîtront quelques années plus tard et auront comme fonction non seulement d'acquérir des compétences de défense corporelle, mais également de réfléchir en groupe sur la position des femmes par rapport aux espaces publics et aux structures de pouvoir. Pour les militantes du mouvement féministe des années 70, il est nécessaire de produire de nouveaux savoirs provenant directement de l'expérience féminine pour contrecarrer les discours dominants véhiculés par une institution patriarcale. Les groupes de réflexion sont un point de départ à la production de ces savoirs : une parole féminine autonome, remettant en question le rôle des femmes dans la société, la notion même de la féminité, ainsi que le rapport des femmes avec les hommes et avec les structures institutionnelles en place. Ainsi, comme Lerner (1981) l'indique, les militantes prennent un point de vue féminin afin de comprendre leurs vécus et oppressions. Elles revalorisent le vécu des femmes et en font un sujet de préoccupation important.

De la plupart de ces groupes initiaux, il ne reste plus beaucoup de traces. Qualifiés de communs dans la fin des années 60 et le début des années 70 par Joanie Vance (première coordonnatrice de l'*Association nationale des centres d'aide contre le viol*), ces groupes permettent « the process of discovery and articulation of common conditions and common problems » (Vance, 1979) chez les femmes. Vance argumente que la création de « Centres d'aide ⁶ » en est la continuation logique. Certainement, plusieurs femmes décident de donner leur temps à ces Centres suite à leur participation à des groupes de réflexion. Un procès-verbal de réunion du Centre de Sherbrooke, précédant la formation officielle du Centre, dévoile que tous les membres du collectif initial (sauf une) étaient déjà impliqués dans d'autres groupes de femmes avant de décider de fonder le Centre, et que c'est au-travers de ces groupes qu'elles ont commencé à se préoccuper de la question des violences sexuelles.

⁶ Vance utilise l'expression « Centres d'aide contre le viol » dans son texte. Je préfère référer à ces organismes tout simplement comme des « Centres d'aide » ou encore plus brièvement « Centres », comme la terminologie exacte à emprunter restera objet de débat dans les années observées dans le cadre de ce mémoire. C'est également, en tout honnêteté, plus court à écrire.

Les groupes de réflexion ne sont pas uniquement importants pour la problématisation des violences sexuelles. Ils sont la pierre d'ancrage de diverses initiatives féministes de l'époque, permettant de regrouper des femmes et de contribuer au réseau de femmes qui s'installe dans la province à partir des années 60 et qui formera la matrice du mouvement féministe québécois. Cette matrice restera centrale dans tous les efforts de lutte contre les violences sexuelles qui suivront.

Comme Madeleine Lacombe, co-fondatrice du CALACS de Sherbrooke, l'indique : « Il fallait se regarder nous autres mêmes, regarder notre sexualité, notre rapport à l'argent, le rapport au pouvoir le rapport à plein d'affaires. Donc j'étais aussi dans des groupes de réflexion, tout simplement... » (entretien avec Madeleine Lacombe, 2017). Les structures organisationnelles plus complexes du mouvement féministe apparaissent au cours des années 70, prenant de l'ampleur à partir du milieu de la décennie, généralement sous la forme de collectifs.

3.2. Les collectifs féministes

Avec une remise en question de la normalité et de l'acceptabilité de divers aspects de la condition féminine au Québec naissent des structures organisées afin de faire avancer les agendas féministes. Le milieu des années 70 voit la prolifération de collectifs de femmes œuvrant dans les domaines les plus variés : théâtres, journaux, groupes de défense des droits des femmes, centres d'auto-formation et nombre d'autres initiatives voient le jour. Ces groupes se forment pour répondre à des lacunes perçues dans les services, dans les productions et/ou dans les droits concernant les femmes.

Certains auteurs attribuent la prolifération de ce type de groupe appartenant au secteur tertiaire (communautaire) à l'époque, dans et à l'extérieur du mouvement féministe, à une crise sociale précipitée par la fin des années de sécurité économique et sociale de l'après-guerre et à la tentative de maintien des infrastructures sociales développées au cours de ces années prospères (Garland, 2001; Jetté, 2008). Ainsi, durant les années 70 sont caractérisées, au Québec, par des importants déficits budgétaires hérités des mesures instaurées durant les années précédentes et menant à des mesures politiques d'austérité et de ralentissement des investissements publics (Jetté, 2008). C'est dans ce contexte que naissent des « groupes populaires de services » de deux types principaux : 1) des groupes qui remettent en cause la gestion étatique des services et le

contrôle centralisé de l'État et, dans un même temps, produisent leur propre gamme de services indépendants et/ou 2) des groupes qui réclament des droits et des services de l'État (Jetté, 2008).

Certains collectifs ont joué un rôle de pilier dans les luttes féministes québécoises sur les violences sexuelles. En voici les plus importants :

3.2.1. Les Centres d'aide contre le viol⁷

Les premiers Centres d'aide contre le viol d'Amérique du Nord voient le jour aux États-Unis, au début des années 70. L'initiative est accueillie avec enthousiasme par un groupe de femmes de la Colombie-Britannique, qui créent le premier Centre canadien en 1973, le « *Vancouver Rape Relief* ». L'idée est reprise à Montréal deux ans plus tard, avec la mise en place par un collectif bilingue du CAVVM, le *Centre d'aide aux victimes de viol de Montréal*. Dans les années suivantes, des Centres naissent un peu partout au Canada alors que le mouvement féministe bat son plein et que la question des violences sexuelles devient l'un des axes principaux des revendications féministes. En 1983, au moment où le code criminel est modifié au niveau des infractions d'ordre sexuel, il existe six Centres d'aide contre le viol dans la province de Québec, situés à Montréal, Québec, Hull, Sherbrooke, Trois-Rivières et Châteauguay.

Les Centres d'aide sont créés avec deux objectifs principaux : éliminer les violences sexuelles en faisant de la sensibilisation auprès du public et en changeant les structures institutionnelles et offrir des soins et du support pour les victimes de ce type de violences. Ces objectifs restent relativement constants d'un Centre à l'autre, même si leurs démarches, offres de services et philosophies comportent des variations. En 1975, les Centres québécois se regroupent sous le RQCALACS (*Regroupement québécois des Centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel*). Le Regroupement sert d'intermédiaire auprès du gouvernement québécois. Au début des années 1980, tous les Centres d'aide québécois rejoignent un regroupement pancanadien, soit l'Association nationale des centres contre le viol, qui se charge d'établir le

⁷ Maintenant habituellement connus sous le nom de « Centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel » (CALACS), bien que certains centres gardent des noms distincts.

contact avec le gouvernement fédéral pour promulguer une définition féministe et des mesures de la lutte contre les violences sexuelles.

3.2.2. Les groupes d'auto-défense « Wen Do »

En 1964, à Toronto, Anne Paige et son conjoint, Ned, voient à la télévision les nouvelles du meurtre de Kitty Genovese, 28 ans, assassinée brutalement sur le chemin de retour vers son appartement. Trois fois, elle s'échappe de son assaillant, pour finir sur le pan de sa porte, où elle succombe à ses blessures. Les Paige sont frappés par la tragédie et décident de créer une école d'auto-défense spécifiquement pour les femmes, le Wen Do (une contraction du mot *Women*, « Wen », et du mot japonais pour voie ou chemin, *Dō*).

L'école de Wen Do est créée à Toronto et ce n'est que douze ans plus tard, suite à une démonstration de techniques de Wen Do sur le terrain de l'université McGill, que la discipline fait des adeptes sur le territoire québécois. L'objectif des groupes de Wen Do est de donner des outils pour les femmes afin qu'elles puissent se défendre contre des agressions, que ce soit à caractère sexuel ou non. Lucie Dextras en devient la première instructrice à Montréal après avoir été se former à Toronto. L'initiative devient rapidement populaire, grâce à une couverture médiatique importante et à une publicisation au sein du réseau féministe québécois. Dextras explique avoir reçu une nomination comme l'une des dix femmes de l'année au Québec, en 1978, en rapport à son travail comme instructrice de Wen Do, et avoir été interviewée à cet égard :

« On avait une émission de télévision par rapport à la nomination [...]. C'était ce qui était le plus écouté à 6h. [...] C'était l'heure du souper, tiens tout le monde calme devant la tv. Et puis on a été invitées à ça. Et j'ai cassé une planche devant ça. Ça a été – tu sais, là, le monde qui regardait la télévision ils ont fait un bond quantique vers l'avant. »

Entretien avec Lucie Dextras, 2017

Le journal féministe *Têtes de pioche* publie la même année un article de deux pages sur le sujet, encourageant les femmes à prendre des cours d'auto-défense. À la fin des années 70, tous les Centres d'aide québécois offrent des cours ou réfèrent à des instructrices de cette école.

3.2.3. Les journaux féministes

Au cours des années 70, de plus en plus de femmes sont publiées dans les presses québécoises. Plusieurs forment leurs propres périodiques, dans une volonté d'avoir une indépendance de parole. De ces journaux, plusieurs ont publié des articles concernant le corps des femmes, leur sexualité, ainsi que les violences sexuelles qu'elles subissent. Trois d'entre eux peuvent être considérés comme ayant eu une présence particulièrement importante dans les luttes féministes québécoises :

Québécoises Deboutte! (1972-1974)



Figure 1. Québécoises Deboutte!, novembre 1972, p.1

Québécoises Deboutte! est un journal néo-féministe fondé par le *Front de libération des femmes* du Québec (FLF), puis produit par le Centre des femmes de Montréal par la suite. 9 éditions de *Québécoises Deboutte!* sont publiées irrégulièrement entre 1972 et 1974. Le journal se donne pour mission de briser l'isolement des femmes dans la province du Québec tout en étant un « outil de travail pour la formation politique des militantes et un organe de liaison avec des groupes de femmes et des groupes mixtes et aussi avec des personnes travaillant dans des

milieux particuliers » (QD, novembre 1972, p.2). Son nom provient d'un slogan lancé initialement par le FLF (collectif précédent le Centre des femmes) et repris plus tard pour le journal.

Le Centre des femmes tente d'étudier et de critiquer la situation des femmes comme ménagères, travailleuses et reproductrice dans le contexte québécois, divisant leur travail sous trois volets : recherche, hygiène et propagande. Le journal s'insère dans la dernière catégorie.

Têtes de pioche (1976-1979) :



Figure 2. Têtes de pioche, avril 1976, p.1

Têtes de pioche est un journal féministe radical publié mensuellement de mars 1976 à juin 1979. Avec quelques mois manqués et un arrêt de la publication durant les étés (juillet et août) et les mois de janvier, 23 éditions ont été produites, dont deux doubles.

Le journal prend sa naissance grâce à un collectif féministe ayant commencé à se réunir en octobre 1975, déterminant à cette époque son orientation idéologique (féminisme radical) et utilisant l'investissement personnel de chaque membre du collectif pour démarrer le journal. Le

collectif s'élargit une première fois en septembre 1976, mais le remaniement de l'équipe cause des problèmes à l'interne. La taille de l'équipe montréalaise fluctue dans les années suivantes, variant entre trois et membres et une douzaine d'individus.

Le journal, coloré dans son langage et comportant des dessins et des textes créatives en plus des pièces journalistiques, se donne pour mission de s'inscrire dans un projet féministe global défiant le patriarcat et son oppression des femmes en écrivant des textes « radicaux » - soit posant l'oppression des femmes comme située au sein des institutions au pouvoir et ne pouvant être défiée que dans un mouvement révolutionnaire transformant la société à sa source (à son radical).

La Vie en rose (1980-1987) :



Figure 3. La Vie en rose, mars 1980 (première édition), page couverture

Des trois journaux présentés ici, *La Vie en rose* est celui qui a pris la plus grande envergure. Publié durant sept ans, le journal a produit une cinquantaine de numéros, initialement d'une trentaine de pages, plus montant rapidement à 80-90 pages par édition. Le journal est initialement publié de manière trimestrielle, avant de devenir mensuel. Le journal contient des

éditoriaux, le courrier des lecteurs, des articles de fond, des communiqués, des reportages, des entrevues, des poèmes, dessins et bandes-dessinées, des photos ainsi que de petites annonces.

Le journal est financé par les subventions de ses membres et de ses lecteurs, ainsi que par les annonces qui y sont publiées. L'objectif du collectif initial est de créer une presse ouvertement subjective (une presse d'opinions) pour donner une option alternative aux médias traditionnels, qui sont jugés comme trop centralisés et uniformisés, de créer des discordances, ainsi que de partager le féminisme des femmes qui y écriront. Les membres du collectif expliquent que *La Vie en rose* « est un projet dérisoire » permettant de partager leurs existences « sans chercher refuge derrière les paravents sacrés de l'objectivité et de la représentativité ».

3.2.4. Autres organismes périphériques à la lutte contre les violences sexuelles

Plusieurs autres collectifs et organismes féministes, émergeant durant les années 70, se sont impliqués de manière plus ou moins rapprochée de la lutte québécoise contre les violences sexuelles. Leurs noms reviendront régulièrement dans ce travail, alors en voici les principaux :

Le *Conseil du statut de la femme* (CSF) est créé en 1973. Il a le mandat de faire la promotion et de défendre les droits des Québécoises. Organisme gouvernemental, il a pour rôle de présenter des études sur les conditions de la femme et de faire circuler de l'information pertinente au sujet des femmes auprès du public. Le Conseil a un statut particulier auprès des autres groupes féministes : effectivement, bien qu'il soit chapeauté par le gouvernement, son orientation et ses implications avec les groupes féministes indépendants le rapproche de ces derniers, faisant le pont entre les luttes féministes et le gouvernement.

Les *maisons pour femmes en difficulté*⁸ (MFD) sont des lieux ayant pour objectif la protection et le soutien des femmes victimes de violence conjugale. Offrant une variété de services (écoute téléphonique, rencontres individuelles, service de référence, hébergement, etc.), les maisons d'hébergement se retrouvent parfois en compétition pour l'accès à des ressources financières

⁸ Aujourd'hui habituellement connues sous le nom de « Maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale »

provinciales avec les Centres d'aide contre le viol dans les années 70-80 en raison d'une certaine superposition de leurs mandats.

La *Fédération des femmes du Québec* (FFQ) est un organisme qui se met en place en 1966 suite à une initiative de Thérèse Casgrain, où elle regroupe des femmes provenant de divers milieux féministes pour fêter le 25^e anniversaire de l'obtention du droit de vote des femmes au Québec et que ces dernières demandent de former fédération afin de pouvoir coordonner leurs activités.

3.2.5. Productions culturelles féministes

Les luttes contre les violences sexuelles se situent également au niveau de productions culturelles mettant en lumière la condition de la femme et les enjeux qui y sont associés. Les militantes féministes produisent des poèmes, des textes, des chansons, des scénarios et des dessins en lien avec leur militantisme, et sont la scène du théâtre et de la production de livres qui en font la distribution.

Théâtre féministe québécois :

Le théâtre au féminin est très actif dans les années 70. Si le *Théâtre des cuisines* aborde la question du droit reproductif (Nous aurons les enfants que nous voulons!), c'est plutôt le *Théâtre expérimental des femmes de Montréal* qui aborde les violences sexuelle, particulièrement dans la pièce de 1979 *La peur surtout*. Témoignages de viols, prise de parole publique sur les violences faites aux femmes; le théâtre se fait lieu de dénonciation des oppressions vécues au féminin.

Maisons d'édition féministes Remue-ménage :

La maison d'édition Remue-ménage voit le jour en 1975 et permet la diffusion de textes féministes au travers de la province. Sa première publication, en 1976, est un texte de la troupe de théâtre du *Théâtre des cuisines*, « Mômman travaille pas, a trop d'ouvrage! ». Dans les années suivantes, la maison d'édition multiplie les textes, faisant la promotion de productions québécoises féminines (comme par exemple en publiant un recueil des textes de Québécoises Deboutte!) et traduisant des textes féministes provenant de l'extérieur de la province.

3.3. Caractéristiques des collectifs féministes

Les collectifs féministes, bien qu'ils se concentrent sur différents sujets de lutte, possèdent des caractéristiques communes. Outre un objectif commun d'amélioration de la condition de la femme (ceci n'est pas pour dire que ces groupes s'entendent sur la manière de former leurs luttes, sur l'ordre de leurs priorités, ou sur leur analyse des causes des problèmes perçues par rapport à la condition féminine), leurs structures internes sont similaires. Le principe de base des collectifs est la distribution horizontale du pouvoir, c'est-à-dire la structuration **non-hiérarchique** d'un groupe. La non-hiérarchisation est un moyen d'éviter la pyramide des pouvoirs des administrations dites traditionnelles, conçues comme désavantageuses pour les femmes. La structure collective est répandue en Amérique du Nord, distribuée au-travers des réseaux féministes, passant du Canada anglais et des États-Unis et étant ensuite reprise au Québec. Elle s'applique autant au travers du mouvement féministe que dans les autres mouvements sociaux qui marquent l'époque. L'objectif est une démocratisation des procédés décisionnels, avec une distribution du pouvoir égale entre tous les membres du groupe. La non-hiérarchisation est toutefois difficile à appliquer. « [...] le fait demeure qu'il est très difficile de faire fonctionner un organisme sans que certaines personnes assument des rôles de « leadership » », écrit Joanie Vance dans le manuel officiel du mouvement féministe canadien sur la formation des Centres d'aide. « Quand il y a peu ou pas d'argent disponible, il y a des gens qui auront le temps et les ressources monétaires nécessaires pour donner beaucoup de leur temps pour travailler pour le centre, tandis que d'autres [...] devront faire face à d'autres priorités [...] ». Les conflits dans les collectifs sont fréquents. À certains endroits, comme au journal *Têtes de pioche*, des conflits intestinaux (attribués à la structure du groupe, mais également au manque de financement) mènent à l'implosion du journal en 1979. Afin de rendre praticable l'idée de la non-hiérarchisation, plusieurs organismes sectionnent le travail et les responsabilités à l'interne et se dotent de coordonnatrices ou de conseils d'administration. Les décisions importantes doivent toutefois être prises en groupe, par consensus.

« On ne pouvait pas choisir de faire quelque chose à moins que tout le monde soit d'accord. L'unanimité.

A : Toutes les décisions par consensus.

P : L'unanimité. Ça c'est énorme. Donc ça, ça veut dire qu'à cette époque-là, si tu crois

en quelque chose, tu convaincs tes camarades. Il faut que tu t'engages. Tu sais, si t'as un doute, il faut que tu parles, il faut que tu t'engages, il faut que tu discutes [...] »

Entretien avec Pol Pelletier, 2017

Pelletier argumente que, dans le domaine du théâtre, la création à partir d'une structure collective (la « création collective ») est essentielle à l'actualisation de femmes comme créatrices, parce que la dynamique de groupe laisse davantage de droit de parole à l'individu. « Parce que là c'est nous, mais c'est quand même moi », ajoute-t-elle. Elle décrit cette manière de fonctionner comme une « démocratisation de la culture, démocratisation de la pensée [...] ». La volonté de se soustraire à une structure pyramidale fait partie d'une réflexion à plusieurs niveaux : une remise en question du capitalisme et du fonctionnement de l'époque des entreprises, un souci d'améliorer les conditions de travail des femmes, ainsi que la création de lieux où les voix féminines et multiples peuvent s'actualiser. Cette démocratisation de la pensée, pour reprendre les mots de Pelletier, est en demande partout dans le mouvement féministe. Elle prend parfois la forme d'une parole collective : une pratique courante dans l'écriture féministe des années 70 et 80 est la publication de textes signés par un collectif et non un individu (un procédé faisant partie d'une démarche de création collective). *Québécoises Deboutte!* (1972-1974) en est un bon exemple. En effet, les articles de ce journal féministe ne sont jamais signés, sauf sous le nom du collectif. Dans tous les cas, la parole des femmes est conçue dans une perspective égalitaire. Comme le collectif du journal féministe *La Vie en rose* écrit, dans sa première édition : « À la Vie en rose, il n'y aura pas de patrons, pas d'employées. [...] Pas d'autre hiérarchie que celle de l'énergie investie. Pas d'autres raisons d'y travailler que le plaisir de dire personnellement et collectivement notre façon de voir la vie. » (LVR, mars 1980, p.4).

Le désir des groupes féministes de trouver une structure alternative à leurs groupes fait partie d'un ensemble de démarches permettant de donner la parole à un maximum de femmes et de construire des structures à partir de savoirs qui trouvent leur source à même les gens qui composent le mouvement. La pensée féminine doit imprégner toutes les étapes de mise en place et d'actualisation des luttes de ces femmes. Hautement sceptiques sur l'efficacité des structures traditionnelles pour porter les intérêts des femmes, les militantes doivent se réinventer afin de trouver moyen de porter leurs voix et créer un changement dans leurs conditions. De cette façon, les collectifs féministes font écho aux autres groupes du secteur communautaire qui se

multiplient à la même époque et qui sont généralement démocratiques, expérimentaux et qui refusent l'institutionnalisation, mais qui se retrouvent à être instables en raison de ces caractéristiques (Jetté, 2008).

Les groupes féministes sont plus ou moins durables; ils culminent en nombre dans la seconde moitié des années 70, mais la plupart ne sont en fonction que pour une brève période de temps et dès le début des années 80, les structures collectives commencent à se faire plus rares. Sur le long terme, les collectifs ont tendance à s'institutionnaliser, ou du moins à négocier un entente avec des organismes subventionnaires. C'est le cas, par exemple, avec *l'Association nationale des centres contre le viol*, qui doit justifier sa structure non-hiérarchique auprès du gouvernement fédéral afin d'être en position d'obtenir des fonds pour ses activités (j'en discute plus en détail dans le dernier chapitre de ce mémoire). Comme Spector et Kitsuse (1977) l'expliquent dans leur histoire naturelle des mouvements sociaux, les groupes militants, après avoir identifié une condition comme un problème social (comme les militantes féministes le font dans les années 70 à propos des violences sexuelles), doivent par différentes démarches en arriver à être reconnus comme légitimes par des instances officielles afin de faire reconnaître leur enjeu comme un problème social (et pouvoir amasser des fonds pour faire fonctionner leurs organismes) – les groupes doivent donc ou bien réussir à convaincre ces institutions de la pertinence de leur façon de fonctionner, ou bien adapter leur structure en fonction des exigences des institutions.

La **non-mixité** est le second élément commun aux collectifs. La création d'espaces où les femmes œuvraient avec d'autres femmes avait plusieurs fonctions. Pour certaines, les femmes avaient besoin d'espace non-mixte pour s'habituer à s'exprimer et réfléchir par elles-mêmes, comme elles avaient été socialisées pour se référer à l'opinion d'un homme en toutes choses :

« [...] l'idée de mettre juste les femmes ensemble, surtout à cette époque-là (mais c'est encore comme ça), c'est que les femmes ont été et avaient été habituées [...] que la parole d'un homme vaut plus que celle d'une femme. [...] Donc c'était ça l'idée aussi : d'apprendre entre femme à se faire confiance, et de pas avoir besoin [d'un homme].»

Entretien avec Madeleine Lacombe, 2017

Lacombe m'a illustré le point à l'aide d'une anecdote : dans une maison d'hébergement où elle siégeait sur le conseil d'administration, un homme avait été employé pour aider à s'occuper des enfants. Lacombe déplorait le fait que les intervenantes avaient tendance à constamment venir valider leurs démarches auprès de cet employé mâle, au lieu de faire confiance en leur propre jugement. Les analyses féministes au sein du mouvement de l'époque attribuent cette propension à la validation par un homme non comme un manque d'initiative inhérent à la condition féminine, mais plutôt comme un produit de la socialisation différenciée des genres. Effectivement, habituées à ce que leur opinion soit considérée comme moins pertinente ou importante que celle d'un homme, les femmes étaient élevées à douter de leur propre jugement et à s'en remettre à un homme lorsque possible. Les espaces féminins avaient pour fonction de permettre aux femmes de déconstruire cet apprentissage de leur infériorité et d'apprendre à avoir confiance en leur propre jugement et initiatives. C'est également un outil pour montrer que les femmes sont aptes à fonctionner sans protecteurs, une méthode pour affirmer leur indépendance. Pour plusieurs, dans une société dirigée et érigée par des hommes, les espaces pour les femmes semblaient limités et réducteurs : il fallait une place pour que les femmes puissent se réunir, autant que possible en retrait des structures oppressantes du patriarcat.

Le principe de non-mixité est présent dans la grande majorité des groupes féministes, que ce soit au niveau des journaux militants, des initiatives artistiques et littéraires (maisons d'édition, troupes de théâtre), des groupes d'aide et des centres pour femmes. Comme Pol Pelletier l'indique en discutant du Théâtre expérimental des femmes de Montréal, il était important pour ces femmes de créer des espaces où les femmes pouvaient discuter et créer sans encombre, occupant tous les rôles qui leurs étaient habituellement refusés ou où elles étaient discréditées. Au Théâtre expérimental, les femmes étaient productrices et actrices, responsables des scénarios et des mises en scènes, de l'éclairage et du financement et de la publicité du théâtre. Leurs productions, entièrement féminines, avaient pour but de se sortir des archétypes féminins de l'époque et de parler de réalités du vécu de femmes. « Je veux savoir pourquoi les personnages féminins au théâtre sont si plates, humiliants, pourquoi ils sont tout le temps là en train de pleurer au pied de Cid ou je ne sais pas... puis il y en a juste trois sortes : il y a les mères, les amoureuses, puis les bonnes. Les servantes. Il y a des millions de servantes. » (Entretien avec Pol Pelletier, 2017). Pour plusieurs, la non-mixité était un outil afin de créer un projet féminin de grande

envergure : les responsables de marches militantes pour se réapproprier les espaces publics et pour protester contre le viol, « La rue, la nuit, femmes sans peur », expliquent que les espaces féminins sont créés dans une volonté de créer une conscience féminine collective, pour créer une force collective.

La non-mixité n'est pas toujours bien accueillie par le public. Comme le témoigne Lucie Dextras, première instructrice de Wen-do au Québec, elles subissaient de la pression pour ouvrir leurs groupes à la participation masculine.

« ... on était chiées dessus parce qu'on faisait notre affaire entre nous autre. Je leur disais : voyons les gars, vous partez à votre fin de semaine de chasse, vous sortez pour votre fin de semaine de gars, on peut pas avoir notre fin de semaine de filles, c'est quoi le problème? [...] il fallait y aller avec des gants blancs. »

Entretien avec Lucie Dextras, 2017

Les organisatrices et participantes des différentes éditions de la marche militante « La rue, la nuit, femmes sans peur » faisaient également face à des critiques vu leur insistance pour des marches entièrement féminines. En 1981, à Trois-Rivières, des articles d'un journal local déplorent la séparation des sexes pour la marche. Les militantes expliquent elles-mêmes dans un rapport comment la non-mixité de la marche a créé des mécontentements.

Le principe de la non-mixité s'étendait également aux services offerts par les Centres d'aide aux victimes de viol (CAVV), où seules des femmes avaient droit aux services. Les espaces entièrement féminins promettaient d'être entièrement sécuritaires pour les femmes et de leur permettre de se sentir à l'aise, libérées de la crainte omniprésente de se faire agresser par un homme.

Qu'est-ce que vous faites quand un homme téléphone?

Le C.A.V.V. (centre d'aide aux victimes de viol) n'a pas les ressources nécessaires pour prendre en main une victime mâle et nous n'avons pas eu beaucoup de ces appels. S'il n'y a pas d'homme volontaire l'interlocuteur sera référé à une autre association professionnelle appropriée.

Quelquefois l'auditoire veut savoir pourquoi il n'y a pas de centre pour les hommes victimes de viol ou qui ont peur de l'être. Notre réponse est que nous ne travaillons qu'avec les femmes violées et que quand un besoin de ce genre se fera sentir, ils seront alors directement concernés et prendront l'initiative de mettre sur pied un tel service.

Figure 4. Comment créer un centre d'aide aux victimes de viol, 1976, p.94

Dans une même perspective de protection des utilisatrices des services des groupes féministes, les collectifs offrant des services d'aide gardaient leurs lieux de service **confidentiels**. Les maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale adhéraient à ce principe, notamment, pour protéger les femmes des représailles de leur conjoint. « [...] ça nous est arrivés nous autres de monter quasiment des commandos [...] Quand une femme voulait s'en aller, des fois, on arrivait en gang. On allait la chercher. On avait des centres d'hébergement avec des gardiens à la porte. » (Entretien avec Lucie Dextras, 2017). Les risques de violence physique ou de représailles étaient prises avec grand sérieux. Les cours d'auto-défense pour femmes gardaient généralement une adresse confidentielle, également, ainsi que les Centres d'aide aux victimes de viol. Pour ces derniers, l'objectif était triple : éviter l'embarras ou l'humiliation pour les victimes qui fréquentaient ces groupes en évitant d'afficher l'emplacement du Centre; protéger les victimes de leurs agresseurs; protéger les militantes d'être agressées elles-mêmes. Comme Madeleine Lacombe en témoigne dans l'entretien que j'ai fait avec elle, les militantes recevaient parfois des appels menaçants et des menaces de violence physique et sexuelle en raison du travail qu'elles effectuaient.

« ...pendant que je travaillais au CALACS que j'ai sentis qu'un homme me suivait en char, puis là j'ai fait des détours et le gars me suivait en char et là - je viens plus en crise que - peur. Puis je me rappelle j'étais débarquée du char, parce qu'il s'était arrêté en arrière. Puis là j'ai dit : « J'ai l'impression que tu me suis. » « Non, non, je ne te suis pas » (imite avec une voix traînante l'homme). Ben tabarnak ça fait un bout - je m'excuse, ça vire -

A : C'est correct (rire)!

M : Il me dit : « Je m'en vais là. » « Okay, tu t'en vas là, débarque du char! Envoye! Vas-y, vas-y! » (avec force). Pis là le gars il se dit - en tout cas, il s'est écrasé. Mais tout ça pour dire qu'il y avait beaucoup de crainte à l'époque par rapport à ça. Des Centres nous avaient dit que c'était mieux que notre adresse ne soit pas connue. »

Entretien avec Madeleine Lacombe, 2017

Dans un document de formation pour les bénévoles des Centres, il est expliqué que tout doit être gardé confidentiel. Les informations privées sur la victime de violences sexuelles doivent être précieusement confinées aux murs de l'organisme : les cas ne doivent pas être discutés à l'extérieur. L'emplacement du Centre doit également rester confidentiel.

Où est votre bureau?

Son emplacement est confidentiel, Notre réponse officielle (en partie basée sur la vérité) est que le bureau est trop petit pour en faire un centre d'opérations ouvert. Insistez sur le fait que le contact personnel se fait à l'extérieur -- rencontre avec la victime à son domicile ou en tout autre endroit convenu. Une autre raison concerne la sécurité des travailleuses (nous ne voulons pas être harcelées) et j'aimerais ajouter que notre groupe n'en est pas un seulement de femmes mais parmi le quel vous vous sentez bien.

Figure 5. Comment créer un centre d'aide aux victimes de viol, 1976, p.95

En 1980, la politique de confidentialité de l'Association nationale des centres contre le viol, qui fait partie de ses principes de base, indique que les membres de l'Association sont dans l'obligation de garder leurs services confidentiels et de supporter cette mesure dans les autres Centres, même si cela amène certains d'entre eux à négliger les législations en place. D'ailleurs, la question de la confidentialité est importante dans le rapport que les Centres se retrouvent à entretenir avec les gouvernements provinciaux et fédéral, chacun une source de revenue potentiel pour les organismes communautaires : les militantes des Centres sont généralement très réticentes à l'idée de divulguer des informations privées sur des utilisatrices de leurs services aux gouvernements, malgré la pression exercée par le gouvernement en tant qu'organisme subventionnaire. Les Centres font des compromis avec ce dernier, comme par exemple de donner les statistiques des Centres en commun, tout en refusant de donner de l'information sur les cas individuels. Comme il est écrit dans la constitution de *l'Association nationale des centres*

contre le viol : « Member centres shall abide by the following code of ethics and principles : a) to maintain confidentiality of services [...] ».

Ceci nous amène sur le sujet de **l'autonomie** des groupes féministes, un principe initialement très fort dans le mouvement, avant une institutionnalisation plus prononcée des groupes de services d'aide au cours des années 80.

« L'autonomie, cela signifie que nous travaillons d'abord pour nous-mêmes, à partir de notre réalité, sans avoir à justifier nos intérêts, nos priorités, nos choix. Liberté d'esprit. Nous ignorons le spectre des intérêts supérieurs, nous n'avons pas à nous taire pour rester dans le parti ou pour garder notre emploi. Liberté de parole. Nous n'avons pas à attendre après le référendum, après les élections, après les négociations ou après la révolution pour faire ce que nous voulons. Liberté d'action. »

LVR, mars 1981, p.3

La question de l'autonomie des groupes féministes est conflictuelle, comme elle se situe à l'intersection entre leurs objectifs spécifiques et leur capacité à se maintenir à long terme. Effectivement, afin de trouver des fonds afin d'assurer le fonctionnement des groupes⁹, les groupes féministes doivent parfois se plier aux exigences des institutions qui les subventionnent. Le risque de se faire « institutionnaliser » est une crainte importante des groupes de femmes, qui luttent contre les structures établies. Les femmes ne veulent pas voir leur travail se faire assimiler et rejoindre les institutions traditionnelles, qui sont jugées problématiques dans leur façon de traiter les sujets qui sont relatifs à la condition féminine. Dans les Centres d'aide, la question est posée également au niveau de leurs services auprès des victimes de violences sexuelles : si le système judiciaire, le système médical et les législations sont des institutions traditionnelles problématiques, doit-on toujours référer les usagères de nos services à ces endroits? Ou bien ne serait-il pas plus pertinent de former un système alternatif et éviter complètement le contact avec ces institutions?

⁹ Même les groupes qui fonctionnent le plus avec des militantes bénévoles ne peuvent pas constituer l'ensemble de leurs activités sans un financement. En effet, il faut payer les ressources matérielles, les locaux, les déplacements; la question du financement est critique pour le fonctionnement des groupes.

Pour d'autres groupes, l'utilisation des fonds gouvernementaux va de soi. C'est le cas de certains Centres d'aide, comme celui de Sherbrooke, qui expliquent que le problème contre lequel ils luttent (dans ce cas-ci, le viol) concerne la société en entier et, suivant cela, *doit être pris en charge par la société en entier*. C'est pourquoi ce Centre exigeait du gouvernement de puiser dans l'argent des impôts afin de financer le Centre et ses employées. Le financement des Centres devait se faire en continuité la lutte contre la naturalisation du travail gratuit des femmes. Il fallait valoriser le travail effectué par les militantes des Centres en les rémunérant à leur juste valeur. Ici se dessine donc un débat qui reste présent tout le long des années 70 et des années 80 sur le fonctionnement des Centres : accepter du financement permet de fonctionner à long terme et de prodiguer des services durables, mais demande aussi de se plier à des exigences des groupes subventionnaires et réduit ainsi la portée des projets révolutionnaires des groupes féministes.

En bref, les collectifs féministes sont pour les femmes du mouvement des structures utiles pour organiser leurs activités de revendication. Elles leur permettent de délimiter leurs luttes, de se créer des objectifs et une identité propre, tout en se situant dans un projet commun au nom des femmes. C'est au-travers de ces structures que les militantes arrivent à créer un langage et des concepts ancrés directement dans l'expérience féminine; c'est également à l'aide des collectifs qu'elles peuvent organiser leurs revendications et se coordonner entre groupes. En travaillant entre femmes, dans des lieux sécuritaires et égalitaires, les militantes arrivent à se poser différentes questions sur leur condition de femme : Qui sommes-nous? Quelles pressions s'exercent-elles sur nous? Que voulons-nous? Comment atteindre ces objectifs? La structure de collectif en soi est aussi une tentative de rébellion contre les structures en place, comme elle permet de tenter de penser la prise de conscience et d'action collective en dehors des institutions traditionnelles, masculines. C'est dans ce cadre que les militantes féministes ciblent les oppressions qui s'exercent sur elles et qu'elles tentent de penser la féminité et les rapports entre les femmes et les hommes, soit les dynamiques de genre, dans de nouveaux angles.

Les collectifs restent par contre le terrain de diverses tensions pour les militantes féministes. La structure non-hiérarchique de ces derniers est difficile à maintenir et crée des conflits à l'interne. Les conflits s'inscrivent également dans les différences idéologiques à l'intérieur et entre les collectifs et dans le contexte socio-culturel de leur époque (par exemple, des difficultés à

travailler entre francophones et anglophones émergent en lien avec la question nationale). Surtout, les collectifs doivent marcher une ligne mince afin de légitimer leurs démarches de revendications et les discours qui y sont associés : effectivement, les militantes doivent faire la balance entre 1) garder aussi intact que possible de leurs messages et structures et 2) faire des compromis afin d’être reconnues par les institutions de pouvoir, comme le gouvernement, qui sont en mesure d’appliquer des changements structurels (comme par exemple au niveau des lois) et de financer les entreprises féministes. Toutes ces sources de tension doivent être gérées, dans le cas de la lutte contre les violences sexuelles, en même temps d’effectuer un travail émotionnellement difficile auprès de victimes et ce, avec des ressources limitées.

La prochaine section de ce travail porte sur les discours que divers groupes féministes ont construits autour des violences sexuelles. En discutant les notions mobilisées par les collectifs féministes pour comprendre et dénoncer ce type de violences, je tente de souligner la façon dont ces groupes ont présenté les violences sexuelles comme un enjeu concernant la société en *entier* et méritant une réponse non seulement individuelle, mais également institutionnelle. J’explique également comment cette conceptualisation s’inscrit dans une redéfinition de certains rapports de genre. Je reviendrai sur les tensions internes et externes du mouvement, ainsi que, concrètement, sur leurs activités de revendications, dans les deux derniers chapitres de ce mémoire.

Définir les violences sexuelles

4.1. Un discours ancré dans l'expérience féminine

En se regroupant en collectifs, les militantes féministes québécoises se positionnent en fonction de divers enjeux, que ce soit pour le droit à l'avortement, pour des conditions égalitaires au travail, ou contre les violences sexuelles commises contre les femmes. Dans cette section, j'explique la façon dont les militantes se positionnent par rapport à ce dernier objet et quel genre de discours elles construisent à son égard. Avant de parler directement de violences sexuelles, je crois qu'il est toutefois important de situer les écrits féministes dans leur contexte. Pour ce faire, commençons avec une image :

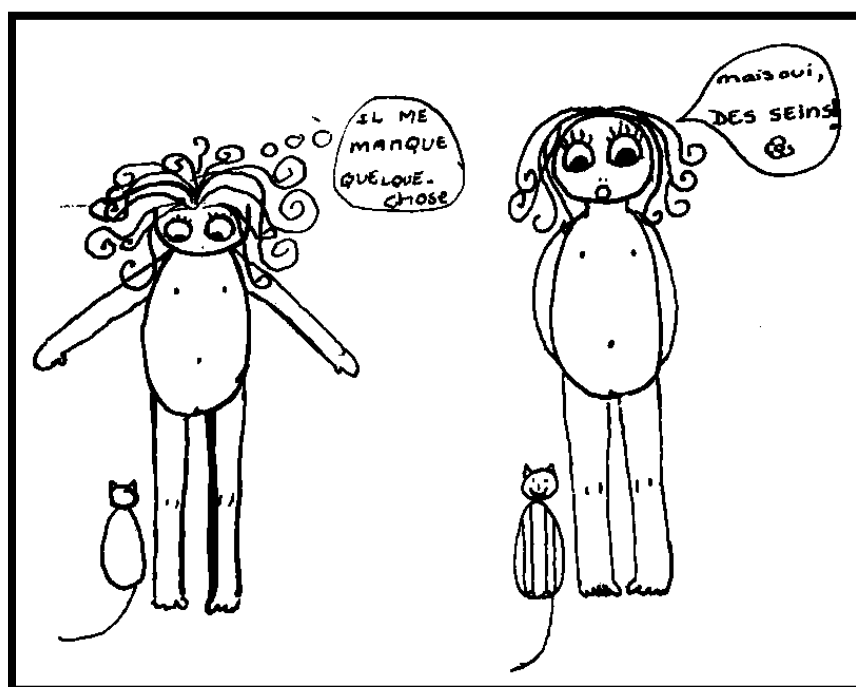


Figure 6. Artiste inconnue. TDP, mai 1976, p.6.

À gauche, une petite fille. Elle regarde son corps et, troublée, sent qu'il n'est pas complet. La première idée qui vient à l'esprit, en observant l'image, est que la petite fille, en regardant son entre-jambe, cherche un pénis. L'idée ne serait pas saugrenue, si l'on se rapporte à la psychanalyse traditionnelle et à son attachement à la figure du phallus. Seconde image. La petite fille soulève le regard à la hauteur de sa poitrine. Elle a trouvé la réponse à sa question : ses seins ne sont pas encore développés. Surprise pour le lecteur de la courte bande-dessinée,

produite par le décalage entre l'attente et la résultante. En deux images, la dessinatrice critique l'androcentrisme et cadre son histoire sur le corps féminin.

Les écrits et images féministes produits dans les années 70 multiplient les exemples de ce genre, où les savoirs officiels, produits d'institutions masculines, sont remis en question. La demande est à la construction d'un savoir alternatif, qui serait le produit de savoirs *féminins*, provenant directement des expériences des femmes. C'est en mettant des mots sur leurs vécus que les militantes féministes se situent et remettent en question les stéréotypes féminins : les expériences des femmes sont riches et variées et c'est dans cette complexité que se trouve la clé de la construction d'un savoir féminin.

Les groupes de conscientisation de la fin des années 60 et du début des années 70 sont cruciaux en la matière, permettant à des groupes de femmes de partager leurs vécus et d'en trouver les concordances et dissonances. Ce sont le point de départ de la réflexion féministe, car ils permettent de « briser l'isolement ». Un sentiment d'aliénation est produit par un décalage entre les discours officiels, masculinisés, et la réalité des femmes; c'est en se regroupant et en remettant en question leur socialisation que certaines femmes éclatent leurs conceptualisations du monde et d'elles-mêmes.

Dans un bulletin de l'*Association nationale des centres contre le viol*, en 1981, une militante définit le féminisme ainsi :

« [...] Si pour nous, le féminisme représente plus qu'une étiquette à la mode, si nous le concevons comme une philosophie, comme une méthodologie, une façon plus complexe de réfléchir sur les conditions de la vie humaine et donc d'intervenir d'une manière plus conséquente sur ces conditions, alors il nous faut posséder un savoir du nous-mêmes qui ne peut se développer que par un intérêt passionné pour toute l'expérience des femmes et réinterpréter le savoir en fonction de cette expérience. [...] ».

Bulletin de l'Association nationale, p.4, mai 1981

C'est dans un partage collectif de leurs vécus de femmes que les militantes des années 70-80 font état des violences sexuelles qu'elles vivent (ou dont elles se sentent à risque de vivre). Ainsi, elles tentent de donner voix à des réalités féminines jusque-là absentes (ou circonscrites à un discours restreint et masculinisé) des discours officiels. De cette manière, la lutte contre les

violences sexuelles fait partie d'une tentative plus large de donner une place à l'expérience féminine dans la sphère publique. C'est une prise de pouvoir pour ces femmes que d'être en mesure de nommer leurs expériences : encore plus lorsque ces dénonciations sont entendues, retenues et assimilées à la conscience collective.

L'écriture des textes des militantes féministes est teintée de leur vécu de violences, faisant habituellement état de rage, peine, révolte ou indignation. Je tenterai de rendre compte de ce caractère engagé des luttes féministes en multipliant les exemples issus de leurs productions textuelles et visuelles dans les prochaines sections.

4.2. La misère sexuelle au Québec : les violences sexuelles selon *Québécoises Deboutte!*

L'une des premières conceptualisation des violences sexuelles par un collectif féministe provient du journal féministe *Québécoises Deboutte!*. Le journal discute de la sexualité des femmes et fait mention de l'existence des violences sexuelles à plusieurs reprises en 1972, mais n'en fait une critique plus complète que l'année suivante, dans les derniers numéros que QD publiera avant de cesser toutes productions.

Les femmes du collectif de QD pensent que les Québécois-e-s sont victimes d'une grande **misère sexuelle**, elle-même le produit d'un catholicisme envahissant et tyrannique. Empruntant leur conceptualisation à la psychanalyse, les membres de QD expliquent que le peuple québécois vit une sexualité refoulée malade, d'où découlent la prostitution, la pornographie et le viol :

« Un refoulement sexuel constant ne peut que se transformer en fantasmes sexuels malades. [...] Ces formes de **sexualité 'déviées', c'est-à-dire la prostitution, le viol et la pornographie**, constituent les soupapes de sécurité pour **le système de répression sexuelle** existant à l'heure actuelle. C'est en effet 'grâce' à ces formes de sexualité que les individus peuvent se 'défouler' et aussi se décharger de leurs fantasmes les plus violents ou sadiques. **Sans elles, les contraintes morales que nous fait subir la classe dominante seraient tout à fait insupportables et les contradictions apparaîtraient sous leur vrai jour.** »

La répression sexuelle : ça sert à qui?. QD, mars 1973, p.8 (je mets en gras)

La « sexualité déviée » des hommes est vue comme un outil de contrôle des classes dominantes. Les femmes font partie de la classe des dominé-e-s (la classe des travailleur-e-s), et donc des exploité-e-s. Combinant des notions marxistes et féministes, QD indique que le Québec est victime d'une structure patriarcale capitaliste, où les femmes sont exclues de la vie économique, politique, militaire et judiciaire de la province – et donc de leur rôle de citoyennes. Les Québécoises sont vues comme les « esclaves domestiques » de la province, parce que le capitalisme *avait besoin de leur travail gratuit* pour entretenir ses « esclaves salariés », les hommes de la classe dominée.

QD développe sur ce discours, indiquant que le système de répression sexuelle a été créé et est maintenu en grande partie par les autorités catholiques de la province. Ces dernières, en enseignant la sexualité dans les écoles en faisant la promotion d'une sexualité entièrement axée sur la reproduction – une idée renforcée par la pratique de la confession (la sexualité comme un grave péché) – produisent un discours où le sexe est mauvais, épouvantable. Il ne doit être produit que d'une manière purement utilitaire.

D'après le collectif, l'Église catholique est en alliance avec le reste de la classe dirigeante dans l'imposition de cette répression sexuelle. Le collectif croit que la classe dirigeante impose, grâce à son accès aux moyens matériels nécessaires pour répandre son idéologie (école, culture, radio, journaux, télévision, etc.), une moralité construite en fonction de ses besoins. Il n'y a pas de moralité naturelle, argumente QD, mais plutôt une moralité apprise dès la naissance par les règles et lois qui régissent notre environnement. Dans un article de 1973, intitulé « Sexe et politique : la répression sexuelle, ça sert à qui? », le collectif dit qu'au Québec, ce sont les intérêts des capitalistes anglo-canadiens et américains, soutenus par les capitalistes canadiens-français et l'Église, qui dominent. Les travailleurs sont victimes de cette moralité, laquelle fait la promotion de la famille nucléaire et des rôles de genre traditionnels, qui servent les intérêts du capitalisme.

Ainsi, la libération des femmes, de leurs corps et de leur force de travail doit passer par un renversement du système patriarcal et capitaliste. L'éradication des violences sexuelles est implicitement reliée à ce projet révolutionnaire : effectivement, pour QD, c'est la répression sauvage des Québécois par la classe dominante (patronat, clergé...) qui les amène à se tourner vers les prostituées, la pornographie et le viol. À leur tour, ces « sexualités déviées »

maintiennent les esclaves domestiques (les femmes) en place. « [...] la crainte du viol et par extension, la peur tout court, maintient la moitié du monde opprimé dans la passivité et la soumission » (QD, juillet 1973, p.29).

Cette idée de révolution est intrinsèquement liée avec l'époque dans laquelle elle est développée. Effectivement, QD développe ses discours à la fin de la Révolution tranquille, période d'effritement entre l'institution religieuse et les Québécois-e-s. QD développe une conceptualisation principalement marxiste des violences sexuelles : elles sont la résultantes d'une oppression systématique de la classe dirigeante sur la population. Ceci fait écho au mécontentement ambiant qui mènera, au début des années 80, au premier référendum pour la séparation de la province avec le reste du pays. Ainsi, les militantes de QD rejettent la classe dirigeante – l'église faisant figure de l'un des pires tyrans, responsable de la misère des femmes par son contrôle absolu de la place de la femme dans la société, de sa sexualité et de sa capacité reproductive – et demandent une refonte sociale, commençant dans la façon dont les relations entre les hommes et les femmes sont construites. Lorsque j'ai demandé aux militantes avec qui j'ai fait des entretiens leur avis sur la raison de la résurgence du mouvement féministe dans les années 70, ces dernières m'ont immédiatement affirmé qu'il s'agissait de la perte de contrôle de l'église catholique sur la vie des femmes qui leur a donné la liberté de finalement s'exprimer et se regrouper. Le collectif de QD est du même avis. Ce raisonnement n'est pas dénué de sens.

Avant les années 60, le rôle des Québécoises était largement attribué au foyer et au maintien de la cellule familiale traditionnelle. Leurs droits varient en fonction des périodes, mais restent très limités à partir de l'adoption du code civil, en 1866, où l'incapacité juridique des femmes est instaurée : les femmes ne peuvent pas être gardiennes de leurs enfants, se défendre ou intenter une action devant la loi, recevoir un héritage, profiter du produit de leur propre travail, voter ou se présenter aux élections (Brodeur et al., 1982). Leur accès au divorce reste extrêmement restreint jusqu'à la fin des années 60. Leur capacité reproductive est étroitement surveillée : leur sexualité ne doit être employée que pour maintenir les structures familiales. D'ailleurs, la loi reflète cette idée, avec l'interdiction de la diffusion de renseignements sur la régulation des naissances et l'interdiction de vente de produits contraceptifs, mise en place en 1892 (Brodeur et al., 1982). Écartées de la vie civile, les femmes évoluent principalement au niveau du foyer, où leur travail, non-rémunéré, est conçu comme une extension naturelle de la nature féminine.

Comme Brodeur et al. (1982) le disent, « La femme-mère et le ‘cœur’, ‘l’âme’ de la famille : c’est avec ses maternités qui assure ‘la revanche des berceaux’, elle est la gardienne de la langue, de la race, de la foi. » (p.12). L’église est un acteur important dans le maintien de ces idéaux et structures. La rancœur des militantes envers cet oppresseur est palpable dans les textes de QD.

Pour le collectif de QD, la soumission des femmes est entretenue par le système de répression sexuelle à l’aide de deux stratégies : 1) une naturalisation de la féminité traditionnelle et 2) un discours moralisateur sur la sexualité. Ainsi, QD proteste contre une image de la femme comme un être dévoué, pur, modeste, réservé et généreux, naturellement attiré au foyer et aux besoins de l’homme : la femme comme supposément fondamentalement différente de l’homme. Le collectif se positionne également contre l’idée qu’une femme respectable doit préserver sa virginité jusqu’au mariage et être ensuite fidèle à son mari, des exigences, il est souligné, qui ne sont pas imposées aux hommes. « [Les femmes] doivent apprendre à freiner leurs émotions sensuelles pour conserver leur virginité qui inspire le respect et la noblesse. Elles doivent protéger leur modestie féminine qui est l’arme la plus forte contre la sensualité », écrit le docteur Gendron, sexologue réputé de l’époque, dans un ouvrage dont QD fait une critique virulente. La femme est belle, fragile, délicate, faible; la force physique est du domaine du masculin. C’est lui qui est responsable de la protection de la femme, et cette dernière doit sacrifier son indépendance pour avoir accès à cette protection. Ce sont contre ces images que le collectif se positionne : les militantes de QD voient ainsi la féminité comme un concept qui n’est ni naturel, ni figé, mais plutôt comme un produit de normes sociales qu’il est nécessaire de remettre en question. Elles indiquent que la sexualité féminine hétéronormative est un modèle problématique, comme il impose aux femmes une position de vulnérabilité et de dépendance face aux hommes.

Lerner (1981) pose cette question : d’où vient l’image de la femme idéale? Si l’on suit l’idée que la féminité est un produit construit, il est utile de se demander d’où provient cette construction, ainsi que son utilité. Une conceptualisation de la femme comme opposée de l’homme crée inévitablement un fossé entre les deux sexes. L’un devient différent, inconnu à l’autre. Au-delà de cela, les caractéristiques mêmes attribués à la « femme idéale » – la femme chaste, douce, obéissante, etc. – ont des implications troublantes. D’emblée, la femme est mise en position de dépendance et de servitude par rapport à l’homme, comme elle est supposément

incapable de se défendre (faible et délicate) et doit « naturellement » prendre soin d'autrui (dévouée et généreuse). Sa valeur est liée directement au fait qu'elle remplisse ces fonctions, ainsi qu'à son apparence physique (belle) et à l'absence de tout désir sexuel de sa part (chaste). Ainsi, la femme idéale est une femme qui vit non pour elle-même, mais pour l'autre : son apparence et son travail doivent être canalisés par rapport aux besoins des autres, et même sa sexualité doit être décentrée de ses propres désirs (dont l'existence est niée ou rendue malsaine) et mise au service de la famille. À qui profite cette vision de la féminité? Certainement pas à celles-là qui la performant, comme leurs propres besoins sont largement oubliés au profit du reste de la communauté. Ainsi, en performant leur genre de la façon qui est dictée par les normes traditionnelles, les femmes contribuent au maintien d'un système centré sur l'objet de leurs attentions : le monde masculin.

La valorisation des attributs masculins et de leurs sphères d'activité n'est pas une coïncidence dans cette équation. Comme Kent (2012) écrit, le genre est toujours inscrit dans des luttes de pouvoir : il permet de justifier et de maintenir des « power differentials » dans une société et une période donnée. La performance de la « femme idéale » est limitative, comme elle coupe la femme des sphères de pouvoir masculines et la garde dans une position de soumission. En demandant une redéfinition du féminin et du rapport entre les genres, les militantes de QD entrent dans une lutte pour rebalancer les pouvoirs entre les hommes et les femmes : elles veulent donner aux femmes de nouvelles possibilités d'être, au-delà du rôle qui leur est traditionnellement attribué, et leur donner accès à des sphères traditionnellement masculines, et donc socialement valorisées. Elles veulent également redonner aux femmes une certaine agentivité en les rendant indépendantes des volontés masculines concernant l'utilisation de leurs corps : ceci se manifeste dans le fait que les militantes féministes affirment que la femme doit être en mesure d'avoir le contrôle sur sa propre sexualité et sur sa capacité de reproduction.

QD souligne que les femmes n'ont qu'un contrôle limité sur leur sexualité et sur leurs choix reproductifs. Ce contrôle est limité par l'accès à certains services et produits (avortement, contraception, ligature des trompes, etc.) et par l'information diffusée par les institutions scolaires et publicitaires à ces sujets :

« [...] Pourquoi l'avortement sur demande est-il interdit? Pourquoi est-il si difficile d'obtenir une ligature des trompes? Pourquoi n'y a-t-il pas de garderies gratuites partout

au Québec? Pourquoi n'y a-t-il aucune éducation sexuelle dans les écoles? Pourquoi est-ce que le gouvernement ne diffuse pas d'information sur la contraception, mais permet la vente à des milliers d'exemplaires de journaux [...] et toutes sortes de revues pornographiques? **Pourquoi le viol et la prostitution sont-ils considérés comme naturels? »**

«Sexe» et «politique». QD, Décembre 1972, p.18-19 (je mets en gras)

Ainsi, là aussi, QD tente de dénaturiser le féminin en lui proposant des explications sociales et politiques. Le collectif indique que le rapport de la femme à sa sexualité est construit par diverses institutions, dont le clergé, et que les violences sexuelles découlent d'un discours institutionnel gardant *volontairement* les femmes en position de soumission. Ainsi, le rôle de la femme comme il est construit dans l'image de la « femme idéale » est reflété dans les structures institutionnelles de la province : la sexualité féminine est restreinte et contrôlée autant au niveau culturel qu'au niveau structurel.

En dénonçant ceci, QD jette les premières bases d'une explication sociale des violences sexuelles pour le mouvement féministe québécois. Pour ce faire, le collectif se pose principalement sur des principes marxistes d'inégalités de classes. L'ennemi ici n'est pas l'homme à strictement parler : c'est plutôt le capitalisme et, par extension, les classes bourgeoises dans la défense de leur pouvoir qui sont à blâmer pour les misères des Québécois-e-s et pour la dépossession des femmes de leurs sexualité et capacité de reproduction. Les premières victimes sont les femmes, comme elles vivent une sexualité de servitude et comme elles sont victimes des violences sexuelles perpétrées par les hommes. Par contre, certains hommes, ceux qui sont soumis aux classes dirigeantes, sont également perçus comme des victimes : ces derniers ne sont pas entièrement à blâmer pour leurs actions, comme ils n'ont d'autre choix que de vivre leur sexualité dans la violence et la frustration en raison des pressions externes qui s'exercent sur eux.

QD n'offre pas de détails sur ce que le collectif entend par « viol », mais déjà il étend les violences sexuelles commises contre les femmes à non seulement cet acte, mais également à la prostitution et à la pornographie, tous deux considérés comme des produits du système de répression sexuelle imposé par la classe dirigeante. Le collectif, en incluant la prostitution et la

pornographie dans le bassin des violences sexuelles, les situe comme des conditions immorales, indésirables et intolérables. Pour lutter contre ces violences, QD indique le besoin de redonner aux femmes le contrôle de leurs corps et sexualité : la solution aux violences sexuelles passerait entre autres par une resocialisation, en remettant en cause la place inhérente de la femme dans le foyer et ses attributs traditionnels (douceur, dévotion, modestie, etc.) et par des changements structurels permettant aux femmes d'avoir davantage de choix dans leur manière de disposer de leurs corps et d'exercer leur sexualité que les violences sexuelles.

Puisant dans des concepts développés initialement pour comprendre les oppressions de classe et non les oppressions de genre, le discours marxiste de QD reste une conceptualisation minoritaire des violences sexuelles dans le mouvement féministe québécois : les militantes qui suivent préfèrent des explications se centrant sur le genre pour comprendre ces violences. Présent dans la première moitié des années 70 et parfois mentionné dans les années suivantes, ce discours s'estompe pour laisser la place, durant la seconde moitié des années 70 et le début des années 80, au discours féministe radical.

4.3. Au nom de l'oppression de « toutes » les femmes par « tous » les hommes

4.3.1. L'ennemi principal : le patriarcat

Durant la seconde moitié des années 70, les explications relatives à la cause des violences sexuelles s'éloignent des concepts marxistes alors que se solidifie le courant de pensée féministe radical, qui attribue les causes de l'oppression des femmes davantage au patriarcat qu'à un rapport de classes.

C'est durant cette période que Susan Brownmiller écrit son très influent livre *Against Our Wills : Men, Women and Rape* (1975), où elle suggère que le viol serait une arme de terreur utilisée par les hommes afin de maintenir toutes les femmes dans une position d'asservissement. Dans cette perspective, le viol, la menace du viol et la terreur induite par ces dernières sont le produit de structures patriarcales (structures où le pouvoir est concentré dans les mains des hommes) et ces violences se situeraient au centre de l'oppression féminine.

Les réflexions de Brownmiller sont reprises et adaptées par les militantes féministes québécoises. « [...] on se rend compte, un jour, que le viol, c'est juste une question de degré! Juste un maillon de plus parmi toutes les violences faites aux femmes! Il était une fois... le petit chaperon rouge... vous connaissez? », écrit Madeleine Lacombe dans un article publié en 1979 dans le journal féministe *Des luttes et des rires de femmes*. Elle rajoute, quelques paragraphes plus loin : « Le viol : c'est l'acte de violence et de domination par lequel tous les hommes maintiennent les toutes les femmes en état de peur. », citant directement le travail de Brownmiller.

Ainsi, d'après les collectifs féministes, les violences sexuelles auraient des causes sociales profondes. Certains groupes, comme le MCVI de Montréal, gardent tout de même des traces d'une explication en partie basée sur les inégalités de classe :

« [...] toutes les femmes sont violées quotidiennement de mille et une façons. [...] Le viol est un acte de violence, de domination et de haine. C'est une prise de possession, une intrusion et une atteinte à la liberté. Le viol n'est pas un acte sexuel, bien qu'il en prenne la forme. Par la menace, nous les femmes apprenons toutes que nous avons une place et un rôle déterminés par la société patriarcale et capitaliste. Le viol est un révélateur du rapport de force inégalitaire des sexes et des classes. Le viol est donc quotidien. Partout, les femmes se font rappeler qu'elles sont la propriété des hommes. Le viol, c'est un « reste à ta place » qui maintient et révèle l'état de dépendance, de soumission, de peur et d'impuissance des femmes. »

MCVI, 1981. Texte présenté à l'Association nationale des centres contre le viol.

Pour la plupart des groupes, dont le MCVI, le patriarcat reste toutefois la première cause de l'oppression des femmes et des violences qu'elles subissent. Ce sont les « modèles de rapport de domination et d'intrusion mâle dans la vie de la femme » qui causent les violences sexuelles. Ces violences sont vécues comme une menace omniprésente, enracinée dans la culture québécoise. Comme l'écrivent deux militantes dans le journal *La Presse* en 1982 : « Nous croyons que la majorité des femmes sont (ou ont été) des victimes d'une forme ou l'autre de violence de la part des hommes, parce que la culture elle-même fait violence aux femmes ». Les

violences sexuelles font partie d'un système : elles sont un rouage dans le système de domination des femmes par les hommes.

4.3.2. Les violences sexuelles comme un problème de socialisation des genres

Le *Conseil du statut de la femme*, un organisme féministe fonctionnant sous le chapeau du gouvernement provincial, mais prenant de façon prioritaire une position d'allié avec les groupes féministes indépendants, produit en 1978 un rapport à l'adresse de ce dernier intitulé *Pour les Québécoises : égalité et indépendance*. Le rapport, en raison du statut particulier du Conseil, est l'un des premiers documents officiels québécois décrivant une approche féministe à la question des violences sexuelles. Le Conseil attribue les violences faites contre les femmes à la **socialisation des genres**. Ainsi, les institutions seraient responsables du maintien des femmes dans un état de dépendance et de vulnérabilité. Considéré comme la forme la plus « odieuse » et « inacceptable » des violences contre les femmes, le viol serait un phénomène intolérable, mais difficile à enrayer, en raison des mythes existant à son égard et en raison de la construction historique de cette forme de violence. Le Conseil dénonce les explications individuelles du viol, comme l'idée qu'un violeur est simplement une personne déséquilibrée; il dénonce l'idée que les viols se produisent dans des circonstances exceptionnelles; finalement, il proteste le mythe que les victimes font preuve de malhonnêteté lorsqu'elles dénoncent leur vécu de violences sexuelles.

Le rôle de la socialisation des sexes dans la création de l'oppression féminine est critiqué par les groupes féministes à maintes reprises, sous plusieurs formes. Dans un texte anecdotique publié dans *La Vie en rose* en 1980, Nicole Lacelle souligne l'absurdité du comportement des femmes face aux violences sexuelles mettant en scène un épisode mettant en contraste une petite fille, pas encore figée par sa socialisation quant aux violences sexuelles, et sa mère :

Elle criait tellement fort qu'elle m'a réveillée ; à neuf ans je dormais très dur. J'étais seule avec ma mère dans notre petit camp à l'île. Une fille de seize/dix-sept ans était venue passer la semaine chez son oncle, notre troisième voisin, et elle criait comme une perdue en plein milieu de la nuit.

« Maman ?

- C'est rien. Dors. »

Les cris rempiraient, puis des hurlements d'homme que je reconnais - la rivière porte la voix - il m'avait toujours répugné, lui, avec son verre de p'tit blanc pis ses garçons niaiseux qui voulaient pas que je joue aux fers parce que je jouais mieux qu'eux autres. Un cri horrible, sans équivoque. Aucun chamaillage raide mais consenti dans ce cri-là. Pourtant j' en avais déjà entendu d'autres. Je saute de mon lit, je prends la carabine de mon père pis je sors. Ma mère a dû entendre le plac-plac du chargeur et se rendre compte tout d'un coup de ce que je faisais parce qu'elle a rebondi en trois secondes sur la galerie.

« Tes-tu folle? Arrive icitte j'te dis! » Je suis restée une éternité entre les cris de la fille et la voix de ma mère. J'étais sûre de comprendre. Je comprenais tout et je ne comprenais rien.

« Donne moi c'te fusil-là, t'as-tu compris! »

Je ne sais pas encore pourquoi je lui ai remis.

« Qu'essé qu'tu connais là-dedans. Rentre te coucher. »

De quoi elle avait peur? Moi j'avais pas peur. Je savais qu'une petite fille en pyjama avec un gros 12 est invulnérable. De quoi elle avait peur?

Je ne me souviens plus à quoi je pensais cette nuit-là. Je pense que je ne pensais à rien. Je ne me souviens de rien après m'être rendue, sans âme, sans corps, jusqu'à mon lit sauf du lendemain matin. J'étais encore couchée mais je savais que le bateau de Madame Boudreau était arrivé, c'était le seul qu'on connaissait qui avait un moteur Johnson. Le son des Johnson que je n'aimais pas me semblait pire que d'habitude, j'avais mal partout. La voix de ma mère arrivait de dehors.

« J'vous dis, j'sais ben pas ce que j'vas faire avec c't'enfant-là... »

Souvenirs de vacances II, Nicole Lacelle. LVR, juin 1980, p.19 (texte intégral)

Ce texte témoigne d'une réaction apprise aux violences sexuelles, où la femme ne se défend pas physiquement (ou, dans ce cas-ci, ne défend pas physiquement une autre femme) des violences qu'elle subit. Suivant la conceptualisation de McCaughey (1997), cette apprentissage de la non-agression de la part des femmes se situerait dans ce qu'elle nomme les « normes hétérosexuelles » : d'après un certain idéal de la féminité, les femmes performant leur genre en opposition avec le genre masculin, qui lui est propriétaire du droit à l'utilisation de la violence

physique. Le système est perpétué par l'usage de la violence par les hommes et par la docilité apprise des femmes, assimilée en grandissant. Dans le texte de Nacelle, l'enfant est prête à user de violence extrême pour protéger une femme des violences qu'elle subit, mais sa propre mère l'en empêche, sous le prétexte que ce geste n'est pas *socialement acceptable*. L'idée de la violence féminine est discréditée et l'impuissance féminine est soulignée : la mère rebute sa fille lorsqu'elle tente de transgresser les normes de genre. Une autre idée est exposée par le texte : que les violences que subissent les femmes, au sein de leurs foyers, ne sont pas l'affaire des autres et qu'il ne faut pas s'en mêler. La boucle est bouclée : le silence sur les violences que subissent les femmes est alors maintenu.

La question de la physicalité des femmes est centrale à la compréhension féministe des violences sexuelles. D'après les militantes féministes, les femmes seraient socialisées pour ne pas savoir comment faire face à la rudesse physique, en étant découragées à jouer de façon violente ou à pratiquer des sports de contact. Elles seraient limitées dans leurs mouvements, en étant soumises aux exigences de la mode et des bonnes mœurs, leur demandant de porter des vêtements restrictifs et de bouger de façon élégante et effacée. Dans un article de TDP intitulé *Comment voulez-vous qu'une femme se défende?*, cet élément est adressée : « Si [...] une femme s'habille en femme ou, comme le dit si bien la publicité, de telle façon à paraître « femme », « féminine », « élégante », « attirante », « soignée », « recherchée », « sexée », elle se retrouve automatiquement bâillonnée, liée, comprimée, « pognée », enchaînée [...] » (TDP, 1977). Les auteures de l'article continuent en critiquant cette performance du genre féminin en affirmant que la manière dont les femmes s'habillent en font des proies faciles pour les agresseurs sexuels.

Cette critique se rapproche de celle du collectif de QD qui, quelques années plus tôt, explique que les attributs féminins valorisés la mette en position d'impuissance. Comme McCaughey (1997) l'indique, les femmes, afin d'être socialement acceptées, doivent faire un travail du corps en se présentant d'une certaine manière : les normes culturelles de féminité se glissent alors dans la performance corporelle des femmes. L'une de ces exigences est la non-agression féminine. De ce fait, la femme devient vulnérable aux agressions, comme ses capacités physiques sont effacées de sa conscience et restreintes par sa présentation (ses vêtements). La valorisation de la non-agression des femmes devient donc une façon parmi tant d'autres de contrôler et de soumettre leurs corps aux volontés masculines.

Dans cette perspective féministe radicale des violences sexuelles, en fixant la cause de ces violences comme étant le patriarcat et en déterminant que les perpétrateurs sont, systématiquement, des hommes dont l'intention est de dominer et d'opprimer les femmes, les collectifs féministes de la seconde moitié des années 70 définissent **toutes** les femmes comme pouvant potentiellement être les victimes de ces violences. L'enjeu des violences sexuelles est donc un problème de société, comme il concerne directement la moitié de la population (les femmes). Faisant écho aux premières conceptualisations de *Québécoises Deboutte!*, les militantes féministes radicales proposent que les violences sexuelles doivent être traitées au-travers de la resocialisation des hommes et des femmes.

4.3.3. Portrait des victimes de violences sexuelles

Les femmes, comme l'expliquent les membres du collectif de Viol-Secours en 1980, ne sont ni malades, ni provocantes, ni folles, ni coupables, ni responsables des viols qu'elles subissent. Pour ces militantes, ce serait leur condition spécifique de « femmes » qui les amène à être ciblées et non des caractéristiques physiques ou psychologiques individuelles. Ainsi, les militantes féministes indiquent que les victimes de violences sexuelles peuvent provenir de n'importe quel milieu social et avoir n'importe quel âge. Elles peuvent être mariées à leur agresseur, se prostituer, être des enfants ou de vieilles femmes : leur seul attribut commun, c'est leur genre.



Figure 7. Dans « Souvenir de vacances I », nom de l'artiste indistinct. LVR, juin 1980, p.17

« Je fige au-dessus de ma brosse à dents. Trois tours de vis dans le ventre. La peur qui est toujours là quelque part, en petites miettes éparpillées pour ne pas trop paraître, pour me laisser vivre et respirer convenablement, se rassemble et rebondit d'un coup sec. Les muscles d'acier de ma sœur se raidissent, je le sens. Mais je ne vois que l'écume de ma bouche. Choisies par hasard (parce qu'aperçues seules sur la plage ou sur la route, les cuisses au vent et la tête au soleil?), sans préavis, pour l'invasion masculine. Objets aveugles de mépris.

Chaque fois qu'on se charge de me rappeler ma piètre condition féminine — proie facile, terrain à vendre, chair à piétiner, trou de cul — la douleur et la colère me coulent comme de la lave. »

Souvenir de vacance I, Francine Pelletier. LVR, juin 1980, p.18 (je mets en gras)

« Proie facile », « terrain à vendre », « chair à piétiner », « trou de cul », écrit Pelletier, en référant à ce qu'elle nomme sa « condition féminine », condition qui en fait automatiquement

une cible potentielle pour subir des violences sexuelles. Le texte de Pelletier est également un appel à la révolte : elle exprime sa grande colère face à l'état d'impuissance qui résulte de sa condition féminine. « La douleur et la colère me coulent comme de la lave », dit-elle, indiquant clairement que la situation est intenable. Les militantes décrivent le mépris imposé envers les femmes en raison de leur genre. Certains groupes, comme le MCVI de Montréal, indiquent que les femmes sont toutes victimes, même si elles ne vivent pas directement un épisode de violence :

« [...] c'est pas toi qui est violée, c'est toutes les femmes qui sont violées quand toi tu te fais violer. Parce que c'est toutes les femmes qui sont ciblées. On est toutes sujettes à être agressées, parce qu'on est femmes. [...] c'est pas toi Josette, c'est pas toi Marie, ou Hélène, qui s'est faite agresser. Oui, c'est toi personnellement qui le vit. T'as été victimisée. [Mais toutes les femmes sont victimes.] »

Entretien avec Denise Côté, 2017

Cette conceptualisation des violences sexuelles est utile car elle permet aux militantes d'éloigner la responsabilité de la commission de ces violences des femmes (les femmes ne provoquent pas leurs agresseurs; ce sont ces derniers qui, par mépris et haine du genre féminin, dans une tentative de l'écraser et de la dominer, commettent des violences) et leur permet de faire le pont entre les femmes en donnant aux violences sexuelles une explication sociale. Si *toutes* les femmes sont victimes de ces violences, alors *toutes* les femmes sont concernées et partagent un vécu commun. De plus, les violences sexuelles sont conceptualisées comme un objet de douleur sans comparaison, ainsi que comme la preuve d'un mépris profond de la part des hommes envers elles; c'est dans cette perspective que les groupes militants se mobilisent pour tenter d'éradiquer les violences sexuelles commises contre les femmes.

4.4. Les multiples facettes des violences sexuelles

4.4.1. Une définition large du viol et des agressions sexuelles

Qu'est-ce que les militantes féministes québécoises entendent quand elles parlent de viol? Ou d'agression sexuelle? Comment leur conceptualisation des violences sexuelles se délimite-t-elle? Dans cette section, j'explique comment les militantes féministes québécoises

ont multiplié leurs fronts de lutte en incluant le viol, les agressions sexuelles, puis aussi la pornographie, la prostitution, le harcèlement sexuel et l'inceste dans leurs travaux sur les violences sexuelles.

Durant les années 70, la notion de « viol » reste floue. Les militantes féministes veulent s'éloigner de la définition légale de cet acte, qui est considérée comme trop restrictive (le viol est une offense criminelle qui ne comprend que la pénétration non-consentante par un homme du vagin d'une femme et ce, seulement si cette dernière n'est pas son épouse), mais elles n'indiquent pas une série de gestes spécifiques dans leur propre définition de cette forme de violence. Dans le document *Comment créer un centre d'aide contre le viol* (1976), publié initialement en anglais par un Centre d'aide canadien, puis traduit et acheminé aux Centres d'aide québécois quelque temps après leur mise sur pied, le viol est brièvement expliqué comme étant « un rapport sexuel entre un homme et une femme ». Aucune précision supplémentaire n'est ajoutée avant que le texte ne tourne aux explications sociales de l'existence de ces rapports sexuels.

Dans le *Manuel de formation des bénévoles* (1979), texte également traduit de l'anglais et acheminé par les militantes canadiennes anglophones au Québec, un exercice est proposé aux militantes afin qu'elles puissent discuter ce qu'elles pensent du viol. Est-ce une invasion ou une pénétration? Pourquoi? La fellation et la pénétration anale devraient-ils y figurer? Le manuel laisse la responsabilité de créer leur propre définition aux militantes, en ne donnant que quelques caractéristiques stables au viol : c'est un acte violent physiquement, créant un traumatisme et commis par un homme sur une femme. La notion de pénétration est également toujours centrale à la définition du viol.

La notion de consentement, elle, est rarement abordée. Il va de soi, d'après les militantes, que s'il n'y a pas de consentement de la part de la femme pour une activité sexuelle, alors lui imposer cette activité, c'est faire usage de violence. Comment déterminer que le consentement a été donné, alors? Dans le document *Comment créer un centre d'aide contre le viol*, le non-consentement d'une femme est conçu comme étant verbal (la personne dit non à la relation), et c'est la responsabilité de l'homme de s'assurer du consentement de sa partenaire.

Au début des années 80, l'utilisation du terme « agression sexuelle » devient plus fréquente pour parler de violences sexuelles commises contre les femmes. Souvent interchangeables, les mots « viol » et « agression sexuelle » en viennent à décrire une importante quantité d'actes :

Vous est-il déjà arrivé?

<i>LES FEMMES</i> <i>de vous faire</i>	<i>LES HOMMES</i> <i>de nous</i>
<input type="checkbox"/> menacer de violences sexuelles	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/> harceler pour baiser «juste une fois»	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/> violer dans le lit conjugal	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/> forcer à des gestes sexuels indésirés	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/> courir après sur la rue	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/> humilier dans un rapport sexuel	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/> réveiller par des appels obscènes	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/> regarder comme un morceau de viande	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/> traiter de touffe, torche, frigide, etc.	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/> achaler «pour le fun» dans un bar	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/> siffler ou écoeurer dans la rue	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/> pogner une fesse ou un sein dans le métro	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/> retenir de force dans une auto	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/> épier par la fenêtre un soir	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/> accoster, la braguette ouverte	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/> malmenier chez le gynécologue	<input type="checkbox"/>

Si vous avez coché une ou plusieurs de ces réponses, vous avez
SUBI
IMPOSÉ

une agression sexuelle

Vous savez jusqu'à un certain point ce que ressent une femme violée.
Vous avez été violeur à votre façon.

Comme vous voyez, le viol, ça n'arrive pas qu'aux autres. Vous ne trouvez pas qu'il est temps que ça change?

Figure 8. Pour briser le silence : briser l'isolement, riposter. Dans le bulletin des Centres contre le viol, 1981, p.54

Contrairement aux définitions précédentes, la pénétration n'est pas nécessaire pour qu'un acte soit considéré comme, dans une certaine mesure, un viol (la frontière entre l'agression sexuelle et le viol reste très indéterminée ici). Le contact physique n'est en soi pas un critère. Les militantes du MCVI, dans l'exemple ci-dessus, dénoncent les comportements à caractère sexuel qui humilient, insécurisent et objectifient. Elles dénoncent également les abus de pouvoir et indiquent, en opposition à la loi en place à l'époque, qu'un homme est tout à fait en mesure de violer sa conjointe. En se positionnant dans cet angle, les militantes féministes caractérisent des actes socialement tolérés à l'époque (siffler, « pogner une fesse », insister pour avoir des rapports sexuels) et les qualifient de violents. Elles en font des offenses intolérables, dommageables, contre lesquelles il faut se mobiliser. De cette façon, elles indiquent également

aux victimes de ces actes qu'elles ont raison de se sentir violentées, en employant le mot « viol » pour témoigner de la gravité des offenses qu'elles vivent. C'est ce que Loseke (1992) appellerait « taking a moral stance » : les actes décrits ci-dessus, dénoncés comme étant moralement intolérables par les groupes féministes, doivent être dénoncés par la population générale et être pris en charge par les institutions publiques. Les victimes de ces actes méritent la sympathie du public et doivent être protégées par les structures en place (lois, services publics, etc.).

La conceptualisation des violences sexuelles par les groupes féministes, en passant du « viol » à l'« agression sexuelle », ne se termine pas dans des définitions clairement délimitées. Toute la période des années 70 est une phase de questionnement pour le mouvement féministe. Comme le présente le *Manuel de formation des bénévoles*, les militantes tentent de s'appropriier ces termes et de les rapprocher autant que possible de leurs réalités : par contre, former des définitions de violences sexuelles comprenant l'expérience de *toutes* les femmes est une utopie. Les militantes font de leur mieux, mais elles doivent démêler les ficelles de vécus différents les uns des autres tout en tentant de déconstruire les discours dominants sur la sexualité qui, inévitablement, les affectent. Effectivement, nous sommes confrontés aux limites de notre langage pour décrire nos réalités : les militantes féministes ont dû nommer des réalités jusqu'à ignorées et/ou donner un nouveau sens à des événements, un travail de grande envergure. Leurs efforts ont été de tenter de cerner quels comportements « normaux » elles voulaient être perçus comme « anormaux » et problématiques et ce, en fonction de l'affect de ces comportements sur les femmes. Au final, elles ont créé des catégories aux contours flous, peu définis, mais très larges, afin d'inclure un maximum de comportements jugés comme nocifs envers les femmes. Pour reprendre les catégories de Muehlenhard et al. (1992), elles ont déterminé que le viol et l'agression sexuelle sont 1) une série de comportements allant du regard inapproprié à l'agression physique, dépendant des définitions, 2) où la femme établit qu'il y a eu non-consentement, habituellement en manifestant son désaccord par la parole, 3) affectant toutes les femmes, peu importe leurs caractéristiques physiques et sociales, 4) déterminés par l'expérience féminine.

4.4.2. Les branches de lutte contre les violences sexuelles

En 1986, dans un essai sur le mouvement féministe des années 70, Diane Lamoureux indique que « plus les pratiques [contre le viol] se développent, plus s'élargit la compréhension des facettes multiples du corps comme lieu marqué par l'oppression » (p.109). Effectivement, alors que, au courant de la décennie, le discours sur les violences sexuelles se développe dans le mouvement féministe québécois, la délimitation des violences exercées sur les corps des femmes s'élargit. Les violences sexuelles ne se limitent pas au viol et à l'agression sexuelle, mais comportent également d'autres formes de violences. Par exemple, le Centre d'aide de Hull fait la liste, en 1981, des formes de violences sexuelles qui affectent les femmes. Cette liste inclut « le viol brutal, le viol social, le viol conjugal, l'inceste, le harcèlement sexuel, la brutalité et le mépris des hommes contre les femmes, l'exploitation des corps dans la pornographie et la prostitution, ainsi que le sexisme dans la publicité et les rapports humains. » La violence se produit sous plusieurs formes, formant un complexe d'actes et de situations jugées inacceptables par les militantes féministes.

La **pornographie** est l'un des éléments sur lesquels les militantes féministes québécoises ont le plus travaillé. Elles font une distinction entre l'érotisme et la pornographie; le premier est considéré comme des productions égalitaires, nourrissant l'épanouissement des individus, alors que le second est vu comme une forme d'exploitation et de violence passant par l'appropriation et l'objectification des corps. La pornographie est considérée comme problématique à deux degrés : 1) elle est perçue comme une forme de violence directe sur le corps des femmes qui y participaient et 2) elle est perçue comme un catalyseur des autres types de violences sexuelles contre les femmes, comme le viol. « Les femmes considèrent la pornographie comme le prolongement du pouvoir que les hommes s'arrogent sur elles et le reflet de la violence dont fait usage la société à leur égard », écrivait le CSF en 1978. Pour les militantes, la pornographie véhicule des idées fausses et dommageables de la femme et de sa sexualité, comme par exemple le fait que la jouissance féminine se trouve dans la douleur et dans l'humiliation et que l'homme ne peut vivre sa sexualité qu'en faisant souffrir. « Malédiction qui fait que c'est dans le viol que je suis censée jouir... », écrit une militante en parlant de l'effet de la pornographie. En déshumanisant la femme, en la faisant « autre » parce qu'elle ne vit pas la douleur de la même façon que l'homme, en véhiculant des mythes tels que lorsqu'une femme dit non, elle est en fait

en train de dire oui, la pornographie tue l'empathie que les hommes peuvent ressentir envers les femmes. Ainsi, cette forme de violence alimente les attitudes conduisant aux violences sexuelles.

Les magazines, les cinémas, les films et les affiches pornographiques sont tous considérés comme malsains. Dans une lettre écrite au journal La Tribune par les membres du Centre d'aide de Sherbrooke, l'utilisation du corps des femmes comme objet sexuel est décriée :

« Auriez-vous le cœur à fêter quand votre corps de femme est déformé par la publicité, tel un objet plastique qu'on allonge, qu'on élonge, qu'on colore, décolore, qu'on habille, déshabille, qu'on coupe, qu'on recoupe, qu'on ferme et qu'on referme? Quand ce corps modelé et bafoué est exposé à des milliers d'exemplaires dans les revues, les cinémas publics et les cinémas-maison, les panneaux « réclames », que réclame-t-on? Ce corps sur les écrans de silence et les écrans géants, il est le mien et celui de chaque femme!

Auriez-vous le cœur à fêter quand les gestes de votre corps aimant sont reproduits et contorsionnés pour faire bander sur écran de toutes sortes? »

Les militantes nomment l'exploitation de leurs corps (des corps des femmes) à des fins sexuelles comme une forme de violence contre *toutes* les femmes. Comme pour le viol, la pornographie est considérée comme étant une affaire d'hommes : les militantes affirment que cette forme de « propagande haineuse » n'a aucun intérêt pour les femmes. Elles dépeignent la sexualité féminine comme fondamentalement différente de celle de l'homme; effectivement, pour plusieurs, une sexualité violente ne peut être produite que par des hommes :

« La sexualité des femmes ne s'est jamais manifestée par la haine, la violence et l'agressivité, elles n'ont jamais réclamé de services sexuels monnayables et ne le souhaitent sans doute pas. [...] les intérêts des hommes et des femmes sont totalement divergents dans ce domaine, et tant pis s'il nous force à nous ranger du côté des puritains : c'est notre peau, nos vies qu'il faut sauver. »

C'est pas une histoire d'amour, Chantal Soriol. LVR, , décembre 1981, p.51

Une inquiétude particulière est soulevée par les militantes face à l'utilisation d'enfants et d'adolescents dans les productions pornographiques et, dans certains cas, l'infantilisation des femmes participant aux productions. Par exemple, LVR, en donnant des exemples de types de

scènes pornographiques particulièrement violentes, inclut celui d'une femme déguisée en enfant ou en adolescente. Dans un appel pour boycotter une salle de cinéma triple x à Outremont, une femme anonyme écrit dans le journal que « la pornographie hardcore inclut l'utilisation d'enfants et d'adolescentes. Les propriétaires, consommateurs et tous ceux qui font fructifier les commerçants du corps des femmes et des enfants participent à la dégradation de tous. » (LVR, p.8, juin 1982). Cette image de l'enfant exploité est mobilisatrice. Elle permet de souligner l'importance de la protection des enfants, de mettre en garde contre la pédophilie et de renforcer l'image de la pornographie comme une industrie immorale et dévastatrice, non seulement parce qu'elle produit une objectification des corps féminins, mais également parce qu'elle est un danger pour certaines populations vulnérables.

La **prostitution** est un autre objet qui est considéré comme une forme de violence sexuelle par les militantes féministes. La position du Conseil du statut de la femme, par exemple, est que la prostitution n'est pas un travail, mais plutôt une forme d'exploitation. La plupart des groupes militants des années 70 et du début des années 80 se prononcent dans une perspective abolitionniste contre cette dernière :

« Quand la prostitution va disparaître, quand les hommes et les femmes vont reconnaître que l'humanité est fondée sur la violence sexuelle, puis que ça n'existe plus, parce que la prostitution c'est de la violence, quand on va reconnaître ça, je vais dire : d'accord. La révolution commence. »

Entretien avec Pol Pelletier, 2017

Souvent discutée en même temps que la pornographie, la prostitution n'est toutefois pas au centre des luttes des groupes ciblés dans ce travail. Une branche de militantisme distincte s'est formée dans les années 70 pour faire face à cet enjeu, ne chevauchant qu'occasionnellement le travail fait par les groupes travaillant plus spécifiquement sur les violences sexuelles. J'ai retrouvé, par exemple, des documents provenant de groupes de lutte contre la prostitution des enfants et des adolescent-e-s au Centre d'aide de Sherbrooke : dans ces rapports, la prostitution est considérée en général comme une forme d'exploitation sexuelle. Elle est « un sous-thème de l'exploitation sexuelle des jeunes au même titre que l'utilisation des jeunes dans la pornographie, l'accès à la pornographie pour les jeunes, l'inceste, la pédophilie et les relations

sexuelles autres que la prostitution entre adultes et mineurs. » (Rapport du *Groupe de travail sur la prostitution des mineurs*, 1981). Toutefois, la prostitution des jeunes filles est considérée comme un problème d'un autre ordre que de celle des jeunes garçons, car pour ces derniers la prostitution se produit dans un rapport homosexuel. Cette mention est l'une des seules que j'ai croisées référant au militantisme gai se produisant en même temps que les mouvements féministes des années 70 et 80. Comme Bérard et Sallée (2015) l'indiquent dans leur travail sur les âges du consentement, le travail du mouvement féministe québécois se concentrait sur un élargissement de la notion de violences sexuelles et sur une plus grande criminalisation de différents actes à caractère sexuel, alors que le mouvement gai se situait plutôt du côté de la décriminalisation (du moins pour ce qui est des relations sexuelles entre adultes et mineurs). Les deux mouvements, travaillant souvent en opposition, n'échangent que très peu dans les années concernées pour ce mémoire.

Concernant toujours les violences commises contre les mineurs, **l'inceste** est également abordé par les militantes féministes. D'après le *Conseil du statut de la femme*, il s'agit d'une conséquence des « valeurs sociales qui présentent la femme comme un objet de satisfaction sexuelle et une propriété privée ». L'inceste est considéré comme étant une autre forme de violence commise principalement contre les femmes (ou, dans ce cas-ci, les filles), où un homme de la famille agresse une enfant vulnérable avec le même mépris et le même sentiment de droit de possession du corps de la fille que dans le cas d'un viol sur une femme adulte. Le MCVI de Montréal, plus particulièrement, critique la façon dont l'inceste est traité judiciairement et socialement au Québec : le collectif explique que ce type de violence est traité comme une question de relation entre un père et sa fille au lieu d'un viol perpétré sur une enfant. Pour le MCVI, ceci témoigne que la société considère la perpétuation des familles plus importante que la protection des enfants, et qu'il est nécessaire de recadrer notre approche à cet égard.

Finalement, le **harcèlement sexuel** est un autre objet qui fait partie du complexe de violences sexuelles contre quoi les militantes féministes québécoises se sont dressées. C'est davantage durant les années 80 que son portrait est brossé. Le journal *La Vie en rose* est l'un des catalyseurs principaux de la réflexion féministe à cet égard dans la province, avec la production, en 1981, d'un questionnaire sur le harcèlement sexuel, formant là la première tentative de recension du problème au Québec. D'après le collectif de LVR, le harcèlement sexuel au travail comporte

des actes comme déshabiller des yeux, faire des blagues à connotation sexuelle, faire des insinuations/pressions pour avoir des rapports sexuelles, faire des attouchements et inviter à sortir ensemble sous la menace de conséquences dans le travail s'il y a refus. Les actes décrits correspondent à certains actes que le MCVI, quelques années auparavant, qualifiait d'agressions sexuelles.

Ainsi, ces différentes branches d'intervention féministe – viol, agression sexuelle, pornographie, prostitution, inceste et harcèlement sexuel – témoignent des différentes formes de lutte contre les violences sexuelles qui se forment au sein du mouvement au cours des années 70 et du début des années 80. Les définitions initiales du mouvement féministe sont très larges : elles impliquent *toutes* les femmes et *toutes* les formes de violences sexuelles contre elles (elles parlent d'ailleurs de formes multiples de viol). Les branches de lutte décrites ci-dessus délimitent les violences sexuelles en en restreignant les définitions, ce qui permet de former des objectifs et des revendications spécifiques par rapport à ces objets.

Pour reprendre les axes définitionnels de Muehlenhard et al. (1992), quels actes sexuels sont spécifiés? Quels critères sont employés pour établir le non-consentement? Qui sont les individus spécifiés? Dans le cas du harcèlement sexuel au travail, par exemple, ce dernier n'est pas un viol ou une agression sexuelle (il n'implique pas une agression violente, ni une pénétration), mais implique plutôt des actes sexuels coercitifs. La possibilité de donner un consentement à l'activité sexuelle est mis en doute par les dynamiques de pouvoir en jeu. Ce sont les femmes dans le milieu du travail qui sont la cible de ces violences. En contrepartie, avec l'inceste, ce sont *tous* les actes sexuels envers les *enfants*, perpétrés par des membres de la famille, qui sont décriés. Le consentement est automatiquement évincé en raison de l'âge de l'enfant et de sa relation familiale avec l'adulte. La pornographie et la prostitution comportent également des délimitations définitionnelles différentes. Au sein du mouvement féministe québécois, il n'y a pas de consensus définitif sur la définition des violences sexuelles. La création de conceptualisations multiples face à ces enjeux donne naissance à des formes de luttes individualisées, modelées en fonction de chaque groupe ou situation ciblée. Elles sont également le lieu de discours en compétition qui perdurent jusqu'à aujourd'hui (qu'est-ce qui est considéré comme du harcèlement sexuel? Les femmes qui se prostituent sont-elles automatiquement

exploitées? Quels devraient être les âges du consentement sexuel pour les enfants et adolescents? Etc.).

4.5. Partir à la guerre contre la violence

Les militantes féministes parlent souvent de leurs luttes comme d'une guerre. Comme les membres du collectif de Hull l'affirmaient en 1981 : les violences faites contre les femmes, c'est « une question de vie ou de mort ». Ces violences, comme un maillon de l'oppression générale vécue par les femmes, sont pour plusieurs militantes un outil de terreur manié par les membres du genre masculin. Les membres du collectif de Viol-Secours écrivent en 1980 que le viol est une perte de contrôle sur le corps, une menace constante, une arme pour maintenir les femmes en état de sujétion; les militantes sont des guerrières qui doivent se battre contre le système pour s'en affranchir.

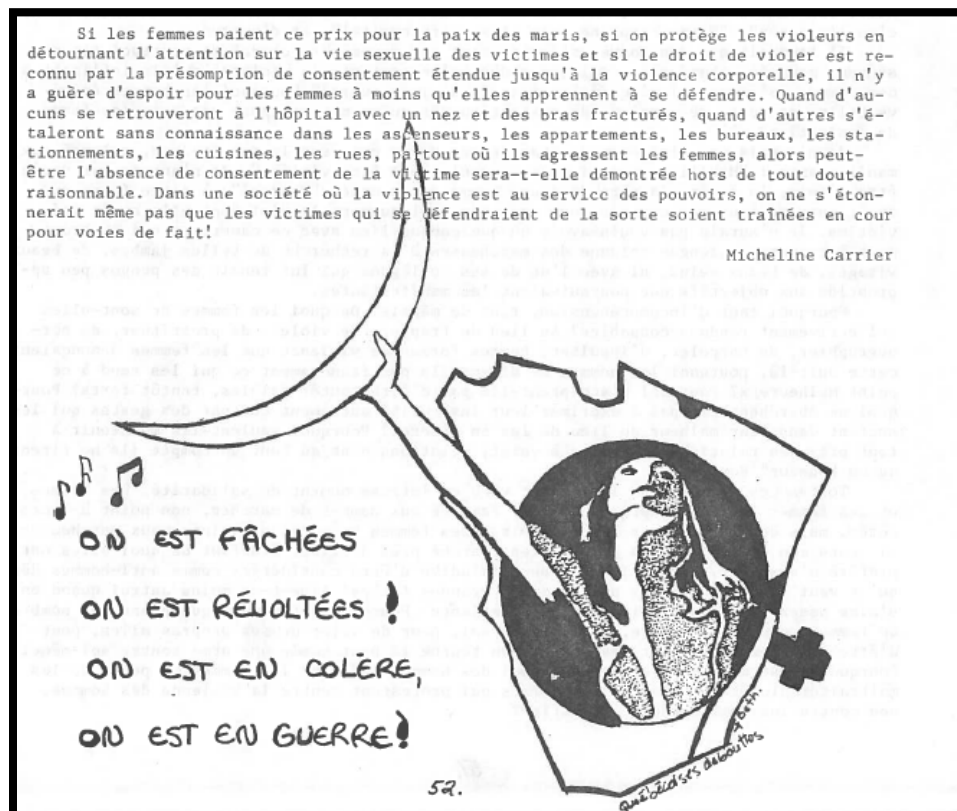


Figure 9. Contre la violence. Dans le bulletin des Centres d'aide contre le viol, 1981, p.52

La crainte constante d'être victime de violences sexuelles est l'un des moteurs de l'action féministe. Exprimées comme une menace qui pèse sur les femmes en général, c'est la mobilisation de ce vécu *commun* de violences sexuelles qui permet d'en faire un objet de lutte important du mouvement féministe des années 70. Les conséquences des violences sexuelles sont montrées comme étant lourdes, créant en retour de forts sentiments de révolte à leur égard. Certains textes portant sur l'expérience de violences sexuelles explosent de rage et, parfois violemment, dénoncent le traitement des femmes par les hommes :

« Je suis ta femme, violeur de grands chemins. [...] Bonne à violer, à marquer, à brimer, à battre, à défigurer, à mutiler, à torturer, à poignarder, à démembrer, à dépecer, à scier, à débiter en pièce. Bonne à couper, à lui couper le clitoris, à la coudre, à l'infibuler pour mieux la défoncer et lui faire bien pisser le sang chaud quand elle sera mise pour la première fois. [...] Je suis ta femme, mon hostie de grand sacrament de pénis mou. Qu'il me tombe jamais entre les dents parce que la chienne a vient de te l'arracher. [...] Mon écoeurant, mon maudit tabarnak de sans-cœur, m'en va te l'arracher ta grosse graine sale. »

La colère des femmes ou l'Apprentissage du casse-noix, Agathe Martin. TDP, juin 1976, p.2

Toutes ne sont pas en accord sur la manière de dénoncer les violences sexuelles. Le texte de Martin est discuté dans *Têtes de pioche*, considéré comme trop violent pour certaines et comme un sain cri du cœur par d'autres. Toutes s'accordent sur le fait qu'elles ressentent de la colère face à leurs conditions de vie, en tant que femmes. « Le texte d'Agathe m'est important parce qu'il n'épargne rien de ce qui ne nous a jamais été épargné : la haine, le mépris, la violence, **la guerre que les hommes font aux femmes dans la plus grande « légitimité »** » (Nicole Brossard, TDP, juin 1976, p.3, « Le fantasme ou la vraie vie ». Je mets en gras).

L'analogie à la guerre témoigne d'à quel point la menace des violences sexuelles est perçue comme un enjeu sérieux pour les militantes féministes. Le fait que les violences perpétrées contre les femmes sont généralement socialement acceptées ou gardées silencieuses, qu'elles sont répandues et qu'elles sont un outil de contrôle contre leurs corps et leurs volontés font que ces violences sont considérées comme une menace de mort constante qui plane au-dessus des

femmes. Si les corps féminins leurs sont dépossédés; s'ils sont méprisés, contrôlés, tyrannisés; si la loi et les autres institutions ne les protègent pas; alors les femmes sont dans une situation critique, où le danger les force à se mobiliser pour trouver des moyens de se protéger.

Comment les militantes du mouvement féministe ont-elles concrétisé leurs définitions dans des formes d'actions? Quelles ont été leurs revendications, et quels débats ces dernières ont-elles produit? Dans le chapitre suivant, je ferai le tour des principales activités de revendications du mouvement féministe québécois sur la question des violences sexuelles, en commençant par discuter des diverses manières dont les militantes ont propagé leurs conceptualisations des violences sexuelles, puis en présentant leurs démarches pour aider les victimes de ce type de violence et pour tenter de faire changer les structures institutionnelles traitant des violences sexuelles.

Propager un discours féministe

Dans cette section, je propose d'examiner la manière dont les militantes féministes québécoises se sont engagées dans une distribution et un échange d'information, s'auto-formant au sein du mouvement sur la question des violences sexuelles et publicisant ce savoir auprès du public par différentes activités de revendications. Je le fais en deux temps; premièrement, en montrant la place du réseau féministe international et québécois dans la formation et distribution d'information sur les violences sexuelles, et deuxièmement, en discutant des méthodes utilisées par les militantes pour distribuer leurs savoirs auprès des intervenants sociaux concernés par ce problème social et auprès de la population générale.

5.1. Échanges à l'interne : utilisation du réseau féministe

Les militantes féministes qui se sont engagées dans la lutte contre les violences sexuelles ont eu besoin de plateformes pour discuter de leurs idées. Au début des années 70, il ne se trouvait à peu près pas d'information formelle sur les violences sexuelles. Les femmes du mouvement n'avaient pas de portrait de la situation : quelle est l'ampleur du phénomène? À quoi ressemblent les victimes? Les perpétrateurs? Quel est la source de ces violences? Les militantes se sont engagées dans une communication entre elles et avec d'autres féministes à l'extérieur de la province pour pouvoir réfléchir à ces questions.

5.1.1. Féminisme à l'international

Les premières statistiques sur le viol proviennent des milieux féministes états-uniens. En 1971, Susan Griffin écrit *Le viol : crime américain par excellence* (titre traduit), présentant le viol comme un crime genré, d'une ampleur insoupçonnée : le viol est le bonhomme sept-heure des femmes. Griffin dénonce les doubles-standards sexuels, accuse le viol (et la peur du viol) d'être une source d'oppression commune pour toutes les femmes et met des chiffres sur le viol. À cette époque, les statistiques sur les violences sexuelles sont extrêmement limitées au Québec, alors les militantes féministes utilisent le travail de Griffin pour nourrir leurs propres textes. Des annonces de la vente du livre circulent dans les journaux féministes dès le moment où ce dernier est traduit. L'influence du livre peut se sentir dans les travaux des Québécoises durant les années suivantes de leurs luttes.

L'ouvrage de Griffin est l'une des pierres angulaires de la lutte contre les violences sexuelles au Québec. Il s'agit du premier texte d'une telle envergure et crédibilité à avoir été récupéré dans la province. L'influence états-unienne ne se limite toutefois pas là. Textes et réflexions des féministes sont recueillis des milieux féministes états-uniens tout au long des années 70 et 80 : articles scientifiques, ouvrages féministes, mais également des idées pour trouver comment s'organiser pour construire la lutte contre les violences sexuelles (voir Figure 10). Des documents provenant des États-Unis circulent dans les Centres, informant sur la meilleure manière de tenir une conférence publique et de publiciser ses opinions de façon efficace. Des guides se prononcent sur la manière d'utiliser le bouche à oreille, les circulaires, dépliants et affiches; ou encore les services publics d'annonces gratuites, les communiqués de presse, les conférences de presse, les annonces payées; ou encore les entrevues à la radio, à la télévision, dans les journaux, et dans les revues. Ils donnent également des conseils sur la manière de rédiger un article pour les nouvelles, un article spécialisé, ou un dépliant. Également, le premier Centre d'aide aux victimes de viol est mis en place suite à une rencontre entre un groupe de militantes féministes états-uniennes et canadiennes, ces dernières provenant de la Colombie-Britannique. L'idée est reprise par la suite au Québec, mais le fait est que les féministes états-uniennes sont celles qui en ont produit les bases.

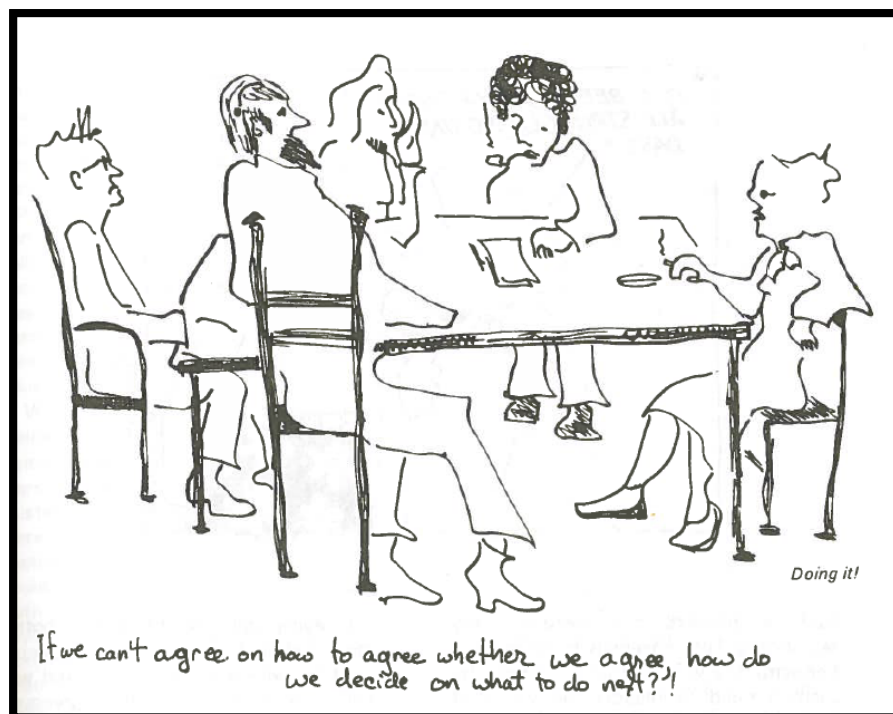


Figure 10. No bosses here: A manual on working collectively, p.20. Produit à Boston par l'organisme Social Change et trouvé au MCVI de Montréal.

Toutefois, les ouvrages anglophones (qu'ils proviennent des États-Unis ou du Canada anglais) prennent souvent du temps avant de pouvoir être utilisés au Québec. Les traductions sont lentes à venir et manquent souvent à l'appel, ralentissant le transfert d'information vers le secteur francophone. La situation est légèrement différente à la Métropole, où le MCVI, constitué d'un noyau d'intervenantes anglophones et francophones, accumule la documentation en anglais. Des textes sur l'épuisement professionnel (le burnout), sur l'inceste, ou sur la violence faite contre les femmes ou sur le fonctionnement d'une action collective provenant des États-Unis sont procurés par le collectif.

Les militantes québécoises travaillent presque exclusivement avec du matériel canadien ou états-unien. Bien qu'il existe quelques échanges avec des pays européens, leurs mode de fonctionnement et théories sont solidement ancrés dans le féminisme nord-américain qui se développe au cours des années 70.

5.1.2. Réseau féministe québécois

Bulletins d'information, retour sur des rencontres, annonces pour une marche militante, demande de support pour se mobiliser contre un enjeu, manuels de formation des bénévoles... Les groupes féministes luttant contre les violences sexuelles ont correspondu et se sont rencontrés régulièrement afin de s'auto-former, que ce soit comme administratrices, intervenantes ou militantes et pour se tenir informées des démarches en cours au travers de la province et de s'organiser entre eux pour se mobiliser autour d'enjeux divers.

S'informer : auto-formation au sein du mouvement

En 1981, Lucie Godin et François Roberge, en collaboration avec le *Conseil du statut de la femme*, publient le document « Aperçu et portrait des actions et démarches entreprises sur le dossier « pornographie » dans diverses régions de la province de Québec ». À l'intérieur sont regroupés une présentation des objectifs, revendications et méthodes de lutte contre la pornographie, une liste des groupes participant à cette lutte, ainsi que la définition de ce qu'est la pornographie et sa distinction avec l'érotisme. Ce document est assez représentatif du type

d'information qui circule dans le mouvement féministe québécois. Il présente un cadre conceptuel, se positionne contre un type de comportement, donne des moyens de lutte et demande l'engagement de militantes dans le projet.

En général, les documents produits par les militantes présentent une ou plusieurs de ces fonctions. Il peut s'agir d'un partage de bibliographies ou d'outils de réflexion pour s'informer sur un sujet, de manuels de formation comportant des outils d'intervention pour les intervenantes, de demandes de consultation à un sujet ou simplement de nouvelles sur les activités d'un organisme ou un autre. Les journaux féministes, plus particulièrement, permettent d'informer sur les dernières initiatives du mouvement, de soulever des idées sur les débats du jour, d'ouvrir des créneaux de communication pour les membres actifs de la communauté et de dénoncer des injustices perçues.

L'auto-formation est une partie importante de la démarche des militantes féministes. Elle se produit dans un mouvement perpétuel de va-et-vient, alors que les femmes du mouvement articulent de nouvelles idées (ou intègrent des connaissances provenant des milieux féministes nord-américains), produisent des documents et ajustent leurs comportements en fonction de ces idées, puis développent de nouvelles réflexions suite à leurs expériences sur le terrain. Suivant le principe de « briser le silence » sur la condition féminine, les militantes puisent dans leurs expériences personnelles et dans les savoirs développés de manière similaire par d'autres femmes pour construire une corpus théorique riche et diversifié, avec un vocabulaire à la saveur distinctement féministe. C'est au-travers de ces interactions les unes avec les autres que les militantes féministes en viennent à construire les violences sexuelles comme un problème social.

Se mobiliser autour d'un enjeu

En 1982, le Centre d'aide de Trois-Rivières organise une marche militante pour revendiquer le droit des femmes à librement occuper la rue. La manifestation « La rue, la nuit, femmes sans peur » demande une coordination importante dans le Centre, mais également auprès du reste du mouvement féministe québécois.

La Figure 11 présente une lettre écrite par le comité organisateur de la marche demandant de l'aide auprès des groupes de femmes de la région et fait état de certains défis administratifs. Les groupes militant contre les violences sexuelles se retrouvent ainsi à régulièrement solliciter leur réseau – ainsi que le réseau plus large du féminisme québécois – pour mettre en commun leurs ressources, expertises et main d'œuvre pour mettre à terme des projets d'envergure.

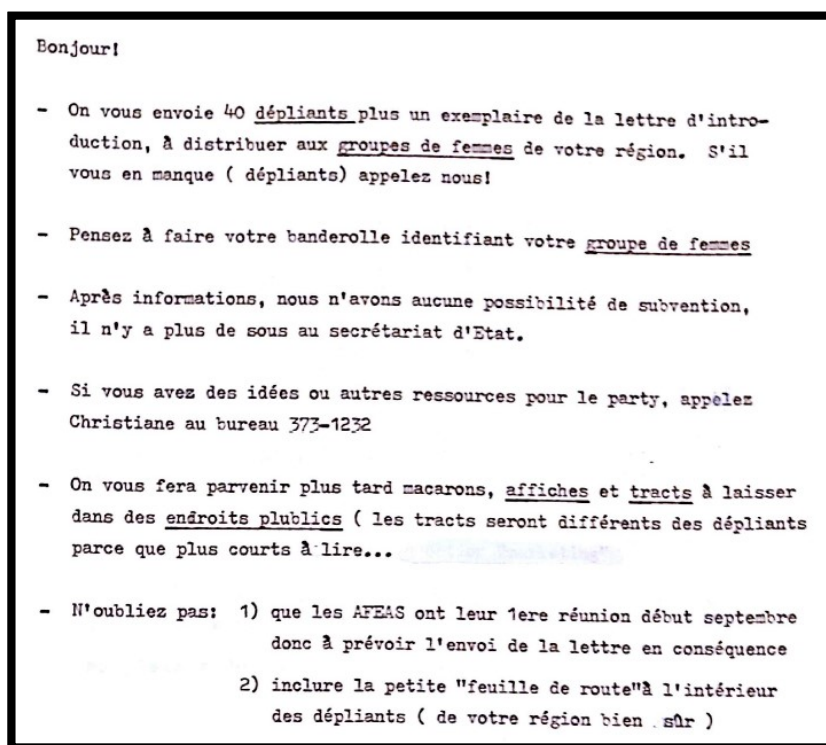


Figure 11. Lettre du comité organisateur de la manifestation (adressée aux « organismes féminins de la région Mauricie »). Trois-Rivières, 1982.

Les demandes se font également dans l'autre sens. En effet, par exemple, les Centres d'aide contre le viol sont parfois sollicités pour donner leur appui à d'autres groupes présentant des intérêts communs, habituellement en lien avec une amélioration de la situation de la femme au Québec. Ainsi, les Centres envoient des lettres auprès du gouvernement, des journaux, ou directement à d'autres organismes pour souligner leur support aux démarches de maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale ou encore aux organismes qui travaillent pour l'obtention de congés parentaux. Ils font circuler de l'information produite par d'autres groupes pour produire une réponse organisée contre la pornographie ou l'inceste. Ils

donnent du support à l'organisation des activités pour le Jour de la femme (8 mars), et par après, produisent un rapport qu'ils publicisent dans le réseau. Le réseau féministe est un outil de mobilisation de ressources et permet de coordonner les efforts de différents membres du mouvement.

Ainsi, les activités de revendication des femmes travaillant à l'éradication des violences sexuelles ne se limitent pas à ce seul objet : faisant partie d'un mouvement militant plus large, le mouvement féministe québécois, les militantes sont liées à d'autres branches de lutte par un projet commun d'amélioration des conditions de vie de la femme. C'est en s'organisant autour d'un certain nombre de principes communs – tels que la parole et le vécu de la femme ont de la valeur, que la femme est un acteur social important et que la femme a un droit à l'auto-détermination – que plusieurs objets de lutte peuvent se croiser. La participation non seulement à la lutte contre les violences sexuelles, mais également au mouvement féministe en tant que tel (au niveau local, provincial, national et international) donne une impulsion et une direction au travail des militantes, ainsi qu'une force à leurs discours. Comme Spector et Kitsuse (1977) l'affirment, les revendications d'un groupe ne permettent l'émergence d'un problème social que lorsque ce groupe possède certaines caractéristiques, telles la capacité d'organiser les revendications, une orientation claire et des stratégies de déploiement efficaces. Pour les militantes luttant contre les violences sexuelles, l'adhésion au mouvement féministe est l'un des piliers d'appui de leurs luttes, leur permettant de puiser dans les ressources d'autres groupes, d'avoir des allié-e-s provenant de plusieurs secteurs d'activité et facilitant la distribution et le développement de données. Dans un même temps, elles contribuent elles-mêmes à la progression d'autres pans de lutte féministes.

5.2. Sensibiliser les intervenants sociaux

Afin de changer la situation concernant les violences sexuelles, il est considéré comme primordial de faire un travail de réforme dans l'opinion public sur le sujet des violences sexuelles, ainsi que de révolutionner les structures touchant à ce sujet. Pour ce faire, dès le début de la création de Centres d'aide canadiens, la notion d'« éducation publique » est mise de l'avant :

« Même si l'aide aux victimes pour surmonter les conséquences d'un viol concerne en premier lieu le centre, c'est en fait le traitement des symptômes plutôt que des causes d'une société malade. Si nous désirons enrayer le viol, il ne faut pas seulement s'occuper du crime après le fait. Ainsi, il est important de monter une autre branche du centre qui s'occupera de la conscientisation du public. »

Comment créer un centre d'aide aux victimes de viol, 1976, p.17

Ce sont principalement les Centres d'aide qui tentent de sensibiliser les personnes impliquées directement dans un crime de violences sexuelles, soit les acteurs (la victime, dans les services prodigués par les Centres, puis les contrevenants, grâce à de la sensibilisation faite en prison), les premiers répondants (les professionnels de la santé), les responsables du déclenchement des procédures judiciaires (les policiers) ainsi que les responsables du traitement des victimes en cour (les procureurs et les juges). Les intervenantes des Centres approchent ces acteurs principalement par l'entremise de conférences. Dans cette section, je présente les principaux groupes que les militantes ont ciblé dans leurs démarches de sensibilisation.

5.2.1. Les personnes contrevenantes

Dans le document *Comment créer un centre d'aide aux victimes de viol*, il est écrit : « Les hommes emprisonnés pour viol sont un bon pari pour un groupe de gens qui ont besoin de rééducation ». En considérant les violences sexuelles comme la résultante d'un problème structurel et culturel, où la femme est tenue dans une position d'opprimée, il est logique pour les militantes d'approcher les contrevenants afin de les rééduquer. Certaines féministes abordent le fait que les perpétrateurs ne considèrent pas toujours leurs actions comme des crimes (un discours entrant en dissonance avec le vécu des victimes) en indiquant que le problème se situe dans la compréhension erronée que les perpétrateurs ont de leurs comportements.

Le Centre d'aide de Vancouver est pionnier au Canada à cet effet, ayant déjà un projet pilote en place sur le sujet en 1976. Au Québec, certaines intervenantes du Centre d'aide de Sherbrooke organisent quelques années plus tard des rencontres avec des personnes contrevenantes incarcérées pour des crimes sexuels afin de discuter patriarcat et rapports de pouvoir. Ce type d'initiative reste toutefois assez rare dans le mouvement.

5.2.2. Les milieux hospitaliers

Les hôpitaux sont considérés comme un point central à la réforme du traitement et des mœurs concernant les violences sexuelles. Effectivement, ce sont des lieux qui sont fréquemment en contact avec des victimes de violences sexuelles. Le personnel travaillant à l'urgence est particulièrement visé, comme il n'existe à l'époque aucun protocole dans les hôpitaux québécois pour le traitement des victimes à leur arrivée. Leur traitement de ces victimes à l'hôpital est considéré comme inadéquat par les féministes, comme le décrit Denise Côté dans notre entretien, en expliquant que lors de ses premiers accompagnements avec des victimes à l'hôpital, ces dernières étaient rencontrées dans les bureaux de la morgue.

Le travail commence avec la prise de contact avec des professionnels de la santé. Les Centres se font des alliés un à un, puis, liste en main, recommandent les professionnels qui ont été déjà sensibilisés pour les femmes qu'elles accueillent dans les Centres. Dans certains Centres, comme au MCVI, une militante est en charge de travailler exclusivement sur la mise en place d'un réseau de contacts et sur la recherche de ressources préexistantes en la matière. L'objectif est de réussir à avoir un protocole adéquat et standardisé dans les hôpitaux pour le traitement des instances de viol.

Au début des années 80, des « Trousses pour le viol » sont mises en place dans certains hôpitaux. Les troussees sont accompagnées d'une série de procédures à suivre lorsqu'une victime de viol se présente à l'hôpital. Toutefois, ces troussees sont critiquées par plusieurs groupes militants, dont le MCVI, car elles ne permettent pas de cumuler des preuves du crime admissibles en justice.

5.2.3. Les policiers

Les comportements des policiers, en raison de leur pouvoir discrétionnaire, ainsi que leur rôle comme les seuls intervenants ayant le pouvoir d'entamer des procédures judiciaires au criminel étaient considérés comme particulièrement importants par rapport aux cas de violences sexuelles. L'approche des policiers devait se faire de manière stratégique. Aborder directement les postes de police posait certains problèmes, pour des raisons pratiques (quarts de travail ne permettant pas de rejoindre tous les policiers en même temps) et en raison d'une crainte de ne

pas être prises au sérieux. « Ils auront tendance à vous considérer à un niveau individuel plutôt qu'à un niveau professionnel. [...] ils vous demanderont ce qu'une jolie fille comme vous peut bien faire dans un vieux poste de police. » (Comment créer un centre d'aide aux victimes de viol, p.19). Le contact avec un milieu hyper-masculin comme celui des policiers, à propos d'un sujet concernant les femmes, par des femmes, est un enjeu pris au sérieux par les Centres. Le passage par l'administration et l'enregistrement comme organisme-ressource auprès de la police sont considérés comme prioritaire pour entrer en contact cette dernière : effectivement, ceci est considéré comme une option permettant une réception plus sérieuse.

La sensibilisation auprès des policiers est également faite en raison de leurs contacts fréquents avec les organismes féministes, que ce soit dans leur travail auprès de victimes d'actes criminels, ou dans l'organisation de certaines activités de revendication, comme des manifestations. Il faut alors entrer en négociation avec les policiers pour que ces derniers agissent en respectant les agendas féministes. Comme l'exprime Denise Côté dans notre entretien en parlant de la coopération policière lors d'une marche militante :

« D : Les policiers,, c'est plus à l'époque : ma petite madame on va vous organiser ça, là. C'est... c'est pas qu'ils ne voulaient pas. Mais eux c'est des gars aussi, puis c'est des gars en contrôle, et des gars qui sont habitués d'organiser les affaires. Alors... c'est sûr qu'il fallait les sensibiliser. Il faut encore les sensibiliser. [...] Les affaires qu'on pouvait entendre des fois des policiers... »

Entretien avec Denise Côté, 2017

Les policières à la rescousse

À la fin des années 70, en réponse aux critiques des groupes féministes sur le traitement des victimes de viol par le système judiciaire, une tentative de réforme de leur traitement par les policiers est entreprise. À Montréal, une première femme enquêtrice est nommée afin de traiter les cas de violences sexuelles : une femme policière est considérée comme mieux adaptée à répondre aux besoins des victimes qu'un homme.

La pratique essuie de nombreuses critiques de la part des groupes militants, qui voient cette tentative comme une stratégie « écran-de-fumée » qui ne sert qu'à masquer les problèmes systémiques de violence contre les femmes. Le MCVI qualifie cette pratique de tactique

permettant aux institutions de renforcer des valeurs traditionnelles : elle évite aux institutions de changer leurs pratiques en profondeur tout en donnant l'illusion que le problème est pris en main. Cette manière de fonctionner sous-tend également que l'institution a changé ses valeurs (en intégrant du personnel féminin), mais sans avoir réellement besoin de le faire.

5.2.4. Les intervenants du système de justice

Les militantes féministes tentent également de sensibiliser les intervenants judiciaires. Effectivement, les victimes de viol doivent entrer en contact avec les avocats de la couronne pour le traitement de leurs cas en cour. Les militantes sont préoccupées par les préjugés face au viol présentés par les représentants de la justice.

Les intervenants judiciaires sont toutefois difficiles à aborder pour les intervenantes des Centres d'aide :

« On a eu des bonnes collaborations [avec les policiers]. Je te dis pas qu'à la cour on n'en a pas arraché. Il y a juste avec les avocats qu'on avait pas... Ils n'acceptent pas d'avoir de contacts, ou en tout cas à l'époque c'était comme ça. Les avocats n'étaient pas très sensibilisés. »

Entretien avec Madeleine Lacombe, 2017

Ce manque de réceptivité de la part des intervenants judiciaires est un élément de plus dans le contingent de problèmes qui mènent les Centres d'aide, éventuellement, à revendiquer des changements dans le système judiciaire lui-même au sujet du traitement des violences sexuelles.

Effectivement, le passage par le système judiciaire est souvent considéré comme une seconde victimisation pour les victimes de violences sexuelles (les victimes ne sont pas crues, elles portent le fardeau de prouver leur non-consentement à l'activité sexuelle, leur sexualité peut être remise en question, etc. Je discute de ces enjeux légaux dans le prochaine chapitre).



Figure 12. Bulletin des Centres d'aide contre le viol, 1981, p.68-69

5.2.5. L'importance des intervenants sociaux

La création d'un discours féministe sur la question des violences sexuelles n'est pas une finalité en soi. La visibilité des définitions féministes s'accroît avec son intégration à différents secteurs *externes* au mouvement féministe. La production de langage n'est pas une entreprise statique, mais plutôt un tiraillement constant entre différents groupes qui tentent d'imposer leur propres définitions. « Nommer » est un acte de pouvoir. Ainsi, en fonction de leurs ressources, tous les groupes n'ont pas les mêmes capacités de production de langage (Parker et Mahlstedt, 2010). Pour les militantes féministes, ceci signifie qu'elles doivent arriver à être reconnues comme une autorité dans leur domaine afin de pouvoir propager leur discours. Sans cela, leurs définitions ne diffusent pas à l'extérieur du mouvement.

Les milieux hospitalier, policier et judiciaire ont quelque chose en commun : ce sont tous des milieux institutionnalisés, respectés, avec une autorité reconnue. Chacun exerce des pouvoirs qui sont reconnus comme essentiels pour le bon fonctionnement de la société. En approchant ces différents milieux, les militantes féministes, lorsque leurs messages sont acceptés, arrivent à deux résultats : 1) elles empruntent la respectabilité de ces établissements par la même occasion que leurs discours sont véhiculés par eux et 2) leurs discours se retrouvent, au moins dans une certaine mesure, institutionnalisés.

La question de l'institutionnalisation du discours féministe est importante, car elle a un impact sur la manière dont les violences sexuelles sont traitées au-travers des structures sociales. Les militantes féministes affirment que les violences sexuelles sont des comportements largement répandus, extrêmement répréhensibles, se manifestant sous forme de comportements divers et prenant leur source dans la socialisation des genres. En bref, les militantes féministes font la

promotion d'une définition *large* de cette forme de violence. Ceci implique que des changements doivent être apportés dans la prise de position officielles face à ces violences et à leur prise en charge par l'État et les institutions publiques.

Bien entendu, la seule coopération de certains individus au sein des institutions de la police, de la justice et du milieu hospitalier n'est pas suffisante pour révolutionner les pratiques, et encore moins pour changer les structures de ces institutions. Le changement de certaines pratiques de terrain (comme, par exemple, changer certains protocoles hospitaliers) est un premier pas vers l'adoption des définitions féministes, mais il reste que ces milieux sont soumis à divers discours en contradiction et à des contraintes organisationnelles qui limitent la portée du travail des militantes.

5.3. Changer l'opinion public : principales pratiques militantes

Un discours n'est effectif que s'il est entendu. Les militantes féministes se sont données pour mandat de sensibiliser la population québécoise sur le sujet des violences sexuelles afin de redéfinir la signification *culturelle* de ce genre de violences. Ainsi, des comportements jugés généralement inoffensifs – siffler une femme dans la rue, par exemple – sont repris par le mouvement féministe et resignifiés comme étant des agressions contre la personne. Le mot « viol » prend de nouvelles connotations, incluant davantage de comportements, lorsqu'il n'est pas remplacé par « agressions sexuelles ». Les militantes s'évertuent à chasser certaines perceptions généralisées des violences sexuelles, des perpétrateurs de ces dernières et de leurs victimes en faisant la promotion d'un discours féministe au sujet de ce problème social.

La campagne de sensibilisation auprès du public se fait en passant par les établissements d'enseignement, par les plateformes de diffusion traditionnelles (télévision, radio, journaux), au travers du théâtre, par la mise en place de cours d'auto-défense et par l'occupation d'espaces publics. Dans cette section, je décris les principales formes de revendication employées par les militantes féministes afin d'amener leurs conceptualisations des violences sexuelles à l'oreille du public.

5.3.1. Utilisation des plateformes de diffusion traditionnelles

Les militantes féministes sont des collaboratrices fréquentes auprès de leurs journaux locaux, ainsi qu'auprès de certains grands journaux montréalais (particulièrement le Devoir, mais parfois la Presse également). Les journaux leur permettent de rejoindre le grand public : elles peuvent alors expliquer ce qu'elles entendent par « viol » ou « agressions sexuelles », dénoncer les mythes associés avec les violences sexuelles, partager des opinions et dénoncer des situations qu'elles jugent problématiques et donner une certaine visibilité à leurs services et productions.

L'utilisation des journaux pour dénoncer un cas jugé comme problématique par les militantes est parfois le point de déclenchement d'une réaction en chaîne. Par exemple, en 1977, le film *How to say no to a rapist and survive* est produit par Fred Storaska et distribué au Canada. Storaska propose une ligne de conduite pour les femmes lors d'un viol : pour la femme de se conformer (*play along*) aux demandes de l'agresseur jusqu'à l'arrivée d'un moment opportun pour s'enfuir. Ce discours entre en contradiction avec celui des Centres d'aide, qui le souligne comme problématique à plusieurs niveaux : il perpétue des mythes sur le viol (l'impuissance complète de la femme face à son agresseur, par exemple) et rend difficile une défense légale (comme la victime se conforme aux demandes de l'agresseur, son non-consentement risque d'être remis en question). Une réaction en chaîne est produite : le Centre d'aide de Hull dénonce le film en utilisant le réseau d'information des Centres canadiens; l'indignation des Centres est signifiée aux journaux, s'appuyant sur la notion de l'expertise des Centres pour pousser le point; un appel est fait dans le réseau féministe pour envoyer des lettres en masse aux Ministres de la justice provinciaux. Le cas de Storaska est considéré tel une victoire pour le mouvement féministe, c'est-à-dire que le gouvernement leur donne raison. Effectivement, en 1978, le film est suspendu en territoire canadien.

Les médias font effet d'un catalyseur pour plusieurs initiatives féministes. C'est le cas, par exemple, des cours d'auto-défense de Wen Do, qui gagnent rapidement en popularité dans la seconde moitié des années 70 suite à une publicisation importante. Lucie Dextras, première instructrice de cette école dans la province, indique avoir donné une entrevue télévisée sur le sujet dans une émission très populaire de l'époque et avoir vu une augmentation fulgurante des intéressées à sa suite :

« L : C'était l'heure du souper [...]. Et puis on a été invitées à ça. Et j'ai cassé une planche devant ça. Ça a été... Tu sais, là, tout le monde regardait la télévision. On a fait un bond quantique vers l'avant. Les bonnes femmes ont regardé [l'émission], et puis là on avait tellement d'appels qu'on s'est engagée une standardiste.

A : Une standardiste?

L : Une- mais oui, parce que dans le temps, c'était des femmes qui étaient au téléphone puis qui répondaient aux appels. On l'a épuisée. On l'a épuisée, elle a lâché la job, il fallait trouver un autre moyen, ça déroutait pas. Puis nous on était deux, ça fait qu'on a fait : *mais qu'est-ce qu'on a déclenché?* »

Entretien avec Lucie Dextras, 2017

Madeleine Lacombe, co-fondatrice du Centre d'aide de Sherbrooke, explique avoir vécu une expérience similaire. Formée à Montréal comme instructrice de Wen Do et instructrice dans à Sherbrooke, elle a participé à un reportage sur le sujet avec Armande Saint-Jean, une journaliste avec beaucoup de visibilité à l'époque. L'émission de télévision a donné un essor important au projet.

La collaboration avec les journaux ne se fait pas toujours sans heurt entre les militantes féministes et les administrateurs des quotidiens. Les militantes écrivent régulièrement dans les journaux, mais ont de multiples conflits avec ces derniers. Les militantes échangent des lettres avec les éditeurs pour demander des explications pour la maigre rémunération de certains articles, pour protester contre des textes jugés antiféministes, ou pour dénoncer de la censure à l'égard de leurs idées. Par exemple, en 1982, suite à un échange de lettres avec le journal Le Soleil, deux militantes insistent pour que soit publié leur manifeste « La violence existe encore », indiquant que d'autres journaux l'ont déjà fait et que le refus du Soleil de suivre est une tentative de museler les militantes :

« [Le] rédacteur en chef et éditeur adjoint du SOLEIL nous a écrit le 26 mars, refusant de publier ce manifeste [...] »

« [...] Il a finalement dit [...] que nous n'avions qu'à acheter une page du SOLEIL, au prix de 3000\$, si nous voulions publier notre manifeste. Ainsi donc, les femmes doivent payer pour transmettre de l'information les concernant, alors que dans les mêmes médias

les producteurs de films pornographiques dont la une, alors que tout ce qui est propagande anti-féministe et anti-femme bénéficie d'espace illimité. »

« [...] Il est clair que le journal LE SOLEIL boycotte toute information féministe. »

« [...] Nous lançons un mouvement de boycottage du SOLEIL [...] ».

Extraits d'une lettre reçue au Centre d'aide de Sherbrooke en 1982

Les militantes féministes considèrent les médias comme particulièrement importants pour la formation de l'opinion populaire sur les femmes et sur les violences sexuelles : c'est pourquoi elles restent très réactives par rapport à ce qui est publié (ou ce qui est refusé d'être publié) dans les journaux. Elles suivent les publications et, dès qu'un article jugé problématique est trouvé, il fait partie de leurs démarches de sensibilisation d'écrire au journal en question pour protester et, très souvent, de faire publier elles-mêmes un article en réaction au premier article.

Ainsi, la place des médias traditionnels, en tant qu'institutions officielles, est importante dans la popularisation d'un discours féministe sur la question des violences sexuelles. Lorsque les militantes écrivent dans les journaux, lorsqu'elles passent à la télévision ou à la radio, elles donnent leur message au-travers de conduits dont elles peuvent emprunter la respectabilité. Les médias sont alors des acteurs importants dans la production d'un discours féministe sur les violences sexuelles, ainsi que dans une certaine officialisation de ces discours. Il s'effectue un certain va et vient entre les groupes militants et les médias qui, dépendant des circonstances, agréent ou non de diffuser les textes des militantes féministes, se positionnent avec ou contre leurs revendications dans leurs éditoriaux, et permettent la publication de débats publics sur la question des violences sexuelles.

Comme Loseke (1992) l'indique, « To label a condition as a social problem is to take a moral stand : The condition is intolerable and it is the public's responsibility to do something about it » (p.42). Les médias traditionnels sont aussi un conduit qui permettent aux groupes militants de diffuser leur message auprès du public et de leur signifier que les violences sexuelles, comme elles sont définies par le mouvement féministe, sont intolérables, et que tous doivent y réagir pour les faire disparaître. Dans leurs dialogues avec les médias, les militantes disent : vous devez nous aider à éradiquer cette inacceptable condition. En s'adressant au public, elles disent : c'est votre responsabilité, à vous aussi.

5.3.2. Productions artistiques

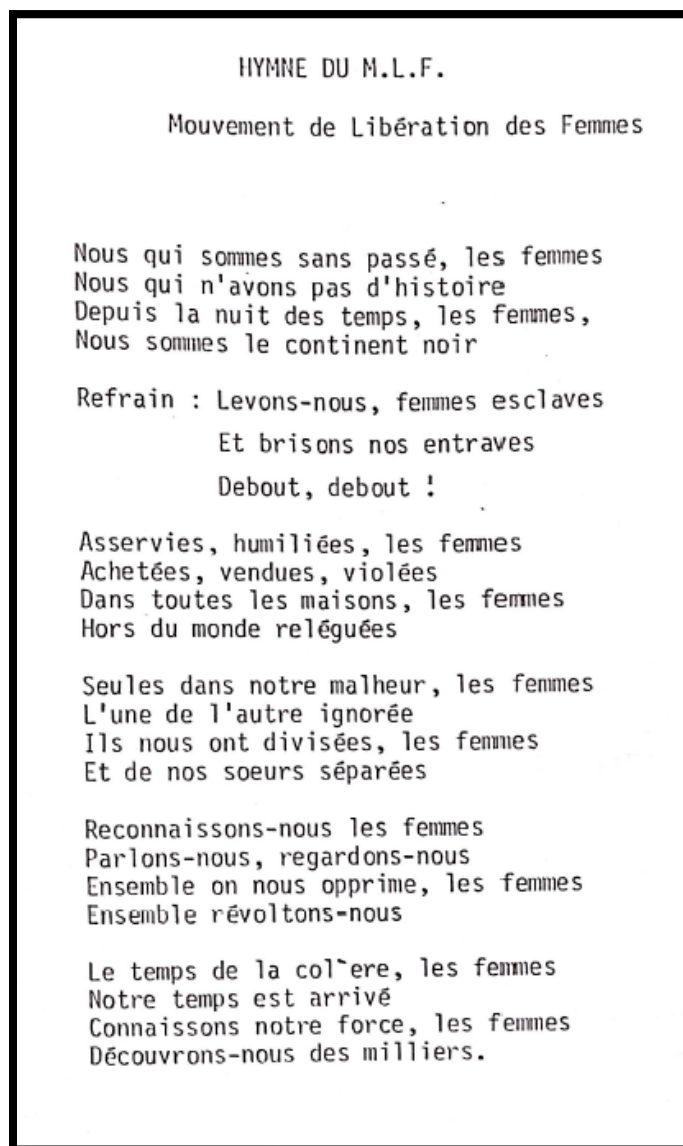


Figure 13. Hymne du mouvement de libération des femmes, Le sabbat des sorcières, 1980.

Le mouvement féministe, particulièrement dans la seconde moitié des années 70, est un mouvement en ébullition. Les textes que les militantes écrivent sont colorés, crus, parfois tristes, parfois enragés, habituellement passionnés. L'air sent la révolte.

Une place importante dans le militantisme féministe est prise par l'expression artistique. Les journaux féministes publient une variété de bandes-dessinées, de dessins satiriques, de poèmes

et de textes créatifs aux côtés des textes d'opinion, des analyses politiques et des articles de journaux. Des chansons sont créées dans le cadre de la manifestation annuelle *La rue, la nuit, femmes sans peur* et scandées lors de l'événement. Durant la même période, le théâtre militant prend de l'ampleur, avec des productions entièrement féminines créées afin de dénoncer les oppressions vécues par les femmes et présenter de nouveaux types de rôles pour ces dernières.

Le thème des violences sexuelles figure régulièrement dans ces textes et images, parfois dans le partage d'un vécu de ce type de violence (la pièce de théâtre *La peur surtout* (1979), par exemple, parle ouvertement de viol, comme plusieurs femmes font témoignage de leurs propres expériences à cet égard sur scène), parfois en soulignant avec humour les doubles-standards sexuels, d'autres fois en illustrant une situation jugée comme inacceptable.

La bande-dessinée, plus particulièrement, est exploitée comme outil de militantisme. Par exemple, au début des années 80, à Sherbrooke, le Centre d'aide local est mis au courant par une victime des violences sexuelles perpétrées par un chiropraticien. L'homme procède de deux façons pour agresser de jeunes femmes : lorsqu'il s'agit de jeunes patientes, des adolescentes, il leur demande si elles sont actives sexuellement puis, après avoir eu leur acquiescement, leur fait des attouchements et menace de dire à leurs parents qu'elles ont déjà eu des relations sexuelles pour les garder silencieuses. Le chiropraticien agresse également des femmes étudiant au niveau collégial en leur proposant un travail d'été, puis en abusant d'elles lorsqu'elles se présentent pour leur formation.

Comme il était difficile de trouver et de rejoindre les victimes du chiropraticien, les intervenantes du Centre d'aide de Sherbrooke ont eu l'idée de faire une bande-dessinée décrivant la situation et de la diffuser partout dans la ville :

« [...] ce qu'il nous fallait c'était beaucoup de témoignages, puis parmi les témoignages là des femmes prêtes à « *fronter* ». Alors on avait une fille qui était militante qui faisait des très beaux dessins, puis elle a eu l'idée de faire une bande-dessinée. Alors on a fait une bande-dessinée. Une fille qui fait du pounce. Qui se fait embarquer. Qui se fait offrir une job. Puis... bon. Des attouchements. Puis ça dans quoi elle est prise. Une petite bande-dessinée. On l'a diffusée partout dans Sherbrooke. Partout, partout, partout, avec le numéro du CALACS. Et finalement, on s'est mises à recevoir des appels de femmes. »

Les intervenantes du Centre d'aide ont recueilli des témoignages et travaillé sur le dossier sur une période de six ans; après quoi, le chiropraticien en question a été radié de son ordre professionnel.

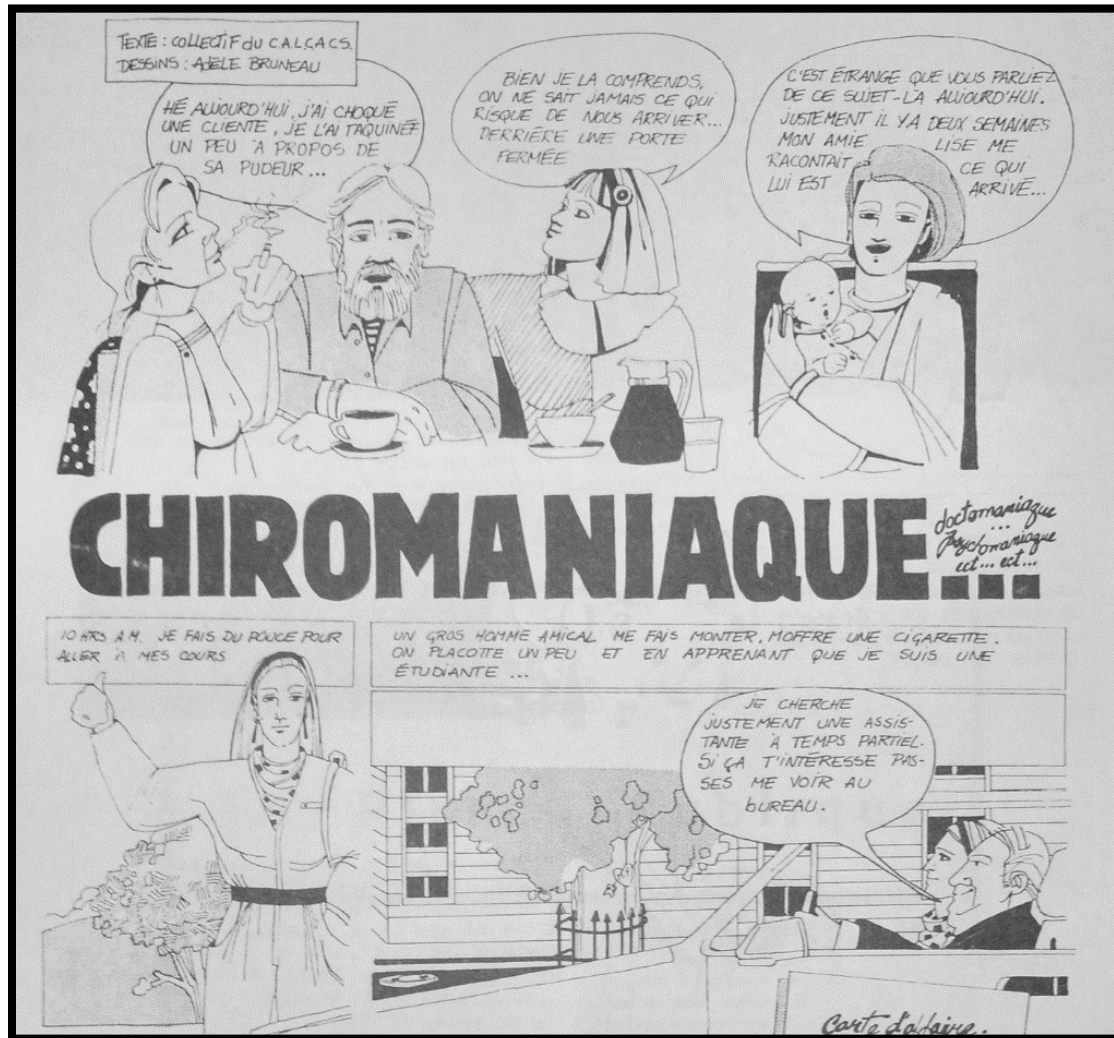
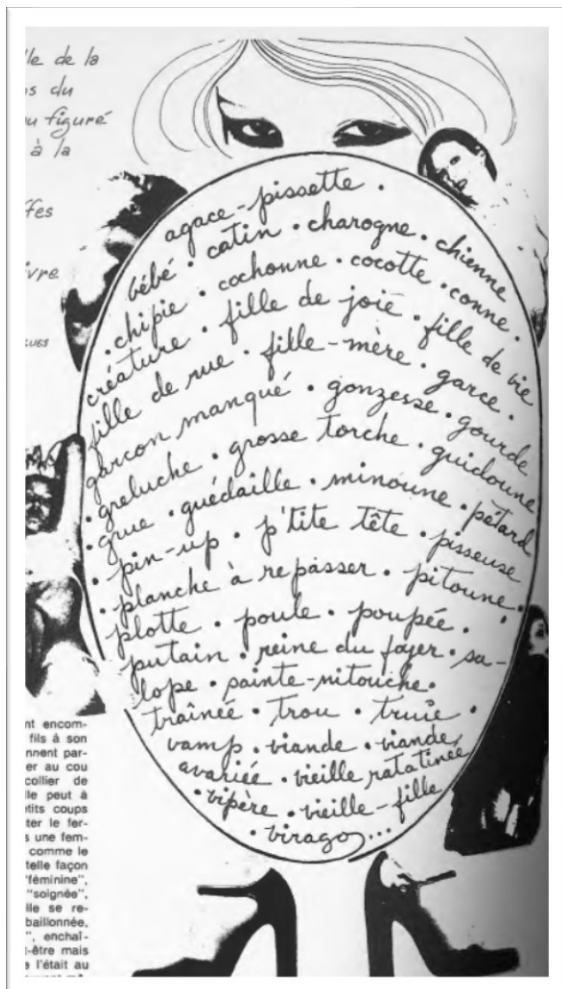


Figure 14. Extrait de la bande-dessinée Chiromaniaque, p.1.

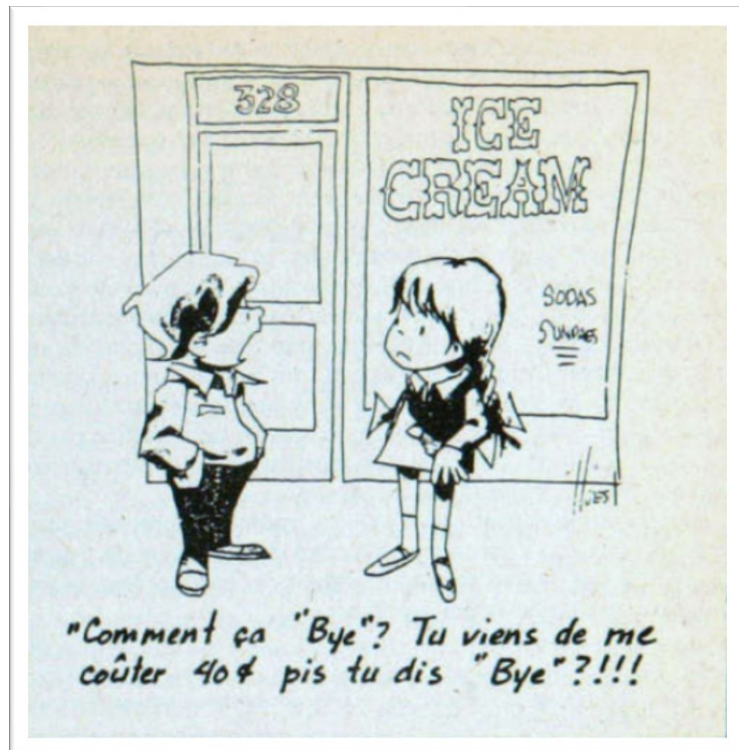


Quelques exemples d'images publiées dans les journaux militants concernant les violences sexuelles verbales vécues par les femmes et l'accessibilité assumée au corps féminin par les hommes. En ordre de gauche à droite, de haut en bas :

Figure 15. TDP, déc. 1977, p.8.

Figure 16. LVR, mars 1981, p.23

Figure 17. LVR, mars 1982, p.86



L'utilisation de moyens d'expression artistique a plusieurs fonctions pour les militantes. En effet, le travail qu'elles font, autant sur la question des violences sexuelles que sur la condition de la femme en général, est extrêmement confrontant. Il s'agit de remettre en question non seulement le fonctionnement de la société, mais également de resignifier leurs propres vécus. Les émotions fortes qui ressortent de leurs démarches sont canalisées dans leurs arts. Également, les productions artistiques du mouvement font partie de leur effort de créer un discours construit autour des réalités féminines, non pas seulement par l'usage des mots, mais également par d'autres moyens d'expression, comme l'image. Finalement, l'usage de l'humour, présent dans un grand nombre de textes créatifs et d'images produites par les militantes, contribue à la cassure de certains stéréotypes féminins. Les militantes affirment ainsi que les femmes peuvent être drôles; qu'elles peuvent aborder des sujets sérieux avec intelligence; qu'elles peuvent être acerbes et confrontationnelles, et donc qu'elles n'ont pas toujours besoin de plaire à tous et toutes.

5.3.3. Cours d'auto-défense : le Wen Do

Les cours de Wen Do sont arrivés dans la province du Québec en 1972, avec la formation de Lucie Dextras comme première instructrice de cette école torontoise. Les cours sont donnés sur de manière confidentielle, souvent chez les instructrices ou chez les adhérentes, quand ils ne sont pas offerts directement dans les Centres d'aide contre le viol ou les maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale.



Figure 18. Symbole de l'école de Wen Do

Le Wen Do est une école d'auto-défense exclusivement pour les femmes avec objectif d'outiller les femmes pour pouvoir se défendre et se sentir plus en sécurité dans leur vie quotidienne. Le Wen Do gagne rapidement en popularité au Québec dans les années 70, atteignant son apogée vers la fin de la décennie, mais disparaît presque complètement au début des années 80. À son plus fort, des cours de Wen Do sont offerts dans plus du tiers des Centres d'aide contre le viol canadiens.

Les cours d'auto-défense sont considérés par les féministes québécoises comme plus qu'une simple manière d'apprendre à combattre. En suivant les cours de Wen Do, les femmes se retrouvent confrontées aux stéréotypes féminins et doivent apprendre à repenser leurs corps, leur féminité, ainsi que leur relation avec l'agressivité et l'activité physique. L'objectif du Wen Do est que les femmes puissent se protéger, mais se protéger de quoi? Les conversations sur les victimisations spécifiques des femmes, plus particulièrement les violences sexuelles, se multiplient. Le Wen Do devient l'un des lieux de lutte concrète contre les violences sexuelles du Québec.

« Le Wen Do n'est pas seulement une technique d'autodéfense, mais un déconditionnement nécessaire à notre autonomie. [...] Pour nous, le Wen Do est une façon de contribuer à la lutte contre la violence faite aux femmes. Nous voulons également voir les femmes reprendre leur droit à la libre circulation, pour que la rue nous appartienne! »

Têtes de Pioche, mai 1978, p.4

Comme Lucie Dextras me l'a expliqué dans notre entretien, le travail le plus difficile effectué dans les cours de Wen Do n'était pas d'apprendre à se battre, mais plutôt d'apprendre aux femmes à penser leur relation avec leur corps et avec les hommes différemment : « Quand t'es obligée de convaincre une femme qu'elle est capable, qu'elle est intelligente, quand t'es obligée de la convaincre... Parce qu'elle est convaincue du contraire. » (Entretien avec Lucie Dextras, 2017). Les instructrices de Wen Do tentent d'amener leurs étudiantes à déconstruire leurs perceptions d'elles-mêmes et leur redonner confiance en leurs capacités physiques et mentales.

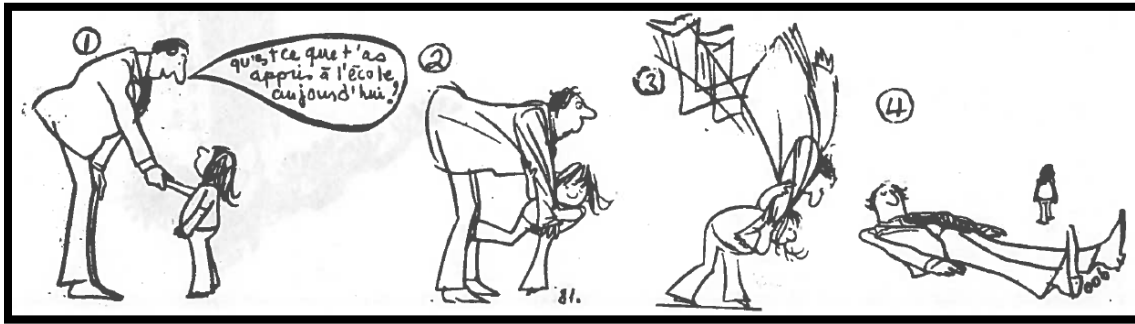


Figure 19. Wen Do. Bulletin des Centres contre le viol, 1981, p.81

Les relations entre la branche principale, située à Toronto, et la branche québécoise commencent à s'envenimer à la fin des années 70. Les questions de distance, de langue et de culture tendent les relations. Le fait que la tête du Wen Do soit un homme, M. Paige, est considéré comme inacceptable par les Québécoises. C'est un moment de montée du nationalisme prononcée au Québec, peu de temps avant le premier référendum sur l'indépendance, et les opinions face aux « Anglais » se polarisent de plus en plus. Finalement, alors que le Québec est supposé être l'hôte du congrès annuel de l'école, mais que les adeptes québécois ont arrêté d'envoyer des fonds plus tôt dans l'année, les quartiers généraux annulent brusquement l'événement. La branche québécoise décide de s'auto-organiser et les ponts entre les deux factions se brisent. Dans les années qui suivent, la présence du Wen Do dans la province s'amenuise.

« C'est très, très, très important, cette affaire-là, dans les années 70-80. Parce que toutes les femmes du Québec voulaient faire un cours comme ça. [...] Donc c'était très clairement cette manifestation-là de ce que je dis- toutes les femmes ont peur. [...] Mais tu vois ça a pas donné de petits. C'est-à-dire que... c'est comme le théâtre des femmes. Ça s'est tout dissipé, tout ça. »

Entretien avec Pol Pelletier, 2017

La mobilisation de notions d'auto-défense par les militantes féministes québécoises est significative pour plusieurs raisons. En pratiquant le Wen Do, les femmes, d'emblée, transgressent certaines normes féminines. En effet, elles apprennent à faire usage d'agressivité et s'habituent à frapper, mordre, crier. *Elles ne performant pas leur genre de la façon attendue d'elles*. Elles bougent leurs corps avec violence et force, elles sont actives au lieu de passives : ainsi, elles traversent la ligne invisible du domaine du masculin, dans une perspective

traditionnelle dichotomique où les hommes et les femmes sont opposés. La pratique de l'auto-défense, c'est l'apprentissage d'une notion de « féminité » différente, où le corps prend de nouvelles significations. La femme apprend qu'elle *peut* se défendre, que son corps a la *capacité* de commettre des actes violents, qu'elle peut être *forte* et *compétente*. Comme Madeleine Lacombe me disait dans notre entretien : « Les cours d'auto-défense, [...] ça m'a changée, tu vois ça c'est l'autre point tournant, ça a changé quelque chose dans ma vie, dans le sens où j'ai réalisé que j'avais pas toujours été chanceuse, j'avais aussi été compétente. [...] Alors que les femmes on se reconnaît pas ces compétences-là. »

Comme McCaughey (1997) l'affirme, le genre n'est pas seulement discursif. Il est également une réalité matérielle, véhiculée au-travers de la façon dont les corps existent dans l'espace social. Ainsi, les corps féminins sont supposés performer leur genre en suivant des normes culturelles : le féminin, c'est certaines façon de parler, de bouger, de s'habiller. C'est ce qui est *permis* ou *interdit*, implicitement, de faire si l'on est une femme ou un homme, et les réfractaires s'exposent au rejet social. Avec le Wen Do, les groupes féministes ont resignifié des comportements et des perceptions corporelles (le corps féminin comme fort et compétent, au lieu d'impuissant et soumis aux violences des hommes). Elles l'ont fait dans la pratique des techniques d'auto-défense, oui, mais aussi en soulignant certaines incongruités dans l'image traditionnelle de la femme :

« Ce qu'on enseigne aux femmes, c'est d'une part l'importance qu'on s'accorde. Moi ce que j'avais développé c'est dire aux femmes au début du cours : « Qu'est-ce que vous feriez si un homme vous agressait ? » J'avais toujours [quelques femmes] qui disaient : « Bon moi je ferais ça », mais les autres y'écrasaient. « Qu'est-ce que vous feriez si votre enfant était attaqué ? » Et là j'avais 30 lionnes en avant de moi. Puis là je leur disait : « Avez-vous remarqué, vous êtes la même personne, hein?. Pour vous défendre vous autre vous êtes (bruit dépréciatif). Défendre votre enfant...» Mais c'est la même fille là, vous les avez ces possibilités-là. Je mets cette anecdote-là parce que c'est important que les femmes comprennent ça, que c'est pas vrai qu'elles ont pas de force. »

Entretien avec Madeleine Lacombe, 2017

L'auto-défense, c'est la mise en pratique de plusieurs conceptions féministes. En parlant des violences sexuelles, les groupes militants indiquent que la manière dont les femmes occupent l'espace – en étant douces, discrètes, soumises et en s'habillant avec des vêtements serrés et décoratifs, contraignant la liberté de mouvement – précipite les violences sexuelles. Sans blâmer le comportement individuel des femmes, les militantes indiquent que les normes culturelles faisant des femmes des êtres non-agressifs les empêchent de se défendre et les mettent en position de vulnérabilité face aux agressions. En pratiquant l'auto-défense, les femmes utilisent leur corps comme un lieu de résistance, autant face aux agressions physiques que face aux normes culturelles de féminité. En bref, c'est une forme d'activisme ancré dans la performance corporelle.

La pratique du Wen Do est le lieu d'une transformation du rapport des femmes à leurs corps, à leur féminité, et à l'espace. Pour les militantes, c'est l'occasion de briser la peur qu'elles vivent face aux violences sexuelles, en leur redonnant confiance en soi, en dénaturant la faiblesse de la femme et en leur donnant un apprentissage concret de techniques d'auto-défense physique et verbale. Briser la peur des femmes, ainsi, c'est leur redonner une liberté d'action et de mouvement. C'est un volet important de la lutte contre les violences sexuelles. Les militantes ont travaillé de diverses façons à sensibiliser le public à leur cause et à faire changer les structures institutionnelles qui régissent la prise en charge de ces comportements; l'auto-défense est complémentaire, car elle permet aux femmes de se changer *elles-mêmes*.

5.3.4. Utilisation des espaces publics : La rue, la nuit, femmes sans peur

La première édition de la marche militante *La rue, la nuit, femmes sans peur* est produite en automne 1980. Annuelle, la manifestation regroupe des centaines de femmes dans plusieurs villes du Québec pour dénoncer les violences faites contre les femmes et revendiquer le droit de marcher dans la rue en toute sécurité et ce, sans protecteurs. Elle est produite grâce à la collaboration d'une multitude de groupes de femmes¹⁰, suivant l'idée initiale de groupes

¹⁰ Par exemple, en 1981, la marche de Montréal est faite en collaboration avec ces groupes : Le MCVI, Des luttes et des rires de femmes, Assistance aux femmes, l'Alliance des infirmières de Montréal, Action-travail des femmes, l'Association pour la défense des droits du personnel domestique à Montréal, l'Auberge Transition (refuge pour

féministes états-uniens, coordonné par le Regroupement québécois des Centres contre le viol dans la province et en relation avec les autres Centres d'aide canadiens. Des groupes de femmes viennent éventuellement à y participer à l'extérieur de l'Amérique du Nord, alors qu'un contact est établi avec la France, la Belgique et la Suisse par le Regroupement québécois.

« [...] nous rejoignons votre préoccupation d'affirmer le droit des femmes à vivre librement, sans crainte et surtout sans la menace d'être atteintes physiquement et psychologiquement par des abus de pouvoir d'un mari, d'un conjoint, d'un ami, d'un frère ou d'un étranger », écrit le *Regroupement provincial des maisons d'hébergement et de transition* en 1981 pour exprimer son support à la démarche des Centres d'aide contre le viol. L'appui du Conseil du statut de la femme, de la ministre de la condition féminine Pauline Marois et du ministre des affaires sociales Pierre-Marc Johnson est également sollicité par les manifestantes, ce qui en fait l'une des activités de revendication où les militantes féministes font appel aux structures institutionnelles de grande envergure – le gouvernement, dans ce cas-ci – pour leur demander d'adopter leur cause.

Les marches se déroulent le soir. Les femmes sont les seules à pouvoir marcher dans la rue; les conjoints et amis sont invités à les supporter en restant sur les trottoirs ou en s'occupant des enfants pour la durée de l'événement. Les parcours passent par des endroits « [...] où l'on se fait suivre et agresser, où l'on a peur de passer seule pendant la nuit, devant les bars et les cafés où l'on n'aime pas aller seule parce qu'on y est harcelée ». Dans plusieurs cas, les manifestantes s'arrêtent pour scander des slogans devant des établissements pornographiques, que ce soit des bars de danseuses nues ou des salles de cinéma adulte.

femmes), le Centre de santé des femmes du quartier, le Centre d'information et de référence pour femmes (RAIF), Chez Doris (refuge pour femmes), le Collectif d'information et d'animation juridique, le Comité de la condition féminine de la C.S.N., le Comité-femmes du cégep du Vieux-Montréal, le Comité-femmes du cégep Maisonneuve, le Comité-femmes de L'UQAM, la Fédération québécoise des infirmières et infirmiers du Québec (FIIQ), La Vie en rose, les Éditions de la Pleine Lune, les Éditions de Remue-Ménage, les Presses de la santé de Montréal, Le Théâtre expérimental des femmes de Montréal, la Librairie Androgyne, la Librairie des femmes d'ici, la Ligue des femmes du Québec, la Maison l'Esplanade (refuge pour femmes), Wendo-Québec, le Regroupement des maisons d'hébergement pour femmes et enfants et Service aux familles.

Le thème de la peur est au centre des revendications. La crainte de vivre des violences sexuelles est présentée une réalité pour toutes les femmes, un fait qui handicape les femmes en limitant leurs possibilités de mouvement et en leur faisait miroiter leur faiblesse supposée.

« **La peur**, ce sentiment qui nous rend si prudentes et méfiantes envers les hommes, dans les rues, au travail et souvent même à la maison nous renvoie interminablement à cette image de nous-mêmes d’êtres faibles, sans ressources, ayant besoin de protection. Cette perception de nous-mêmes que nous avons intériorisée nous maintient dans un état d’impuissance face au viol et nous le fait accepter comme une fatalité. Nous pouvons faire le choix de réagir tous les jours à toutes les formes d’agressions verbales ou physiques qui nous sont imposées. **Il s’agit de faire respecter notre espace, de prendre notre place. Sortir dans la rue, la nuit, avec d’autres femmes, c’est poser un acte de réappropriation individuelle et collective de l’espace.** »

Tiré du texte d’une conférence de presse pour la marche de 1981 (je mets en gras)

La manifestation est une autre des pratiques féministes qui, comme le Wen Do, leur permet d’employer leurs corps comme lieux de résistance aux violences qu’elles subissent. C’est en se mobilisant ensemble, en occupant physiquement la rue, que les femmes se dressent contre les oppressions qu’elles perçoivent. Elles montrent qu’une femme a le *droit* d’investir les espaces publics et que, par la force du nombre, elle peut le faire de façon sécuritaire. Elles *performent*, dans tous les sens du terme, une féminité libérée des contraintes spatiales imposées aux femmes par le moyen de la peur. Par la force du nombre, les manifestantes défient les conventions qui régissent leurs agissements : elles refusent de performer « adéquatement » leur genre. Ainsi, présentent une performance corporelle alternative.

Le message que les groupes féministes expriment est qu’une femme qui marche seule dans la rue, le soir, ne doit pas être considérée comme une victime potentielle se mettant elle-même à risque d’agression, mais plutôt une personne libre de circuler dans les espaces publics. Il y a un transfert de fardeau de responsabilité, comme la faute d’une agression n’est donc pas sur la femme et ses comportements, lesquels sont légitimes. C’est une reprise de pouvoir pour les manifestantes.

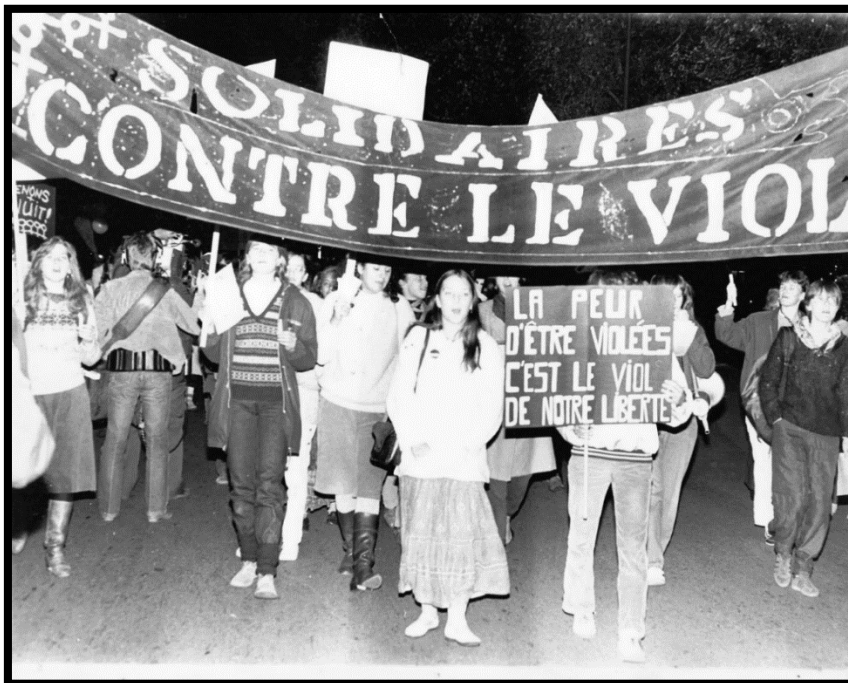


Figure 20. La rue, la nuit, femmes sans peur. Photo du MCVI, 1982



Figure 21. La rue, la nuit, femmes sans peur. Photo du Centre d'aide de Trois-Rivières, 1981.

Politisation des luttes

6.1. Les Centres d'aide : Militer au quotidien

Les Centres d'aide contre le viol sont les groupes centraux de la lutte contre les violences sexuelles au Québec. En plus de leur volet de sensibilisation auprès du public, ces Centres donnent un certain nombre de services pour les victimes de violences sexuelles. Dans cette section, je propose d'examiner le fonctionnement pratique des Centres d'aide aux victimes de viol en soulignant les services fournis par les Centres. Je propose ensuite d'examiner les défis que les Centres ont rencontré dans leur pratique pour maintenir leurs organismes ouverts et fonctionnels.

6.1.1. Donner des services d'aide aux victimes

Vers le milieu des années 70, les premiers Centres d'aide aux victimes de viol naissent dans la province du Québec. Leur mandat est double : changer la façon dont la société québécoise comprend et traite les violences sexuelles, ainsi que donner des services d'aide aux personnes qui en ont été victimes. La formation d'un service d'aide directe aux victimes se fait dans les Centres suite à une réalisation des collectifs de lutte du manque de service social pratiquement total pour les victimes de violences sexuelles. Les Centres s'évertuent donc à combler cette lacune.

Les services d'aide aux victimes

Les militantes des Centres d'aide offrent plusieurs volets de services, habituellement dirigés vers les femmes adultes. Un service téléphonique est mis en place pour pouvoir communiquer avec les victimes et leur offrir un support immédiat. La ligne téléphonique est également employée pour prodiguer un service de références (vers les hôpitaux, médecins privés, psychologues, policiers... bref, vers tous les intervenants dont la victime pourrait avoir de besoin). Faire la liste des ressources existantes traitant de violences sexuelles est l'une des premières démarches entreprises par les jeunes Centres d'aide; effectivement, leur objectif n'est pas de dédoubler des services, mais bien de combler des lacunes du système. Les services en place sont considérés par les militantes comme faisant trop peu (la plupart des hôpitaux, par exemple, n'ont initialement pas de protocole précis pour le traitement des victimes de violences

sexuelles), étant trop difficiles d'accès (les CLSC¹¹, entre autres, ont de longues listes d'attente et ne donnent pas de services directement liés au vécu de violences sexuelles) ou présentent une approche qui n'est pas féministe (les Centres font une sélection de médecins et psychologues sensibilisés à recommander aux victimes).

Les militantes des Centres offrent également de rencontrer en personne les femmes victimes de violences sexuelles. Les rencontres sont utilisées pour permettre aux victimes de parler de leur situation, pour les aider à s'organiser après une agression, puis pour leur donner l'occasion de rencontrer et échanger avec d'autres victimes, dans les cas de rencontres de groupe.

Les militantes doivent alors s'auto-former afin d'être aptes à intervenir avec une approche féministe auprès des victimes. Pour ce faire, elles créent des manuels de formation (partagés entre les Centres, bien que chacun d'entre eux décidait indépendamment de sa manière de former ses intervenantes) avec l'objectif d'apprendre à reconnaître leurs propres préjugés, à identifier leurs valeurs, à apprendre à communiquer efficacement et à se familiariser avec le vocabulaire entourant la sexualité et les violences sexuelles. L'écoute est particulièrement privilégiée, demandant aux militantes de ne pas imposer leurs interprétations et jugements sur les récits des victimes. Une relation aussi égalitaire que possible est également privilégiée, et les militantes qualifient parfois leur travail comme l'établissement d'une relation d'« amies » avec les victimes qu'elles rencontrent, comme il est mentionné dans le *Manuel de formation des bénévoles*.

Les Centres offrent aussi des services d'accompagnement des victimes dans leurs démarches. Ainsi, les militantes des Centres se retrouvent à aller avec les victimes voir leur avocat, à aller témoigner de leur agression auprès des policiers, à les amener à l'hôpital, ou encore à s'asseoir avec les victimes en cour lors des procès. Ceci demande aux militantes de contacter chacun de ces établissements, de s'y présenter, et d'y insister de la pertinence de leur présence auprès des victimes de violences sexuelles. Les militantes se donnent pour rôle de connaître les examens médicaux offerts et de les exiger auprès des médecins, puis d'être prêtes à prendre la décision de changer de médecin ou d'hôpital si nécessaire; elles doivent connaître le type d'interrogatoire

¹¹ Centres Locaux de Services Communautaires. Lieux prodiguant des soins de santé et des services sociaux sous l'aile du gouvernement provincial du Québec.

des policiers, y préparer les victimes, et « remettre le policier à sa place » si jugé nécessaire. Elles se donnent comme mandat de connaître les procédures judiciaires et d'être aptes à aider les victimes à faire un choix éclairé pour décider d'entamer des poursuites ou non.

Finalement, les Centres offrent souvent des cours de Wen Do au sein de l'organisme. Lorsque les cours ne sont pas disponibles à même le Centre, les militantes réfèrent les femmes intéressées auprès d'instructrices à l'externe.

Tous les Centres n'ont pas offert la totalité de ces services tout au long des années 70 et du début des années 80 et ce, pour des raisons parfois liées à la santé des militantes, parfois à des problèmes à l'interne, et parfois liées à des questions pratiques de financement. La prochaine section décrit ces difficultés.

6.1.2. Tenir les Centres à flot : survivre sur le long terme

En 1978, le Centre d'aide aux victimes de viol (CAVV) de Montréal ferme ses portes, après 3 années d'existence. Le Centre publie largement dans le réseau féministe son analyse de *pourquoi* le collectif en est venu à arrêter son travail. Entre autres, il cite des tensions liées à la gestion interne entre divers groupes : radicales contre réformistes, anarchistes contre marxistes, hétérosexuelles contre lesbiennes, anglophones contre francophones, salariées contre bénévoles... la liste est longue.

Le CAVV de Montréal n'est pas le seul collectif à citer de telles difficultés. Dans les autres Centres, le nombre d'adhérentes monte et descend régulièrement et la motivation au travail est difficile à garder intacte. Les militantes se retrouvent confrontées à leurs différences idéologiques, ce qui rend difficile toute prise de décision. En effet, les collectifs fonctionnent de manière démocratique – il faut s'entendre, ou du moins arriver à des compromis, pour avancer. C'est l'une des raisons majeures de la fermeture du Centre de Montréal, pour qui les membres du collectif ne s'entendent pas sur l'orientation du Centre : certaines voient l'approche politique (sensibilisation du public et changements légaux et sociaux) comme prioritaire, alors que d'autres préfèrent mettre leur énergie sur les services pour les victimes de violences sexuelles.

Des fractions existent au sein du mouvement. La question de l'orientation sexuelle, par exemple, était importante pour plusieurs. Le collectif du MCVI de Montréal, entre autres, était

initialement pratiquement entièrement constitué de femmes lesbiennes. D'autres Centres, comme celui de Sherbrooke, se retrouvaient à représenter une forme d'hétérosexualité qui pouvait créer des tensions :

« Mais on était plus les *fi-filles*. Sherbrooke c'était les *fi-filles*. Peut-être que sur des choses on était plus nuancées. Moi je trouve qu'on était très radicales. [...] C'était le débat à l'époque aussi, les lesbiennes pour qui le lesbianisme était un choix politique. Bon, nous autres on revenait tout le temps en disant : « Et bien nous autres on est les ennemies, on couche avec l'ennemi », puis on le faisait en blague, mais on sentait ces tensions-là. C'est sûr qu'elles existaient, tu sais des lesbiennes politiques, tout le modèle féminin que tu rejettes complètement, que tu vas de l'autre bord. Des fois, [il y avait] des sous-entendus qu'on couchait avec l'ennemi, donc qu'on était pas vraiment féministes. »

Entretien avec Madeleine Lacombe, 2017

Les tensions entre les francophones et anglophones sont également présentes. Dans des Centres comme celui de Sherbrooke ou de Trois-Rivières, où les militantes sont majoritairement francophones, la question ne se pose pas beaucoup. Au MCVI de Montréal, Centre originellement majoritairement anglophone, cet enjeu est davantage pressant.

Pour ce qui est du bénévolat, la relation des collectifs féministes avec ce dernier est difficile. Le bénévolat est nécessaire, parce que les Centres n'ont pas les fonds nécessaires pour payer les effectifs dont ils ont besoin pour produire leurs services, que ce soit d'aide directe aux victimes ou de sensibilisation auprès du public. Dans le *Manuel de formation des bénévoles*, l'auteure tente de défendre le travail non-payé des militantes en soulignant que les bénévoles ont des horaires souples, ce qui fait qu'elles évitent de se sentir coupable si elles font moins d'heures de travail et peuvent ainsi éviter l'épuisement, et que la participation bénévole « consolide les origines populaires du mouvement ». Malgré cela, le bénévolat reste une source de tension importante pour les militantes. En pratique, plusieurs ne le considèrent pas viable à long terme. Comme Denise Côté m'expliquait dans notre entrevue : « Ça se [pouvait] pas qu'on continue sans salaire. Moi j'ai dit [...] (et j'étais pas la seule), là on est en septembre, je suis ici jusqu'en décembre, mais après ça je m'en vais travailler. »

Le bénévolat est également une source de conflit en raison des contradictions qu'il crée avec les orientations idéologiques du mouvement féministe. Les militantes se situent dans un large projet d'amélioration des conditions de vie des femmes et de la reconnaissance de la valeur de leur travail; continuer à donner des services gratuitement est considéré comme une perpétuation de l'oppression systémique des femmes.

Toutes ces tensions internes, combinées à la nature difficile du travail d'aide auprès des victimes de violences sexuelles, ont conduites plus d'une à l'épuisement. En plus de la gestion des conflits interpersonnels, les militantes des Centres se retrouvent à donner des services qu'elles ne sont pas capables de maintenir avec des effectifs et budgets réduits (par exemple des lignes téléphoniques 24/7), sont constamment confrontées aux limites des systèmes social et judiciaire québécois, et vivent de manière vicariante les violences vécues par les victimes de violences sexuelles. Comme l'écrivent des membres du collectif du Centre d'aide de Québec en 1980 :

« Le travail ne s'arrête jamais, on arrive pas à prendre du temps pour nous, les autres femmes ça envahit notre vie, on a du mal à connaître et à respecter nos limites. On ne voit plus trop où le travail commence et où il finit, où notre vie privée commence et où elle s'arrête. Nous faisons l'expérience qu'en effet la vie privée est politique.

[...]

Quand une femme appelle, elle est toute seule, elle panique, sa peur est la nôtre, celle d'aujourd'hui et d'hier, on est replongées là-dedans, on écoute, on partage, on la soutient, on est présentes. Après on se retrouve seule, imprégnée de ce qu'elle nous a dit, des images nous en reviennent. On se retrouve alors avec un sentiment d'impuissance, une rage qui nous étouffe et le désespoir de ne pas voir venir la fin de ce cauchemar. »

Les conditions de travail des militantes sont insoutenables au long terme. Afin de pouvoir continuer à porter leurs causes, il leur est nécessaire de transformer certains aspects de leurs luttes. C'est ce qui les amène éventuellement à se tourner vers les gouvernements provinciale et fédéral, afin d'obtenir des fonds et de faire changer les structures institutionnelles traitant des violences sexuelles. La prochaine section porte sur la professionnalisation du travail militant qui en résulte et sur les transformations dans la relation des groupes militants avec les gouvernements.

6.2. Porter ses revendications au politique

Les militantes féministes québécoises, particulièrement au niveau de Centres d'aide, se sont retrouvées confrontées au cours de la seconde moitié des années 70 à des situations qui leur ont demandé d'entrer en dialogue avec le gouvernement, au niveau provincial et au niveau fédéral. Afin de pouvoir garder leurs portes ouvertes, de manière très pratique, elles ont eu besoin de trouver une façon d'aller chercher du financement. Également, elles ont décidé de porter leurs luttes au niveau politique en réaction aux politiques publiques et aux lois concernant les violences sexuelles en vigueur à leur époque. La prochaine section porte sur certaines des stratégies que les militantes ont employées, ainsi que sur certains conflits dans leurs démarches.

6.2.1. Regroupement provincial et financement

Dans leurs premières années d'existence, les Centres d'aide contre le viol fonctionnent essentiellement en s'auto-finançant. C'est le cas du MCVI de Montréal, par exemple, qui multiplie les activités de financement afin de réussir à maintenir ses activités : ventes de garage, soupers bénéfiques, vente de macarons, conférences et cours d'auto-défense leur permettent, durant un temps, de survivre. Le Centre d'aide ne veut « pas avoir les mains liées » par des organismes subventionnaires avec des exigences particulières qui pourraient être en contradiction avec les objectifs du collectif. Plus spécifiquement, les militantes ne « veut pas que le gouvernement leur dise quoi faire ». J'ai déjà discuté de l'importance de leur autonomie pour les collectifs féministes dans le chapitre « *Se regrouper* », alors je ne vais faire qu'un bref retour ici. Les Centres d'aide travaillent sur la base d'un féminisme radical, qui demande de réformer la société en profondeur. Ceci implique aller à contre-courant des manières de faire des grandes institutions, comme les gouvernements. Toutefois, la situation est intenable au long terme : les Centres ont besoin de financement s'ils veulent continuer d'opérer. Certains Centres, comme celui de Sherbrooke, pensent plutôt que le gouvernement *se doit* de payer les services des Centres, comme ces derniers font un travail qui profite à la société en entier et que les violences sexuelles concernent tous les Québécois.

À Sherbrooke, entre autres, une première subvention du gouvernement fédéral leur permet de lancer leur organisme, mais les fonds initiaux ne sont pas suffisants pour continuer leur travail sur le long terme. Dans tous les Centres d'aide, la question de l'argent est accaparante : la

recherche de financement prend un temps et des ressources énormes. « May I be frank? Give me typing, give me sweeping my office carpet with a toothbrush – anything is better than writing grants. » écrit une militante en 1979 pour souligner l’effort démesuré à donner pour aller chercher du financement.

Les Centres d’aide de la province décident donc, en 1979, de mettre sur pied un regroupement qui leur permettra d’intercéder auprès du gouvernement provincial et d’avoir de meilleures chances d’obtenir du financement. C’est la naissance du RQCALACS, soit le *Regroupement québécoise des centres d’aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel* :

« Ces luttes-là se faisaient au niveau provincial avec le Regroupement. Parce que ça relève du provincial. [...] Les luttes sur le financement, la reconnaissance de ce qu’était un centre, les changements de loi, c’était les 6 centres de l’époque qui étaient ensemble. On avait formé un Regroupement. »

Entretien avec Madeleine Lacombe, 2017

Dès 1979, en passant par le RQCALACS, les Centres d’aide québécois remettent un mémoire au Ministère des affaires sociales (MAS) afin de prouver leur crédibilité et demander du financement. « Nous avons hâte d’obtenir un financement stable. Notre énergie se mine à la longue à aller quêter [...] Nous espérons comme cadeau de Noël l’annonce d’un budget décent et permanent qui transforme nos spasmes d’agonie différés en une survie définitive. », écrit Danièle Drolet du RQCALACS en 1979 au MAS. L’entreprise est couronnée d’un certain succès, car le MAS leur accorde une première subvention dans les mois qui suivent, mais les fonds sont abruptement coupés en décembre de la même année.

Les Centres, qui fonctionnaient déjà à très petit budget, encaissent difficilement le coup. Il n’y a initialement pas de communication de la part du MAS avec les Centres d’aide à propos de la coupure, ce qui fait monter un sentiment d’injustice au sein de ces derniers. En guise de protestation, les Centres de Sherbrooke et de Trois-Rivières ferment leurs portes, alors que les Centres de Hull et de Québec réduisent leurs services et personnel de 80%. Il s’en suit un débat très public entre le Regroupement et ses membres et le gouvernement provincial. Les Centres d’aide écrivent massivement dans les journaux pour décrier dénoncer la situation, réclamer des fonds, et soutenir que leurs services sont essentiels pour la société québécoise.



Figure 22. Coupures de journaux provenant du Nouvelliste, du Journal de Montréal et du Devoir, 1979

Le Ministre Denis Lazure (Ministre du MAS) riposte en déclarant que la coupure est faite parce que les Centres auraient mal géré les fonds publics. L'argument ne fait aucun sens pour les militantes, qui étaient déjà incapables de payer la majorité de leurs travailleuses avant la coupure des fonds publics. La coordonnatrice du RQCALACS indique que, quelques mois plutôt encore, le MAS affirmait que leur travail était une priorité, faisant des promesses d'argent et de soutien à cet égard, mais qu'il a agi à l'inverse. Le RQCALACS dénonce également le gouvernement

d'aller à l'encontre des recommandations du CSF, comme publiées dans sa « Politique d'ensemble de la condition féminine ».

Des fonds sont finalement accordés aux Centres d'aide, toujours de manière limitée. En 1980, toutefois, le MAS annonce la fusion des Centres d'aide contre le viol avec les Maisons pour femmes en difficulté (MFD)¹². Le ministère, sans avoir consulté les groupes de femmes, donne le mandat aux MFD d'intégrer les services d'aide aux victimes de violences sexuelles dans leurs propres services. Pour les Centres d'aide, ceci signifie : « Encore plus simplement dit, le MAS, après avoir enlevé aux CALACS tout espoir de survivre, leur demandait avec une pelle qu'il avait forgé de participer à leur enterrement définitif. » La décision du MAS va à l'encontre des recommandations des récents Colloques régionaux sur la violence, commandités par le gouvernement pour étudier le problème des violences faites aux femmes dans la province. En effet, dans le rapport produit suite aux Colloques, il est recommandé « Que les centres d'aide aux victimes d'agressions à caractère sexuel soient **maintenus** dans leur structure et leur fonctionnement actuels et **subventionnés de façon permanente** et autonome par le ministère des Affaires sociales » (je mets en gras).

La fusion est considérée comme inacceptable de la part des Centres d'aide, qui considèrent que les besoins pour les victimes de violences sexuelles et de violence conjugale diffèrent. Également, les militantes considèrent que leur mandat est plus large que le seul soin des victimes et que, si elles sont assimilées aux MFD, elles ne pourront pas accomplir leurs objectifs : « Nous ne nous bornons pas à faire du « patchage » et à écouter le monde pleurer. Pour qu'elle soit efficace, notre intervention comporte un travail d'éducation, de sensibilisation et de prévention dans le milieu. » (Madeleine Lacombe, La Tribune, 1980.)

Les Centres d'aide répliquent en faisant circuler une pétition pour retrouver leur financement et leur indépendance. Des appels à l'aide sont publiés dans les journaux, indiquant que les Centres offrent « un service que tout le monde juge essentiel ». Les militantes argumentent que le gouvernement est prêt à dire que la violence contre les femmes est une priorité, mais pas à payer pour lutter contre. La nécessité d'une réponse rapide est soulignée : « Le gouvernement doit supporter financièrement le travail des femmes qui se sont prises en main et qui donnent des

¹² Aujourd'hui Maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale.

services auxquels aucune institution ne pouvait répondre. [...] Nous comptons sur votre appui, nous ne pouvons plus lutter seules et porter le fardeau de la violence faite aux femmes. » En octobre 1981, 457 lettres sont acheminées au MAS à cet effet. La pétition est efficace, car le financement des Centres est rétabli vers la fin de l'année et le RQCALACS reprend son travail de manière indépendante des MFD.

C'est une victoire pour imposer au gouvernement la reconnaissance des violences sexuelles comme un enjeu autonome. La séquence montre bien le type de négociation et compromis qui accompagne la professionnalisation d'une pratique militante. D'un côté, elle impose aux militantes un déplacement par rapport à leurs principes initiaux d'autonomie et d'entrer dans des relations nouvelles avec les institutions. De l'autre, la place prise par l'enjeu des violences sexuelles dans le débat public rend difficile pour le gouvernement de rabattre complètement cet enjeu sur un autre et de résoudre la crise par la négation du problème soulevé. L'octroi progressif d'un financement permanent aux des Centres d'aide manifeste une forme de compromis entre l'institutionnalisation et l'autonomie.

6.2.2. Faire changer les lois : intercéder auprès du gouvernement fédéral

Dans leur travail auprès de victimes de violences sexuelles, les militantes féministes se retrouvent rapidement à frapper un mur quand il est question de procédures légales. Madeleine Lacombe raconte la première année d'activité du Centre d'aide de Sherbrooke comme un période difficile :

« [...] des fois les filles on braillait, on était découragées. C'était... c'était jamais correct. Même des fois, [on pensait] qu'on avait la « victime idéale », dans le sens où... tu sais, une fille qui ressemble à une petite fille, qui est habillée en blanc avec une grande robe, puis on se disait : « Là y pourrons pas faire de quoi ». Mais la fille était sur la rue à 21h30 quand elle s'est fait attaquer, puis l'avocat de la défense disait : « Mais qu'est-ce que vous faisiez à pied au centre-ville à 21h30 le soir? » [...] Je me rappelle d'une réunion où on était déprimées, et là j'ai dit : « Ben là, qu'est-ce que c'est qu'on fait! On va faire ça pendant quinze ans, pis on va brailler encore à chaque fois ? » Et là on s'est dit non, il faut aussi faire des luttes, bon politiques et tout ça. Et on a changé de nom pour Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel. »

Entretien avec Madeleine Lacombe, 2017

Au Canada, les procédures criminelles sont de compétence fédérale : tout le pays est soumis au même Code criminel. Pour travailler à faire changer les lois et les procédures légales concernant les violences sexuelles, il est donc nécessaire pour les Centres d'aide d'intercéder auprès du gouvernement fédéral. C'est dans cette optique que les Centres d'aide du pays se regroupent, formant l'*Association nationale des centres contre le viol*, afin de représenter leurs intérêts auprès des plus hautes instances du pays.

L'Association nationale des centres contre le viol

La première conférence de l'*Association nationale des centres contre le viol* est donnée à Ottawa en 1976, regroupant une vingtaine de représentantes de Centres d'aide de tout le pays. L'Association naît d'une volonté de regrouper les acteurs de la lutte contre les violences sexuelles au niveau pancanadien afin de pouvoir accomplir plus qu'en tant qu'individus ou de groupes individuels :

« Afin de contrecarrer les mesures des agences de subvention et de poursuivre l'expérience de la croissance personnelle/politique, nous suggérons la création d'un front commun de groupes féminins pour l'action politique, tel le lobbying. La mise sur pied d'un éventail de services pour les femmes a créé non seulement la diversité mais aussi la discorde. Il est temps de reprendre conscience de nos intérêts communs et de se rappeler que l'union fait la force. »

Joanie Vance, coordinatrice canadienne (1979)

L'Association divise initialement le Canada en cinq régions, soit la Colombie-Britannique et le Yukon, les Prairies (Alberta, Saskatchewan, Manitoba et Territoires du Nord-Ouest), l'Ontario, le Québec et les provinces de l'Atlantique (Île du Prince-Édouard, Nouvelle-Écosse, Nouveau-Brunswick et Terre-Neuve-et-Labrador). Chaque région doit produire une représentante pour parler en son nom.

L'Association est également un outil important de communication pour les Centres d'aide canadiens, leur permettant de partager leurs démarches et d'organiser leurs luttes les uns par

rapport aux autres. Comme il est écrit dans la constitution de l'Association : « Together we will provide a mechanism for communication, education and mobilization to alleviate the political and geographical isolation of centres in Canada. » Les défis sont pourtant nombreux. Effectivement, la taille du pays, le peu de ressources financières des Centres d'aide, ainsi que les différences idéologiques et de langue causent problème. Chaque région est soumise à ses propres contraintes : la langue au Québec, l'isolement géographique du Labrador, les enjeux pressants de sous-développement économique dans les provinces des Maritimes, etc. témoignent de besoins différents en fonction des territoires et des populations. Les rencontres demandent un certain nombre de compromis. Comme l'Association l'écrit dans un rapport de 1980 : « Regions were flexible : Quebec put up with very little material in French, those regions that could afford it, gave up their travel money to those regions that needed the money, the Prairies decided to host the national conference even though they were not excited about all the work... »

Outre ces enjeux internes, l'Association est également confrontée aux exigences du gouvernement fédéral. Par exemple, dans une rencontre de l'Association à Winnipeg, en 1980, la représentante de la Colombie-Britannique indique que le gouvernement leur fait pression pour opérer selon une structure organisationnelle traditionnelle, soit avec une concentration des pouvoirs dans un conseil d'administration et un siège social à Ottawa. « The trade was that if we agreed to change our structure, the government would give us our money. If we were not willing to change, we had to be prepared for a fight to argue our « unorthodox » association! We listened intently to the government rep, thanked him, sent him on his way, then talked among ourselves. », écrit la représentante. En réponse, les militantes de la Colombie-Britannique préparent un document (Progress report for Health and Welfare) soulignant le travail accompli par l'Association nationale durant la dernière année et donné un plan d'action pour l'année suivante et un budget, tout en expliquant en détail la structure de l'Association et son utilité. Trois mois plus tard, le budget de l'Association est augmenté de 75% et il n'est plus question de leur faire changer de structure.

L'Association nationale est une organisation qui fait le pont avec le gouvernement. Les représentantes doivent apprendre à parler avec les mots du gouvernement afin de pouvoir accéder à un certain financement et, éventuellement, participer à la construction de nouvelles

législations sur le sujet des violences sexuelles. Le défi reste, tout au long de leurs activités, de conserver autant que possible leurs propres idéologies et structures tout en travaillant étroitement avec les instances officielles.

Faire changer les lois concernant les violences sexuelles

Les préoccupations avec les lois encadrant le traitement en justice des violences sexuelles sont manifestées par les Centres d'aide dès la fondation des premiers collectifs. Dans le document *Comment créer un centre d'aide contre le viol*, publié en 1976 dans le Canada anglais, une série de recommandations sont écrites proposant des articles de loi considérés par les militantes comme plus appropriés pour les victimes de violences sexuelles, « faute de pouvoir réécrire tout le code criminel canadien ». Dans le document, il est indiqué qu'il y a peu de dénonciations des violences sexuelles faites aux femmes; que le rejet de plaintes comme « non-fondées » n'est pas le produit de décisions objectives, mais plutôt des attitudes individuelles dans les salles d'audience; que parce que le viol est traité comme une infraction sexuelle et non une agression, « il semble que la victime soit autant inculpée que le prévenu : on la perçoit souvent comme ayant été 'participante' lors du 'viol' ».

Effectivement, dans les années 70, les crimes sexuels sont traités sous la section « Infraction d'ordre sexuel, actes contraires aux bonnes mœurs, inconduite » du Code criminel. Les articles de loi traitant des violences sexuelles contre des femmes adultes sont :

- Viol (passible d'emprisonnement à perpétuité)¹³
- Tentative de viol (10 ans)
- Attentat à la pudeur d'une personne de sexe féminin (5 ans)
- Attentat à la pudeur d'une personne de sexe masculin (10 ans)
- Sodomie (14 ans)
- Actes de grossière indécence (5 ans)
- Inceste (14 ans)
- Séduction de passagères à bord d'un navire (2 ans)

¹³ Entre parenthèses sont les peines maximales accordées à ces infractions.

Un certain nombre d'autres articles de loi portent sur les violences sexuelles contre les enfants et adolescent-e-s :

- Rapports sexuels avec une personne de sexe féminin âgée de moins de 14 ans (perpétuité)
- Rapports sexuels avec une personne de sexe féminin âgée de 14 à 16 ans qui est de mœurs antérieurement chastes et n'est pas plus à blâmer que le prévenu (5 ans)
- Séduction d'une personne de sexe féminin âgée de 16 à 18 ans qui est de mœurs antérieurement chastes (2 ans)
- Rapports sexuels avec sa belle-fille par remariage, sa fille adoptive ou sa pupille (2 ans)
- Sodomie avec une personne âgée de moins de 21 ans (14 ans)¹⁴
- Actes de grossière indécence avec une personne âgée de moins de 21 ans (5 ans)
- Séduction d'une employée âgée de moins de 21 ans qui est de mœurs antérieurement chastes et n'est pas plus à blâmer que le prévenu (2 ans)
- Séduction sous promesse de mariage d'une personne de sexe féminin âgée de moins de 21 ans et qui est de mœurs antérieurement chastes (2 ans).

Dans *Comment créer un centre d'aide contre le viol*, il est recommandé de supprimer les articles sur le viol, la tentative de viol, l'attentat à la pudeur, la grossière indécence et la sodomie et de les remplacer et de traiter les violences sexuelles comme des voies de fait, au lieu de crimes contre les mœurs. Il est demandé que toutes les clauses relatives aux « mœurs chastes » de la victime soient retirées et que tous les articles soient refaits pour inclure la protection des victimes hommes *et* femmes.

En 1979, dans la *National newsletter*, la porte-parole de l'Association pour les affaires légales affirme qu'il faut enlever les « sections redondantes » concernant les violences sexuelles, comme la séduction sous promesse de mariage ou la séduction de passagères de bateaux, indiquant que « they assume a general sexual immaturity among women and also attribute to men the sole responsibility for making sexual decisions, and thus do not reflect the current

¹⁴ Se distingue de l'article concernant la sodomie entre adultes sans consentement de l'un des parties par l'interdiction de cet acte sexuel en *toutes circonstances* avec des personnes de moins de 21 ans

attitudes ». Au début des années 80, l'Association commence à introduire les termes « agression sexuelle » ou « attouchements sexuels » comme des catégories plus larges pour remplacer les articles jugés comme problématiques. Les violences sexuelles sont alors considérées comme une forme particulièrement odieuse de violences physiques (ou de menace de violences physiques) :

« Les crimes sexuels sont d'abord été avant tout des agressions physiques sur le corps d'une victime. Toutefois, le caractère intime et avilissant des actes posés font de ces crimes une forme d'agression particulièrement sérieuse qui mérite d'être traitée à part, et d'être plus sévèrement punie. »

Bulletin de l'Association nationale, 1981

Le crime du viol, l'offense sexuelle la plus lourde pouvant être commise contre les femmes adultes, est au centre des discussions de l'Association. Avant 1983, le viol était considéré comme un rapport sexuel non-consensuel aux caractéristiques très spécifiques : il ne pouvait être commis que contre une femme, par la pénétration du vagin par le pénis, et ce si seulement si l'accusé n'était pas le mari de la victime. La définition du crime de viol comme étant cet acte sexuel spécifique est remise en question par l'Association. Les actes spécifiques du viol sont débattus tout au long des années 70 et du début des années 80, sans qu'il ne se crée de consensus sur la question.

L'**immunité maritale**, elle, est considérée comme le produit d'une société voyant la femme comme une propriété, un objet dont la fonction première est sexuelle et reproductive (Comment créer un centre d'aide contre le viol, 1976). Il y a consensus général dans les Centres que cette protection de l'époux devait être abrogée.

La notion de **consentement** est un autre élément que l'Association remet en question. En effet, afin de condamner un homme pour le crime de viol, il revient à l'époque à la victime de se défendre en prouvant son non-consentement pour l'activité sexuelle. Ce fardeau de preuve est considéré comme déraisonnable et discriminatoire, comme il est unique aux victimes de violences sexuelles dans le code criminel, et comme il perpétue le mythe que la femme crie au viol pour des raisons malicieuses.

Plusieurs règles de preuve existaient avant 1983 pour le traitement de cas de violences sexuelles. Jusqu'en 1976, moment où cette exigence est retirée du code criminel, une **corroboration** était nécessaire pour un verdict de culpabilité (le témoignage seul de la victime n'était pas considéré comme suffisant : il fallait également une seconde preuve indépendante, comme par exemple un témoin oculaire ou des traces de spermes et des blessures). Plusieurs juges continuent à indiquer l'importance de la corroboration, en se basant sur la jurisprudence, après 1976. En 1979, l'Association critique cette notion dans une série de recommandations envoyées au Ministère de la justice : « A section should be included to make explicit that the common law requirement that the jury be warned of the danger of convicting the accused if the complainant's testimony is not corroborated, is deleted. »

Une autre règle de preuve particulièrement critiquée par les Centres d'aide est la possibilité pour la poursuite de mettre en cause les **comportements sexuels antérieurs** de la plaignante. Cette règle de preuve était considérée comme une façon particulièrement injuste et cruelle de décrédibiliser la victime de violences sexuelles. L'Association fait plusieurs appels aux Centres d'aide pour se coordonner afin de faire de la pression sur le gouvernement pour retirer cette règle. C'est le cas, par exemple, lorsque, dans le contexte de sa marche *La Rue, la nuit, femmes sans peur* de 1982, le Centre d'aide de Trois-Rivières fait un appel aux femmes pour qu'elles demandent au Ministère de la Justice une réforme sur le questionnement du passé sexuel de la victime durant les procès :

« Monsieur le Ministre,

Je demande que toute question relative à la vie sexuelle de la plaignante soit interdite lors des procès pour agressions sexuelles.

Maintenir la pratique de poser des questions aux femmes sur leur passé sexuel dans la réforme actuelle, c'est continuer à lier la crédibilité de la victime à son passé sexuel d'autant plus qu'en aucun cas, la cour n'a droit de fouiller dans le passé sexuel de l'agresseur pour amener des éléments de preuve quant à sa culpabilité.

Je ne comprends pas le lien que vous faites entre le passé sexuel de la victime et le viol en tant qu'agression.

Nom : (MAJUSCULES) :

Adresse :

Signature : »

Modèle de lettre adressée au Ministère de la Justice (en intégral), 1982

Certaines des militantes membres de l'Association étaient déléguées spécifiquement à la négociation auprès du gouvernement fédéral. C'est en affirmant leur expertise en la matière et en soulignant l'importance de leur travail contre les violences sexuelles que les militantes entrent en contact avec le gouvernement. Pour les militantes, la dimension archaïque des lois contre les violences sexuelles, ainsi que le traitement des victimes en cour, limite la dénonciation de ce type de crimes en raison de leur peur (fondée) du système de justice. Ainsi, les militantes demandent alors d'être incluses dans les procédures concernant les changements sur les articles de loi à propos des violences sexuelles :

« I am requesting that I be informed of the government's present position with respect to the second reading of Bill C-52, and any proposed changes thereto. I am also asking to meet with yourself and any members of the Justice and Legal Affairs Committee to discuss this legislation in the event that you either visit British Columbia or would be prepared to undertake to finance a delegation to come to Ottawa in this regard. »

Megan Ellis, « Legal Researcher and Courtworker: Vancouver Rape Relief », 1979 (extrait d'une lettre publiée dans la *National Newsletter* de l'Association)

Les membres de l'Association font des recommandations au Ministre de la Justice et à tous les sous-groupes travaillant sur la question des violences, puis publient les échanges qui en résultent pour que tous les Centres d'aide membres y aient accès. C'est ainsi que les Centres d'aide s'engagent dans un processus de négociation avec le gouvernement fédéral afin de permettre la production de réglementations à saveur féministe concernant le traitement légal des violences sexuelles.

En résumé, les militantes féministes demandent au gouvernement 1) un élargissement des comportements considérés comme des violences sexuelles condamnables ainsi qu'une modification dans la *nature* de ces violences (des assauts et non des offenses contre les mœurs) 2) un changement majeur dans la manière d'établir le non-consentement, en retirant le fardeau de la preuve à la victime de violences sexuelles, 3) un retrait des conditions de détermination

des victimes liées à leur genre, leur état marital et à leur passé sexuel. Toutefois, leurs propositions se concentrent principalement sur le traitement des violences sexuelles auprès de victimes *adultes*. Ainsi, certains paramètres, comme la détermination du consentement, reste différente en fonction de l'âge de la personne concernée.

Toutes les voix des militantes n'étaient par contre pas en harmonie sur la meilleure façon de modifier les lois quant aux violences sexuelles. Par exemple, on peut se rappeler que le MCVI de Montréal, dans les années 70, était contre l'abrogation du mot « viol » (ce positionnement se reflète dans le nom que l'organisme a adopté et qu'il conserve encore aujourd'hui). Les recommandations de l'Association nationale auprès du gouvernement sont le produit d'une compétition de discours interne au mouvement féministe, en plus d'un processus de négociation avec le gouvernement lui-même. C'est conséquemment à ces discours multiples qu'a éventuellement émergé la nouvelle loi sur le traitement criminel des violences sexuelles au pays, soit la loi C-127.

L'implication des militantes féministes auprès du gouvernement pour la modification des lois concernant le traitement des violences sexuelles s'est produit en raison de leur capacité de s'imposer comme des expertes sur leur sujet. En tant qu'autorités en la matière, elles ont pu faire entendre leur voix auprès des plus hautes instances du pays, dans l'espoir de faire avancer leur cause selon leurs propres valeurs et conceptions. Ainsi, ces groupes de femmes ont été en mesure de négocier avec les cercles de pouvoir masculins, élitistes et difficiles d'accès du gouvernement. Pour la première fois depuis l'implantation du Code criminel canadien au pays, des femmes ont eu une voix dans la manière de traiter et condamner une forme de violence les concernant particulièrement. Le travail nécessaire pour pouvoir y arriver a été gargantuesque; il a demandé la mobilisation commune de groupes au-travers du pays en entier, un nombre incalculable d'heures bénévoles, de l'ingéniosité, de la persévérance et beaucoup de résilience face aux oppositions et aux discordes, autant à l'interne qu'à l'externe. Pour éventuellement arrêter l'oreille des ministres, les militantes ont dû s'improviser administratrices, expertes légales, statisticiennes, intervenantes sociales, conférencières. Au final, elles ont réussi à faire traduire leurs revendications en un problème social.

Quelques mots sur les mesures alternatives à la justice

Si les luttes des Centres d'aide se sont concentrées, particulièrement dans les années 80, à essayer de faire changer les lois, plusieurs Centres ont tout de même essayé, dans leurs premières années en fonction, de trouver des mesures alternatives au système de justice, ou du moins d'en rendre les processus moins difficiles, afin d'aider les victimes de violences sexuelles. Ces initiatives ont pris la forme de tentatives pour rendre possible aux victimes de faire les examens médicaux nécessaires à la justice hors des hôpitaux, par exemple, ou de faire de confronter directement les perpétrateurs des violences.

Cette dernière initiative, dont l'idée a été empruntée à des militantes états-uniennes, a été appliquée à plusieurs reprises par le Centre d'aide de Sherbrooke, entre autres. L'idée de la confrontation est de se rendre chez le perpétrateur des violences, surtout si la personne était harcelante, en groupe (la victime accompagnée de militantes du Centre d'aide) et de laisser la victime expliquer à son agresseur ce qu'elle vit et comment il la fait sentir.

« La fille, très calmement - on s'est préparé avec elle : tu ne dépasses pas, tu t'ostines pas avec. Puis là elle lui dit : « Bon, écoute, t'arrêtes pas de me suivre, tu m'achales, tu m'as violée, puis je ne veux plus vivre ça, je veux plus que tu me suives jamais, c'est fini. » Puis là le gars encore qui est : « O-o-o-ouais, mais là c'est pas moi qui- » [Et les militantes] : « Okay, nous on est pas là pour t'accuser. Est-ce que t'as compris le message qu'elle t'a fait? » Puis l'autre il finit par dire oui et nous on ferme la porte. Mais la réaction des filles après c'est : « Yeah ! Il *shakait* ! Sa lèvre tremblait ! C'était comme-! » (fortes exclamations).

A : C'était pas lui qui était en position de pouvoir.

M : Non ! C'est ça. Pis tu t'aperçois que si tu y tiens tête, pas en criant ou en quoi, lui aussi il peut être désamorcé. »

Entretien avec Madeleine Lacombe, 2017

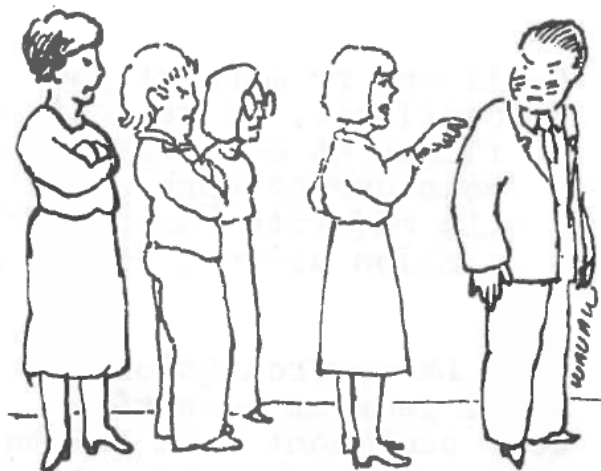


Figure 23. Bulletin de l'Association nationale des Centres contre le viol, 1981, p.74

L'objectif de la confrontation était double : aider la victime à se défaire de ses peurs du perpétreur en lui donnant le contrôle de la situation et faire cesser les comportements du perpétreur envers elle. Si le harcèlement ne cessait pas, le Centre d'aide avait d'autres étapes de prévues pour faire suite à la confrontation :

« Mais on avait élaboré nous autres des scénarios jusqu'au bout. [...] on disait au gars :
 « Si tu la suis ou tu la recontactes, il va y avoir une autre étape. On va s'arranger pour que les gens sachent, on peut aller à ton travail, on peut aller à l'école, on peut faire ça.
 » Et une seule fois on a eu à aller - c'était pas tellement plus loin - 2-3 jours après il a suivi la fille, alors ce qu'on faisait c'est qu'on allait avec des dépliantes du CALACS, puis on en mettait partout sur les murs et dans les boites à *mail*. [...] On te surveille! »

Entretien avec Madeleine Lacombe, 2017

Cette tactique d'intimidation n'a pas souvent été utilisée par les Centres d'aide. Elle permet tout de même d'illustrer le genre d'initiatives que les militantes féministes ont mis sur pied afin d'essayer de trouver moyen d'aider les victimes de violences sexuelles, même sans le support des institutions officielles. La recherche de solutions pour le problème des violences sexuelles, durant les années 70 et le début des années 80, a pris plusieurs formes (j'ai longuement parlé, par exemple, de leur travail de sensibilisation auprès des intervenants et du public). Tout au long de leurs luttes, les groupes féministes ont travaillé sur divers fronts pour éliminer les violences sexuelles. La transformation des lois n'a jamais été considérée comme une finalité.

Conclusion

En 1983, après plus d'une décennie de travail non seulement par les groupes féministes québécois, mais également par des groupes de femmes disséminés partout au pays, le gouvernement fédéral introduit la *Loi canadienne sur les agressions sexuelles*. Les articles de loi concernant les violences sexuelles sont principalement regroupés sous « agression sexuelle », une offense qui est reconnue comme étant une atteinte à l'intégrité de la personne, traitée au même titre qu'une voie de fait dans le Code criminel canadien. L'immunité maritale tombe, permettant finalement à une personne d'aller en cour contre son/sa conjoint-e après avoir été agressé-e. Toutes les notions de virginité (personne de mœurs chastes) sont retirées du texte de loi. Finalement, désormais, le genre de la personne commettant l'offense ou la subissant n'est plus explicité. Ce n'est plus un homme qui agresse spécifiquement une femme, mais bien une personne qui en heurte une autre.

En 1983, également, les *Centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel* (CALACS) sont assez bien implantés dans la province. La question des violences sexuelles a été portée dans les journaux, dans la rue, au théâtre, dans les livres, à la radio, à la télévision; dans les hôpitaux, chez les policiers, auprès du gouvernement, et auprès des Québécois-e-s en général. Si tous ne sont pas en accord avec les théorisations féministes, si tous n'agrément pas sur la meilleure façon de déployer des ressources contre les violences sexuelles ou sur la façon de les définir, une chose est certaine : le silence a été brisé et les violences sexuelles ont maintenant un espace sur la place publique. Un espace qui fluctue; un espace qui n'a pas fini d'avoir à être justifié, encore et encore; mais un espace tout de même. En bref, les militantes ont réussi à faire des violences sexuelles un problème social.

La route pour en arriver là a été longue. Dans ce travail, j'ai eu pour intention la retracer en soulignant la manière dont des groupes féministes québécois se sont organisés, ont développé des discours et ont produit des activités de revendication afin de s'opposer aux violences sexuelles faites aux femmes. Je voulais voir quels types de luttes ces femmes ont produites. J'ai séparé ce travail en quatre sections : se regrouper, définir l'enjeu, propager les discours, puis politiser les luttes. J'ai travaillé ainsi afin de bâtir un récit organisé et compréhensible. Dans les faits, toutefois, le travail des militantes n'a jamais été complètement linéaire. Elles ont construit

leurs discours en même temps qu'elles investissaient les espaces sociaux pour défendre leur cause et en même temps qu'elles devenaient conscientes de leurs propres oppressions. C'est en militant qu'elles ont été confrontées à toutes les barrières dressées contre les victimes de violences sexuelles, que ce soit dans le manque de services sociaux ou dans l'accès limité à la justice, ou encore dans les perceptions de la société à leur égard.

Le portrait que j'ai brossé de la situation est partiel, comportant toutes les imperfections associées au travail avec des sources écrites et des entretiens et délimité par les sources que j'ai pu acquérir. À plusieurs moments dans la rédaction j'ai vécu des frustrations en voyant qu'un document ou un autre n'a pas survécu à l'épreuve du temps, ou qu'un texte est indatable et donc inutilisable pour moi, ou encore que j'aurais eu besoin des explications de l'auteur d'un document afin de bien en comprendre le contexte et le contenu. Mais ainsi va toute tentative d'écrire l'histoire...

Violences sexuelles, corps et féminisme :

L'aperçu que j'ai ainsi pu construire des luttes féministes contre les violences sexuelles est d'un mouvement réactionnaire basé sur un vécu commun d'oppression : une oppression vécue dans la répression des corps féminins et au-travers des violences commises contre ces derniers. Ainsi, l'histoire des luttes contre les violences sexuelles est, en premier lieu, une histoire corporelle. Je m'explique.

Notre rapport à nos corps est traversé de présomptions issues des structures et de la culture qui nous entourent. Ainsi, en fonction de certaines règles variant d'un endroit et d'une époque à l'autre, nous stylisons ces corps, nous bougeons de certaines façons et nous acceptons que certains comportements sont permis pour certaines personnes, mais pas nécessairement pour d'autres. Comme Gentile et Nicholas (2013) l'expliquent, les corps sont historiquement situés et ils sont traversés d'enjeux moraux, sociaux et culturels. C'est en fonction de cela que les corps sont *incarnés* – l'incarnation étant la façon dont nous donnons du sens à nos corps et dont nous agissons sur eux (Witz, 2000).

Diverses tensions alimentent la façon dont nous habitons nos corps. L'une d'entre elle est le *genre*. Qu'est-ce qui fait qu'un corps est considéré comme masculin ou féminin? Quelles-sont

les règles qui régissent ces catégories? Quels comportements sont attribués au domaine du masculin ou, au contraire, au domaine du féminin? Comment performons-nous notre genre, et quelles sont les implications sous-jacentes à ces comportements et à ces styles de présentation?

McCaughey (1997) indique que le genre est un système qui organise le sens que l'on donne à nos corps. Les militantes féministes ont voulu démontrer que ce système, dans la manière dont il est construit, désavantage clairement les personnes catégorisées comme femmes en les plaçant dans une position de vulnérabilité, de dépendance et de subordination par rapport aux personnes de genre masculin. Elles ont expliqué que les conceptions traditionnelles de la femme idéale ne servent qu'à maintenir un système d'oppression où le pouvoir appartient aux hommes. Faisant écho à l'analyse de Gentile et Nicholas (2013), selon qui les normes culturelles traversant les corps se retrouvent incarnés comme des vérités à propos de la biologie et de la sexualité, les militantes féministes québécoises ont affirmé que la naturalisation de la femme comme un être doux, pacifique, dévoué, chaste et pur n'est qu'une tactique pour garder le pouvoir sur les femmes.

Qu'en est-il des violences sexuelles? Les militantes féministes ont souligné que la subordination des femmes s'étend à la subordination de leurs corps et ce, au-travers d'un contingent de normes et de structures sociales. Pour performer adéquatement leur féminité, les femmes doivent faire un « travail du corps », comme l'indique McCaughey (1997) : elles doivent mettre de l'avant leur beauté (souvent par le port de vêtements restreignant leurs mouvements) et ainsi valoriser en premier lieu la façon dont elles plaisent à autrui; elles doivent être des figures de douceur et de grâce, complètement non-agressives et ainsi dissociées de leurs propres capacités corporelles. Ces normes contribuent à leur vulnérabilité face aux agressions.

Les militantes soulèvent que diverses structures sociales sont la source de la dépossession des femmes de leurs propres corps, que ce soit au niveau de leur sexualité ou de leurs habiletés reproductrices, lesquelles sont régulées par les désirs masculins et par la nécessité du maintien de la cellule familiale. Ainsi, elles dénoncent le clergé et ses exigences de fidélité au mari et de chasteté féminine; elles s'insurgent contre l'interdiction de publicisation des moyens de contraceptions et sur l'accès extrêmement limité à l'avortement; elles se dressent contre les lois régissant les violences sexuelles, lesquelles sont formulées selon un principe d'appropriation des corps féminins par les hommes de la famille. Elles indiquent que tant que les corps féminins

n'appartiendrons pas entièrement aux femmes, tant qu'ils sont sous le contrôle d'une institution patriarcale, ils seront à risque d'être sujets à des violences sexuelles utilisées dans un but de contrôle par les hommes.

Ainsi les luttes féministes contre les violences sexuelles s'étendent au-delà du seul viol (comme décrit dans le Code criminel canadien) pour inclure une série de comportements considérés comme contrôlants, méprisants et violents envers les corps féminins : harcèlement, violences physiques à connotation sexuelle, pornographie, prostitution, etc. deviennent des objets de lutte.

Le travail des militantes féministes dans le domaine des violences sexuelles est donc fondamentalement un travail de réappropriation du corps. Les militantes féministes opèrent à plusieurs niveaux pour tenter de défaire certaines conceptions naturalisées de la femme : elles demandent à la population et au gouvernement de respecter le droit à l'intégrité sexuelle des femmes; elles occupent physiquement les rues pour réclamer leur droit à l'espace et leur droit de vivre sans la crainte constante d'être agressées; elles apprennent à se défendre et à apprivoiser la force contenue dans leurs corps, défiant l'idée que l'agressivité est un élément appartenant exclusivement au domaine du masculin.

Pour actualiser leur résistance, les militantes féministes bâtissent une vision de la femme et de la féminité *différente* de la version traditionnelle en critiquant les notions définissant les femmes comme naturellement subordonnées et vulnérables. Se faisant, les groupes féministes entrent dans un processus de renégociation du genre féminin : en demandant à ce que soient reconnu certains attributs considérés traditionnellement comme masculins aux femmes, comme la capacité de se défendre et d'être agressives, elles soulignent que les femmes ne sont pas figées dans une position de soumission et de passivité. Le genre est construit au-travers des pratiques du corps (McCaughey, 1997). En agissant elles-mêmes en-dehors des notions traditionnelles de la femme, les militantes contribuent à la construction d'une féminité alternative.

Par la même occasions, elles demandent à ce que les hommes changent aussi : en considérant les violences sexuelles comme le produit d'une socialisation malsaine, elles soulignent le fait que *tous* devaient être rééduqués sur cette question et en venir à changer leurs attitudes, exigeant ainsi un rapport différent, plus égalitaire, entre les hommes et les femmes.

Une histoire contemporaine :

En 1981, Lerner posait ces questions : qu'est-ce que les femmes ont fait au-travers de l'histoire? Pourquoi leurs activités et accomplissements ont été oubliés? À quoi ressemblerait l'histoire au-travers des yeux de femmes? En faisant la description des activités de revendication des militantes féministes québécoises, j'ai tenté d'approcher ces questions et de donner une certaine visibilité aux femmes qui ont travaillé à l'amélioration de leurs conditions de vie au cours des années 70 et du début des années 80. L'histoire du mouvement féministe n'en est pas une de Grandes Femmes, comme l'histoire traditionnelle tend à se construire : c'est plutôt l'histoire de certains groupes qui ont tenté de trouver une base commune aux vécus des personnes partageant leur genre, puis qui ont travaillé à rendre visibles certains enjeux et y apporter des changements positifs. Malheureusement, les accomplissements des militantes féministes ne sont, encore aujourd'hui, que très peu véhiculés dans nos livres d'histoires. L'histoire des femmes fait figure à part, telle une branche secondaire de l'Histoire : pour ma part, je pense qu'il est absurde de mettre en second plan les réalités vécues par la moitié de la population.

Les années 70 ont été caractérisées par des enjeux économiques importants, par une instabilité au niveau de l'emploi et une hausse des taux de chômage, ainsi que par une augmentation du sentiment nationaliste au Québec (Jetté, 2008). Au même titre, elles ont été une période transformative pour la position de la femme dans la province. En continuation avec les années 60, où les femmes ont acquis une variété de droits légaux et un élargissement important de leur accès à l'éducation et à certains milieux professionnels (Collectif Clio, 1992), les femmes ont continué de développer de nouveaux secteurs d'activité où circuler (c'est le cas des organismes communautaires, comme les Centres d'aide, créé de toutes pièces par des groupes de femmes) et à s'intégrer aux structures préexistantes. Au niveau des luttes contre les violences sexuelles, elles ont contribué à l'abrogation de lois archaïques à l'usage davantage axé sur la protection de la propriété de l'homme que sur la protection de l'individu. Elles ont également créé de nouveaux services, développé toutes sortes de productions, que ce soit des journaux axé sur le vécu féminin ou des productions artistiques. Elles ont écrit des poèmes, des pièces de théâtre, des textes d'opinion. Elles ont appris à se défendre par le moyen d'une école créée spécifiquement pour leurs besoins. Elles ont développé des savoirs et des expertises.

Ces accomplissements n'ont pas été réalisés sans embûches. Les femmes du mouvement ont accompli leur travail au-travers de tensions constantes. À l'interne, avec la confrontation d'idéologies et de personnalités différentes, en raison de la fatigue et de la colère occasionnée par le travail militant et le travail auprès des victimes de violences sexuelles, puis en raison des questions de financement et de maintien à long terme. À l'externe, dans la prise de contact avec diverses institutions aux idéologies et manières de faire entrant en contradiction avec celles des groupes de femmes, puis dans les difficultés à essayer d'obtenir du support du gouvernement et de faire changer le traitement institutionnel des victimes de violences sexuelles tout en conservant un discours féministe. Ainsi, la période précédant l'application de la loi C-127, modifiant la réponse légale par rapport aux violences sexuelles, a été riche en activités et a permis l'amorce de changements à notre rapport avec les violences sexuelles qui perdurent encore aujourd'hui. Malgré leurs difficultés, les militantes ont réussi à mettre en place un réseau d'organismes d'aide et de lutte contre les violences sexuelles qui perdure encore aujourd'hui (on dénombre plus d'une trentaine de CALACS ou d'autres organismes à vocation similaire dans la seule province du Québec). Leur travail, en collaboration avec d'autres groupes de femmes au-travers du pays, a joué un rôle important dans la reconstruction de nos lois concernant les violences sexuelles. Ainsi, suivant l'histoire naturelle de problèmes sociaux (Spector et Kitsuse, 1977), certaines définitions féministes ont transité, du moins en partie, vers le code pénal et les institutions, suite à une reconnaissance de leur objet et de leur expertise par des organisations officielles et un processus de négociation avec ces dernières.

Tous les efforts des groupes féministes sur les violences sexuelles n'ont par contre pas porté fruit. Si certaines de leurs revendications ont été écoutées, plusieurs ont été ignorées, puis oubliées. Au niveau légal, certaines notions féministes ont été intégrées (pas toutes – et cela aurait été impossible, en raison de la multiplicité des discours féministes – et pas de façon satisfaisante pour bien des groupes. D'autres auteur-e-s ont analysé la loi de 1983 avant moi¹⁵,

¹⁵ Entre autres : Baril, Bettez et Viau, 1988; Roberts et Gebotys, 1992; Roberts et Pires, 1992; Backhouse et Flaherty, 1992; Gunn et Linden, 1997 et Tang, 1998. Pour une histoire du traitement judiciaire des violences sexuelles au Canada, les travaux de Constance Backhouse sont particulièrement intéressants. Ses ouvrages *Carnal Crimes* et *Challenging Times: The Women's Movement in Canada and the United States* permettent de faire un tour d'horizon du traitement judiciaire des violences sexuelles au 20^e siècle au Canada.

alors je n'y reviendrai pas en détail). Toutefois, le message principal des militantes, soit que les violences sexuelles sont le produit d'une société patriarcale où les hommes et les femmes sont *socialisés* d'une façon qui précipite les violences contre les femmes, n'a été que très partiellement intégré. En 1997, Los et Chamard, dans une étude des médias canadiens sur leur représentation des victimes de violences sexuelles, ont trouvé qu'après la mise en place de la loi de 1983, la vision féministe de ces violences a été largement discréditée. « [...] women's knowledge was not treated on equal terms with that provided by male representatives of the official establishment. » (p.322). Ceci témoigne du tiraillement qui s'effectue entre les genres : comme Kent (2012) explique, le genre est pratiquement toujours soumis à des relations de pouvoir, où la différence sexuelle est utilisée pour défendre les intérêts d'un groupe ou un autre. Ainsi, après avoir gagné une certaine influence durant les années 70, les discours féministes ont perdu en force dans les décennies suivantes.

Pourtant, les changements législatifs sur la question des violences sexuelles et la mise en place de Centres d'aide n'ont pas été suffisants pour se charger de ces violences. Les agressions sexuelles restent l'un des crimes les moins dénoncés du Code criminel canadien. En 2014, l'Enquête sociale générale (ESG), qui est construite à partir d'un questionnaire auto-révélé se basant sur un échantillonnage significatif de la population canadienne, a rapporté un signalement d'agressions sexuelles de seulement 5% au pays, et de ces plaintes, seules 3 sur 1000 se soldent d'une condamnation. En 2010, en consultant une variété de journaux du Canada anglais, Sampert a trouvé qu'une variété de mythes concernant ce type de violence (l'agression sexuelle est la résultante d'une pulsion incontrôlable; les femmes mentent régulièrement à propos de leur victimisation; le perpétrateur est « autre », etc.) sont toujours largement présents dans les médias. Dans une méta-analyse portant sur les recherches sur les mythes associés aux violences sexuelles au Canada et aux États-Unis entre 1997 et 2007, Suarez et Gadalla (2010) ont trouvé une forte corrélation entre la croyance dans ces mythes et l'hostilité d'une personne envers les femmes. Au niveau légal, Randall (2010) souligne que ces mêmes mythes affectent toujours les processus judiciaires canadiens et affecte la cause des victimes, qui portent toujours le fardeau de la preuve de leur non-consentement. Les violences sexuelles ne sont pas seulement une affaire de lois : elles s'inscrivent dans des rapports de pouvoir plus larges, qui demandent à être

évalués dans leur ensemble, en utilisant les rapports entre les hommes et les femmes (le genre) comme objet central.

Quelques réflexions supplémentaires :

Au moment où j'écris ces lignes, une vague de dénonciation de violences sexuelles, sous la forme d'agressions sexuelles et de harcèlement sexuel, secoue l'Amérique du Nord et l'Europe. Suivant le mouvement « me too » (*moi aussi*), des femmes dénoncent leurs agresseurs, brisant, en utilisant la force du nombre, le silence autour des violences qu'elles ont subies. En réaction, dans les derniers mois, diverses institutions se sont mobilisées. La police de Montréal a temporairement ouvert une ligne téléphonique spécifiquement attribuée pour la dénonciation de violences sexuelles. Le gouvernement a débloqué de nouveaux fonds aux organismes de lutte contre ces violences. Les universités ont renforcé leurs protocoles contre le harcèlement sexuel et un nouveau projet de loi est en cours pour encadrer les relations intimes entre les professeurs et les étudiants. J'ai moi-même reçu des courriels de mon établissement d'enseignement au sujet de mes ressources contre les violences sexuelles. Dans les journaux, on parle de « culture du viol », de problème systémique, de besoin de se mobiliser à grande échelle. Au Ministère de l'éducation, on discute d'étendre les cours d'éducation sexuelle à l'ensemble des écoles de la province. À l'UQAM a été organisée la « semaine féministe pour le respect » par le syndicat des étudiant-e-s employé-e-s de l'université. À l'horaire : des discussions sur le sexisme et des ateliers d'auto-défense. Des discours vieux de quarante ans se répètent. L'idée que la lutte contre les violences sexuelles doit passer par des changements importants, en revenant à la racine de la culture et des institutions, a été soulignée, revendiquée et décriée par les militantes féministes des années 70 et 80. Ainsi, la situation actuelle est-elle en fait une continuation du travail amorcé par ces militantes?

J'aurais tendance à dire que oui. Les militantes des années 70 ont bâti la fondation nécessaire à une révolution de la compréhension et de la prise en charge des violences sexuelles. Elles sont responsables de la mise en place d'un réseau d'aide et de lutte contre ce type de violence, réseau qui est actif aujourd'hui et qui continue de faire un travail important de sensibilisation sur le sujet. Elles ont été les actrices principales à la problématisation de ces violences auprès de

diverses institutions publiques, dont le gouvernement. Elles sont également responsables (avec le reste du mouvement féministe et ce, à l'intérieur et à l'extérieur du Canada) de la création d'un important champ théorique permettant d'appréhender les violences sexuelles en mobilisant des notions de genre (l'importance de cette contribution académique ne devrait pas être sous-estimée, les agressions sexuelles étant un type de crime genré, affectant de manière disproportionnée les femmes). Évidemment, le travail des militantes féministes n'est pas resté figé dans le temps : les notions développées dans les années 70 ont été raffinées dans les trente dernières années. Les recherches sur le sujet se sont multipliées. Fondamentalement, toutefois, leur travail a permis de commencer à se poser des questions importantes sur les violences sexuelles : en quoi consistent-elles, exactement? Quelle est leur source? Que pouvons-nous faire pour les éradiquer?

Pourtant, la situation n'est pas résolue. Comme j'ai mentionné dans la section précédente, les violences sexuelles constituent toujours une forme de violence peu dénoncée pour laquelle il est très difficile d'obtenir une condamnation. Les mythes qui y sont associés circulent toujours, même dans les médias et à la cour. Les agressions sexuelles continuent d'être un problème bien présent dans notre société. Pourquoi ces enjeux sont-ils toujours d'actualité, malgré le travail effectué par les groupes féministes? Malgré les changements portés à la loi en 1983?

Comme le suggéraient les militantes féministes des années 70, le système légal n'est peut-être pas l'institution la plus importante pour arriver à traiter le problème des violences sexuelles. Je ne pense pas qu'il soit un hasard que leurs explications radicales soient remises à l'avant, aujourd'hui. Si les violences sexuelles prennent bel et bien leur source dans nos structures et dans notre culture, si elles sont liées directement au rapport que nous entretenons entre les genres, alors c'est plus que le système judiciaire qui demande à être modifié pour arriver à des changements durables. Ce sont des changements sociaux profonds qui sont nécessaires. Et, évidemment, ces changements ne peuvent pas être apportés seulement par le travail d'un groupe particulier, comme celui des Centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel. Un effort commun est requis.

Les dénonciations de masse récentes en matière d'agressions et de harcèlement sexuel semblent marquer une nouvelle étape à la lutte contre les violences sexuelles. J'espère que nous avons

finalement atteint un point de rupture. Comme l'écrivait le *Conseil du statut de la femme* (CSF) en 1978:

« Ce n'est pas la première fois que les femmes s'expriment, loin de là. Il faut rappeler ici tout un vécu de luttes, de revendications et de prises de position, surtout depuis les dernières décennies. [...] Nous considérons qu'il faut changer la condition des femmes non seulement par quelques réformes, mais par une remise en question des systèmes de valeur [...] et par la modification des structures qui font perpétuer ces systèmes. »

Pour les Québécoises : égalité et indépendance. CSF, 1978, p.25

La recherche sur la question des violences sexuelles a besoin de continuer d'être développée. Quelles sont les solutions alternatives au système judiciaire criminel pour le traitement des violences sexuelles? Qu'en est-il des recours civils? Dans la période actuelle, où les médias sociaux prennent de plus en plus de place en tant que plateformes de dénonciation et en tant que vecteurs pour la circulation de ces informations, comment peut-on appréhender le traitement extrajudiciaire de ces offenses?

Une histoire incomplète :

J'ai déjà mentionné à plusieurs reprises que le travail accompli dans ce mémoire permet seulement d'avoir un aperçu de l'histoire des militantes féministes québécoises des années 70 ayant œuvré sur la question des violences sexuelles. Je crois qu'il serait certainement possible d'aller creuser plus loin pour compléter cette ébauche. L'histoire de ce mouvement pourrait être enrichie à l'aide des archives des Centres d'aide que je n'ai pas inclus dans la recherche (soit le Centre de Châteauguay, de Québec et de Hull). Elle profiterait également d'un élargissement des données en incluant une analyse de cas judiciaires de l'époque. Aussi, un travail ne se limitant pas seulement au Québec, mais incluant également l'œuvre des militantes féministes des autres provinces et territoires du pays, donnerait un portrait plus global des revendications qui ont influencé notre traitement actuel des violences sexuelles. Il reste beaucoup à dire sur l'histoire des Québécoises et de leurs luttes : j'espère que d'autres verrons également la valeur de ce type de récit.

Bibliographie

- Baril, M., Bettez, M.-J. et Viau, L. (1988). *Les agressions sexuelles avant et après la réforme de 1983 : une évaluation des pratiques dans le district judiciaire de Montréal*. Les cahiers de recherches criminologiques du CICC : Université de Montréal.
- Backhouse, C. et Flaherty, D. H. (1992). *Challenging times: The women's movement in Canada and the United States*. Québec : McGill-Queen's Press-MQUP.
- Backhouse, C. (2008). *Carnal Crimes: Sexual Assault Law in Canada, 1900-1975*. Toronto : Irwin Law.
- Beauvoir, S. (1949). *Le Deuxième sexe*. Paris : Gallimard.
- Bérard, J. et Sallée, N. (2015). Les âges du consentement. Militantisme gai et sexualité des mineurs en France et au Québec (1970-1980). *Clio*, (2), 99-124.
- Best, J. (2002). Constructing the sociology of social problems: Spector and Kitsuse twenty-five years later. *Sociological Forum*, 17(4), 699-706.
- Bergeron, M.-A. (2013). « *Nous avons voulu parler de nous* » : *Le discours éditorial des féministes québécoises (1972-1987) dans Québécoises deboutte!, Les têtes de pioche et La Vie en rose*. (Thèse de doctorat inédite). Université Laval.
- Bock, G. (1989). Women's history and gender history: aspects of an international debate. *Gender & History*, 1(1), 7-30.
- Brother et al. (1982). *Le mouvement des femmes au Québec : étude des groupes montréalais et nationaux*. Montréal : Les Presses Solidaires Enr.
- Butler, J. (1990). *Gender trouble: feminism and the subversion of identity*. New York : Routledge.
- Butler, J. (1993). *Bodies that matter. On the discursive limits of "sex"*. New York : Routledge.
- Canning, K. (2015). Gender history. *International Encyclopedia of the Social & Behavioral Sciences*, 2(9), 768-774.
- Cellard, A. (1997). L'analyse documentaire. Dans J. Poupart, J.-P. Deslauriers, L. Groulx, A. Laperrière, R. Mayer, A. Pires (dir.), *La recherche qualitative : enjeux épistémologiques et méthodologiques*. Boucherville : Gaetan Morin.
- Collectif Clio. (1992). *L'histoire des femmes depuis quatre siècles*. Montréal : Le jour.

- Cohen, S. (2004). *Folk Devils and Moral Panics* (3^e éd.). Londres : Routledge.
- Czarniawska, B. (2004). *Narratives in social science research*. SAGE Publications, Ltd.
- DeKeseredy, W. S. (2011). *Violence against women: Myths, facts, controversies*. Toronto : University of Toronto Press.
- Denzin, N.K. (1989). *The Research Act* (3^e éd.). Englewood Cliffs, NJ : Prentice-Hall.
- Descarries, F. (2005). Le mouvement des femmes québécois : état des lieux. *Cités*, 3(23), 143-154.
- Doherty, K. et Anderson, I. (1998). Talking about rape. *The Psychologist*, 11(12), 583-586.
- Dorvil, H. et Mayer, R. (2001). *Problèmes sociaux : théories et méthodologies*. Québec : PUQ.
- Downs, L. L. (2010). *Writing gender history* (2^e éd.). Londres : Hodder.
- Dumont, M. et Toupin, L. (2003). *La pensée féministe au Québec : Anthologie (1900-1985)*. Québec : Les éditions remue-ménage.
- Ebsworth, M. E. (2010). Speech communities: language as a mediator of messages and perceptions. Dans S. J. Behrens et J. A. Parker (dir.), *Language in the real world: an introduction to linguistics*. New York : Routledge.
- Statistique Canada. (2014). *Enquête sociale générale*. Repéré à : http://www23.statcan.gc.ca/imdb/p2SV_f.pl?Function=getSurvey&SDDS=4504
- Fisher, B. S., Daigle, L. E., Cullen, F. T. et Turner, M. G. (2003). Acknowledging sexual victimization as rape: results from a national-level study. *Justice Quarterly*, 20(3), 535-574.
- Flick, U. (2007). Concepts of triangulation. Dans U., Flick (dir.), *Qualitative Research kit: Managing quality in qualitative research*. Londres : SAGE Publications Ltd.
- Fuller, R. et Myers, R. (1941). Some aspects of a theory of social problems. *American Sociological Review*, 6, 24-32.
- Fraser, J. (2014). *Claims-making in context: forty years of Canadian feminist activism on violence against women*. (Thèse de doctorat inédite). University of Ottawa.
- Garland, D. (2001). *The culture of control*. Chicago: The University of Chicago Press.
- Gasman, M. (2014). Using historical methods to explore educational questions. Dans F. C., Clifton et C. S., Ronald (dir.), *The SAGE Handbook for Research in Education : Pursuing Ideas as the Keystone of Exemplary Inquiry*. Thousand Oaks : SAGE Publications, Inc.

- Gentile, P. et Nicholas, J. (2013). *Contesting bodies and nation in Canadian history*. Toronto : University of Toronto Press.
- Gilbert, N. (1991). The phantom epidemic of sexual assault. *The Public Interest*, 103, 54-65.
- Godin, P. (1991). *La fin de la grande noirceur : La Révolution tranquille* (vol.1). Montréal : Boréal.
- Godin, S. (2004). Les Yvettes comme l'expression d'un féminisme fédéraliste au Québec. *Mens*, 5(1), 73-117.
- Gunn, R. et Linden, R. (1997). The impact of law reform and the processing of sexual assault cases. *Canadian Review of Sociology/Revue canadienne de sociologie*, 34(2), 155-174.
- Gutmann, S. (1991). It sounds like I raped you! How date-rape re-education fosters confusion, undermines personal responsibility, and trivializes sexual violence. Dans O, Pocs (dir.), *Human Sexuality*. Guilford : Dushkin.
- Haraway, D.. (1991). *Simians, cyborgs, and women: The reinvention of nature*. New York : Routledge.
- Harned, M. S. (2004). Does it matter what you call it? The relationship between unwanted sexual experiences and distress. *Journal of Consulting and Clinical Psychology*, 72(6), 1090-1099.
- Henley, N. M. et Kramarae, C. (1991). Gender, power, and miscommunication. Dans N., Coupland et J., Wiemann (dir.), *Miscommunication and problematic talk*. Newbury Park : Sage.
- Institut de la statistiques du Québec. (2017). *Naissances et taux de natalité, Québec, 1900-2016*. Repéré à : <http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/population-demographie/nais0sance-fecondite/401.html>
- Jetté, C. (2008). *Les organismes communautaires et la transformation de l'État-providence : Trois décennies de coconstruction des politiques publiques dans le domaine de la santé et des services sociaux*. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Kahn, A. S., Jackson, J., Kully, C., Badger, K. et Halvorsen, J. (2003). Calling it rape: differences in experiences of women who do or do not label their sexual assault as rape. *Psychology of Women Quarterly*, 27, 233-242.
- Kelly, L. (1988). *Surviving sexual violence*. Cambridge : Polity Press.
- Kent, S. K. (2012). *Theory and History: Gender and History*. Basingstoke : Palgrave Macmillan.

- Lamoureux, D. (1986). *Fragments et collages : essai sur le féminisme québécois des années 1970*. Montréal : Les éditions du remue-ménage.
- Lamoureux (1992). Nos luttes ont changé nos vies. L'impact du mouvement féministe. Dans G., Daigle et G., Rocher (dir.), *Le Québec en jeu : comprendre les grands défis*. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal.
- Lamoureux, D. (2001). *L'amère patrie : féminisme et nationalisme dans le Québec contemporain*. Montréal : Les éditions du remue-ménage.
- Lavigne, M. (1990). À l'heure de la libération : le féminisme depuis la Révolution tranquille. *Cap-aux-Diamants : La revue d'histoire du Québec*, 21, 15-17.
- Lerner, G. (1981). *Teaching Women's History*. Washington : American Historical Association.
- Lillrank, A. (2014). Managing the interviewer self. Dans F. G., Jaber, A. H., Holstein, B. M., Amir et D. M., Karyn (dir.), *The SAGE handbook of interview research: the complexity of the craft* (2^e éd.). Thousand Oaks, CA : SAGE Publications Ltd.
- Los, M. (1994). The struggle to redefine rape in the early 1980s. Dans J. V. Roberts et R. M. Mohr (dir.), *Confronting sexual assault: A decade of legal and social change*. Toronto, Ont. : University of Toronto Press Incorporated.
- Los, M. et Chamard, S. E. (1997). Selling newspapers or educating the public? Sexual violence in the media. *Canadian Journal of Criminology*, 39, 293-328.
- Loseke, D. R. (1992). *The battered woman and shelters: the social construction of wife abuse*. New York : State University of New York Press.
- McAdam, D. (1982). The classical model of social movements examined. Dans S. M. Buechler et F. K. Cylke (dir.), *Social movements: perspectives and issues*. Mountain View : Mayfield Publishing Company.
- McCaughey, M. (1997). *Real knockouts: The physical feminism of women's self-defense*. New York : New York University Press.
- Mills, S. et Bérubé, C. (2004). Québécoises deboutte! Le Front de libération des femmes du Québec, le Centre des femmes et le nationalisme. *Mens*, 42, 183-210.
- Muehlenhard, C. L., Powch, I. G., Phelps, J. L. et Giusti, L. M. (1992). Definitions of rape: scientific and political implications. *Journal of Social Issues*, 48(1), 23-44.
- Muehlenhard, C. L. et Kimes, L. A. (1999). The social construction of violence: the case of sexual and domestic violence. *Personality and Social Psychology Review*, 3(3), 234-245.

- Ochs, E. (1993). Constructing social identity: a language socialization perspective. *Research on Language and Social Interaction*, 26(3), 287-306.
- Ollivier, M. et Tremblay, M. (2000). « Féminisme et épistémologie », *Questionnements féministes et méthodologie de la recherche*. Montréal : L'Harmattan.
- Parker, J. A. et Mahlstedt, D. (2010). Language, power and sexual assault : women's voices on rape and social change. Dans S. J., Behrens et J. A., Parker (dir.), *Language in the real world: an introduction to linguistics*. New York : Routledge.
- Pitts, V. L. et Schwartz, M. D. (1993). Promoting self-blame among hidden rape survivors. *Humanity & Society*, 17, 383-398.
- Pruvost, G. (2007). Enquêter sur les policiers : entre le devoir de réserve, héroïsation et accès au monde privé. *Terrain*, 48, 131-148.
- Randall, M. (2010). Sexual assault law, credibility, and "ideal victims": consent, resistance, and victim blaming. *Canadian Journal of Women and the Law*, 22(2), 397-434.
- Reinharz, S. et Chase, S. E. (2011). Interviewing women. Dans J. F., Gubrium, et J. A., Holstein (dir.), *Handbook of interview research*. SAGE Publications Inc.
- Roberts, J. V. et Gebotys, R. J. (1992). Reforming rape laws : effects of legislative change in Canada. *Law and Human Behavior*, 16(5), 555-573.
- Roberts, J. et Pires, A. (1992). Le renvoi et la classification des infractions d'agression sexuelle. *Criminologie*, 25(1), p.27-63.
- Roper, L. (1994). *Oedipus and the devil: witchcraft, sexuality and religion in early modern Europe*. Londres : Routledge.
- Sampert, S. (2010). Let me tell you a story: English-Canadian newspapers and sexual assault myths. *Canadian Journal of Women and the Law*, 22(2), 301-328.
- Scott, J. et Varikas, É. (1988). Genre : une catégorie utile d'analyse historique. *Les cahiers du Grif*, 37(1), 125-153.
- Secrétariat à la condition féminine. (2016). *Les violences sexuelles, c'est non : stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles (2016-2021)*. Repéré à :http://www.scf.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/Violence/Brochure_Violences_Sexuelles.pdf
- Smith, B. G. (2013). Gender I: from women's history to gender history. Dans N., Partner et S., Foot (dir.), *The SAGE handbook of historical theory*. SAGE Publications, Ltd.

- Smith, R. C. (2001). Analytic strategies for oral history interviews. Dans J. F., Gubrium et J. A., Holstein (dir.), *Handbook of interview research*. Thousand Oaks : SAGE Publications, Inc.
- Spector, M. et Kitsuse, J. (1977). *Constructing social problems*. Menlo Park, CA : Cummings.
- Suarez, E. et Gadalla, T. M. (2010). Stop blaming the victim : a meta-analysis on rape myths. *Journal of Interpersonal Violence*, 25(11), 2010-2035.
- Tang, K. (1998). Rape law reform in Canada: the success and limits of legislation. *International Journal of Offender Therapy and Comparative Criminology*, 42(3), 258-270.
- Tilly, C. (1984). Social movements and national politics. Dans C., Bright et S., Harding (dir.), *State-making and social movements: Essays in history and theory*. Ann Arbor : University of Michigan Press.
- Tisdell, E. J. (2012). Feminist epistemology. Dans L. M., Given (dir.), *The SAGE encyclopedia of qualitative research methods*. Thousands Oaks : SAGE Publications, Inc.
- Toupin, L. (1998). *Les courants de pensée féministe*. Version revue du texte « Qu'est-ce que le féminisme ? Trousse d'information sur le féminisme québécois des 25 dernières années. » Édition électronique.
- Turner, R. et Killian, L. (1987). *Collective behavior* (3^e éd.). Englewood Cliffs : N. J. Prentice Hall.
- Vance, J. (1979). The experience of rape crisis centres. *Atlantis: Critical Studies in Gender, Culture & Social Justice*, 4(2), 133-140
- Warren, J.-P. (2003). *Ils voulaient changer le monde. Le militantisme marxiste-léniniste au Québec*. Montréal : VLB Éditeur.
- Wilkinson, C. (2008). *Unwanted sex versus rape: how the language used to describe sexual assault impacts perceptions of perpetrator guilt, victim blame and reporting* (Dissertation pour obtention de doctorat, Indiana). University of Pennsylvania.
- Witz, A. (2000). Whose body matters? Feminist sociology and the corporeal turn in sociology and feminism. *Body & Society*, 6(2), 1-24.
- Young, S. L. et Maguire, K. C. (2003). Talking about sexual violence. *Women and Language*, 26(2), 40-52.
- Zinsser, J. P. (2013) Women's history/feminist history. Dans N., Partner et S., Foot (dir.), *The SAGE handbook of historical theory*. SAGE Publications, Ltd.

Annexe 1 : ligne du temps

1966

- Formation de Association féminine d'éducation et d'action sociale (AFEAS)
 - Formation de la Fédération des femmes du Québec (FFQ)
-

1969

- Formation du Front de libération des femmes (FLF)
-

1970

- Commission d'enquête royale sur la situation de la femme au Canada
-

1971

- Dissolution du Front de libération des femmes (FLF)
 - Publication du livre « Rape : the all-american crime » de Susan Griffin
-

1972

- Formation du Centre des femmes de Montréal
 - Premières publications du journal Québécoises Deboutte! (QD)
-

1973

- Formation du Conseil du statut de la femme (CSF)
 - Création du Conseil consultatif canadien sur la situation de la femme
-

1974

- Fin de la publication de QD
 - Formation du Comité pour l'avortement libre et gratuit
-

1975

- Formation du Centre d'aide aux victimes de viol (CAVV) de Montréal
 - Formation du Théâtre expérimental de Montréal (précède le théâtre des femmes)
 - Première instructrice de Wen Do au Québec
 - Dissolution du Centre des femmes de Montréal
 - Publication du livre « Against our Wills » de Susan Brownmiller
-

1976

- Formation du Regroupement des femmes du Québec (RFQ)
- Formation du Centre d'aide Viol-Secours de Québec
- Premières publications du journal Têtes de pioche (TDP)
- Première publication de la maison d'édition Remue-Ménage

- Première conférence de l'Association nationale des centres contre le viol
-

1977

- Formation du Centre d'aide aux victimes de viol (CAVV) d'Outaouais
 - Mise en place de la Commission des droits de la personne au Québec
 - Création du jour de la femme par l'ONU
-

1978

- Fermeture temporaire du CAVV de Montréal
 - Formation de la Coordination nationale pour l'avortement libre et gratuit
 - Présentation du Bill C-52
 - Publication de la « Politique d'ensemble de la condition féminine » du CSF
-

1979

- Formation du Théâtre expérimental des femmes de Montréal
 - Formation du Centre d'aide aux victimes de viol (CAVV) de Sherbrooke
 - Formation du Centre d'aide aux victimes de viol (CAVV) de Trois-Rivières
 - Réouverture du CAVV de Montréal sous le nom de Mouvement contre le viol (MCV)
 - Formation du Regroupement québécois des centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (RQCALACS)
 - Fin de la publication de TDP
 - Colloque régional sur la violence
 - Présentation de la pièce de théâtre « La Peur surtout » par le Théâtre expérimental des femmes
 - Première enquêtrice à la Sûreté du Québec
-

1980

- Premières publications du journal La Vie en rose (LVR)
 - Première manifestation « La rue, la nuit, femmes sans peur » au Québec
-

1981

- Dissolution du Regroupement des femmes du Québec (RFQ)
-

1983

- Loi canadienne sur les agressions sexuelles (C-127)

Annexe 2 : Types de sources documentaires

BILANS D'ACTIVITÉ : documents décrivant des activités accomplies par des membres de groupes féministes. Il peut s'agir, par exemple, d'un retour sur l'organisation d'une marche militante, d'un procès-verbal de réunion, d'un retour sur l'ensemble des activités d'un Centre d'aide pour une période donnée ou de la description des actions entreprises par un groupe dans un dossier particulier. Les bilans d'activité sont ou bien des retours à l'interne sur certaines activités, ou bien la publicisation de ces activités auprès d'autres groupes militants.

BULLETINS D'INFORMATION : documents dont l'utilité est généralement de tenir informées des membres de groupes féministes des activités à venir ou de faire circuler de l'information recueillie par un groupe vers le reste du mouvement. Il peut s'agir, par exemple, d'informations sur une marche à venir, d'informations sur les activités pour la prochaine fête du 8 mars, ou encore d'un descriptif des services offerts dans un Centre d'aide donné.

CORRESPONDANCES : lettres ou échanges de lettres, dans les cas échéants, de membres de groupes féministes avec d'autres personnes à l'intérieur ou à l'extérieur des cercles féministes. J'ai compté pour une (1) correspondance un échange complet entre deux personnes. Les lettres seules ont également été comptées comme des correspondances.

DOCUMENTS DE FORMATION : documents préparés pour les militantes, généralement par les Centres d'aide, afin de les aider dans leur formation pour leur travail, que ce soit auprès des victimes de violences sexuelles ou dans leurs autres rôles (administration, sensibilisation, etc.). J'y compte, par exemple, un manuel de formation pour les bénévoles, des exercices d'empathie, ainsi que des documents décrivant les meilleures stratégies pour faire des conférences efficaces.

DOCUMENTS ADMINISTRATIFS : documents à l'usage de l'administration des groupes. Principalement en lien avec la comptabilité et la structure comme collectifs des groupes.

TEXTES D'OPINION/THÉORIES : documents écrits par des militantes présentant leurs théories et leurs réflexions sur les violences sexuelles, mais n'ayant pas été publiés sous forme d'articles de journaux.

BROUILLONS DE TRAVAIL : brouillons ou notes écrits à la main en vue de la préparation d'autres documents.

RECOMMANDATIONS ADRESSÉES AU GOUVERNEMENT : document (ou section d'un document) où des militantes font des recommandations s'adressant au gouvernement par rapport aux violences sexuelles, que ce soit au niveau du traitement légal du viol et de l'agression sexuelle ou pour d'autres branches de lutte, comme la pornographie et la prostitution.

DÉPLIANTS/AFFICHES : documents publicitaires produits par des groupes féministes.

ARTICLES DE JOURNAUX FÉMINISTES : articles de journaux publiés dans divers journaux féministes, principalement Québécoises Deboutte!, Têtes de pioche et La Vie en rose.

DESSINS : dessins produits par des militantes féministes, principalement retrouvés dans les journaux féministe, dans les rapports de l'*Association nationale des centres contre le viol* et dans les bulletins d'information portant sur des activités comme des marches militantes ou des rassemblements.

PHOTOS : photographies publiées dans des journaux militants ou recueillies dans les Centres d'aide. Les photos des Centres d'aide portent toutes sur les marches militantes *La rue, la nuit, femmes sans peur*.

BANDES-DESSINÉES : dessins avec une succession d'images liées ou avec des bulles de texte produits par les militantes féministes et principalement publiés dans les journaux militants.

POÈMES : poèmes et textes de chanson (habituellement faits pour les manifestations) circulés par le réseau féministe.

ARTICLES SCIENTIFIQUES : articles provenant des milieux académiques et conservés dans des Centres d'aide. La majorité proviennent du MCVI et portent sur l'épuisement professionnel.

ARTICLES DE JOURNAUX : articles publiés dans des quotidiens tels que La Presse ou Le Devoir, signé ou bien par des membres de groupes féministes ou par des personnes externes. Chaque Centre d'aide a conservé une grande quantité d'articles portant sur leurs activités ou sur des sujets connexes les intéressant.

